

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Les Relations Economiques de la France AVEC SES COLONIES au lendemain de la Guerre

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Politique-Economique)

Présentée et soutenue le Jeudi 2 Février 1922

PAR

ROBERT DELACOURT

Président : M. HENRI TRUCHY

Suffragants { M. PERREAU
 { M. ROLLAND

EDITIONS
DE " LA VIE UNIVERSITAIRE "

13, QUAI DE CONTI, 13

Les Relations Economiques de la France avec ses Colonies

au lendemain de la Guerre

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Les Relations Economiques de la France

AVEC SES COLONIES

au lendemain de la Guerre

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Politique-Economique)

Présentée et soutenue le Jeudi 2 Février 1922

PAR

ROBERT DELACOURT



Président : M. HENRI TRUCHY

Suffragants { M. PERREAU
 { M. ROLLAND

ÉDITIONS

DE " LA VIE UNIVERSITAIRE "

13, QUAI DE CONTI, 13

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent
être considérées comme propres à leurs auteurs.

AVANT-PROPOS

La France, au lendemain d'une guerre dont elle est sortie glorieuse, mais épuisée, ne saurait reprendre son rang parmi les grandes nations économiques modernes que par la mise en valeur rationnelle de toutes ses ressources. Mais une exploitation, aussi intensive soit-elle, des richesses de son sol et de son sous-sol ne pourrait suffire à combler le déficit de sa balance commerciale.

Il n'est pas, cependant, pour elle de tâche plus urgente que de réduire ses importations, et de recourir dans une moindre mesure aux produits étrangers pour satisfaire aux besoins de ses marchés. Elle ne pourra la mener à bien qu'en faisant appel à ses colonies qui, non contentes de lui donner pendant la guerre les preuves les plus manifestes de leur attachement, sont prêtes à aider à l'œuvre de reconstitution économique de la mère-patrie et au développement de son commerce extérieur.

La collaboration plus effective de la France avec ses possessions lointaines s'impose et il importe de la réaliser pratiquement; la politique suivie, jusqu'à ce jour, à l'égard de nos colonies, a été trop instable; nous les avons traitées comme des « parentes pauvres », auxquelles nous pouvions tout demander, mais qui, en revanche, n'avaient sur nous que des droits très limités.

Or, il ne s'agit plus actuellement de servitude plus ou

moins déguisée, mais de solidarité franche et loyale. Cette solidarité qui, seule, doit nous permettre de réaliser l'exploitation intensive de notre domaine colonial, ne saurait être basée sur des considérations égoïstes qui, ne tenant compte que des intérêts de la métropole, seraient appelées à se modifier suivant les circonstances et au gré du législateur.

La France doit poursuivre, avant tout, l'épanouissement économique de ses possessions d'outre-mer, et pour atteindre ce but, il lui faut instaurer une politique coloniale qui donne satisfaction aux indigènes et aux colons, tout en assurant au commerce de la métropole une rapide expansion.

Nous nous sommes proposés, dans notre travail, d'établir les fondements mêmes de cette nouvelle politique coloniale que nous préconisons, d'en préciser les principes essentiels et les directives, et de déterminer les résultats que nous en espérons.

Les politiques très diverses suivies jusqu'à ce jour par la France à l'égard de ses colonies seront l'objet d'une rapide esquisse et les déplorables conséquences qu'elles ont entraînées nous inciteront à coordonner nos efforts pour assurer à nos méthodes d'exploitation plus d'unité et de continuité.

Il est, d'autre part, certains produits pour lesquels nous sommes tributaires de l'étranger et dont l'achat aggrave ainsi très notablement notre situation économique. La Métropole devra donc, dans son propre intérêt, restreindre ses importations et s'adresser à ses possessions lointaines pour la fourniture des matières premières dont elle a le plus pressant besoin, et qu'elle trouvera en abondance dans leur sol et dans leur sous-sol.

L'examen des statistiques nous prouvera, par ailleurs, que

tous les produits importés avant la guerre en vue de notre consommation existent en puissance dans les colonies.

Nous étudierons alors, dans une seconde partie, les possibilités économiques de notre domaine colonial, en nous attachant toutefois spécialement aux matières premières dont l'achat grève le plus lourdement notre balance commerciale, et nous envisagerons successivement les divers moyens à employer pour développer l'agriculture coloniale en encourageant certaines cultures et en initiant les indigènes aux nouvelles méthodes d'exploitation par l'organisation de l'enseignement professionnel.

L'avenir de nos richesses minières fera l'objet d'un chapitre spécial et nous révélera les nombreux avantages que présenterait, pour l'extension de l'industrie métallurgique dans les colonies, l'union plus étroite entre les industriels métropolitains et les producteurs coloniaux.

Mais il ne suffit pas d'encourager, dans nos possessions, l'agriculture et l'industrie; pour qu'elles puissent prospérer et donner toute leur mesure, il faut à nos colons des capitaux abondants et, dans une troisième partie, nous aborderons ce grave problème du crédit, en étudiant successivement le mécanisme des Banques et des Sociétés de crédit agricole.

Pour assurer l'exploitation de nos richesses, le capital humain sera plus nécessaire encore que les ressources pécuniaires et, cette constatation faite, nous rechercherons les divers moyens à mettre en œuvre pour attirer des colons dans nos possessions d'outre-mer, notamment par la propagande intensive dans tous les milieux en faveur des colonies, et l'établissement d'un régime plus rationnel de « concessions de terres ».

Il est indispensable, enfin, de donner à nos colons et aux indigènes toutes facilités pour produire, et les pouvoirs publics devront, dans ce but, dresser un programme de « grands travaux » : travaux d'irrigation, d'abord; construction de routes, canaux et voies ferrées pour assurer le transport des produits vers la côte; aménagement des ports et création d'une flotte coloniale dotée par l'Etat de nombreux subsides et pourvue d'un statut spécial.

Cette flotte ne saurait, toutefois, prospérer qu'à la condition que le développement des échanges lui assure un frêt suffisant et que le régime douanier de la métropole ne paralyse pas son activité; nous nous proposerons, à cet égard, de condenser les critiques très vives adressées par nos coloniaux au régime de la loi du 11 janvier 1892, et de préconiser l'établissement, à défaut d'autonomie complète, d'une « spécialité douanière » qui aurait les plus heureux effets sur le développement économique de nos possessions d'outre-mer, tout en assurant à la France les légitimes profits qu'elle est en droit d'en attendre.

PREMIÈRE PARTIE

CHOIX D'UNE POLITIQUE COLONIALE

CHAPITRE PREMIER

Diversité des politiques suivies par la France dans ses colonies

Le choix d'une politique coloniale implique nécessairement l'étude préalable des méthodes suivies jusqu'à ce jour par la Métropole, en vue d'assurer à ses colonies leur plein épanouissement.

Nous envisagerons donc, brièvement, au seuil même de cette étude, les politiques coloniales successives appliquées par la France, et l'évolution historique en nous révélant l'extraordinaire puissance des traditions locales nous permettra de substituer à nos conceptions primitives erronées et imparfaites, d'autres méthodes mieux appropriées au tempérament et à la culture plus ou moins avancée des indigènes auxquels nous nous adressons,

SECTION I

POLITIQUE DE LA FRANCE A L'ÉGARD DES INDIGÈNES

L'une des plus graves erreurs qui ait été commise dans les débuts de notre expansion coloniale, a consisté à considérer les indigènes soumis comme des vaincus, et l'on s'explique dès lors aisément que, seules, deux politiques aient été suivies pendant longtemps : le refoulement et l'assimilation.

Le refoulement qui, voici quelques années encore, était préconisé en Allemagne, fut appliqué en Algérie vers 1852. Une tribu vaincue voyait ses terres confisquées et se trouvait de ce fait resserrée sur une partie de son territoire dont l'étendue variait suivant les exigences du vainqueur; les terres ainsi brutalement confisquées passaient à la colonisation. Cette politique pouvait se résumer dans cette formule brève, mais suggestive : « Exproprier les indigènes pour fixer à leur place des colons. »

Il est bien naturel que, dans ces conditions, les vaincus aient conçu à l'égard de leurs oppresseurs des sentiments de méfiance et d'hostilité qui les portaient parfois jusqu'à la révolte.

Ce système fut, d'ailleurs, condamné par Napoléon III dès l'année 1863, et l'on semble y avoir complètement renoncé aujourd'hui. Est-ce à dire, cependant, que les indigènes ne puissent plus être expropriés moyennant certaines compensations?

Une pratique encore usitée de nos jours par les pouvoirs publics consiste à acheter les terres à l'amiable. Il ne s'agit donc plus ici d'expropriation. Le paiement peut s'effectuer soit en terres, soit en argent, et dans ce dernier cas les admi-

nistrateurs de la colonie s'engagent à aider l'indigène dépossédé à acquérir ailleurs un champ et à s'y installer.

Cette politique de refoulement qui ne présenterait quelque avantage que dans les colonies de peuplement susceptibles de recevoir de nombreux colons, par suite d'un excédent de population de la Métropole, se différencie nettement de celle de l'assimilation qui est basée sur l'idée suivante : Nos formes et nos institutions étant les plus aptes à nous assurer le bonheur peuvent assurer aussi celui des indigènes et les conquérants doivent, dans ce but, élever à eux les vaincus en leur imposant leurs lois et règlements.

Dès 1830, cette politique d'assimilation se manifestait en Algérie, où au mépris des engagements écrits dans la Capitulation d'Alger, les « habous », fondations pieuses, furent réunies au Domaine. Ce fut là, à n'en pas douter, une atteinte très grave portée à la religion musulmane.

Sans entrer dans le détail des diverses applications auxquelles donna lieu cette politique durant tout le cours du XIX^e siècle, nous signalerons cependant la loi immobilière du 25 juillet 1873 qui imposa au paysan algérien, qui ne connaissait que la propriété familiale ou collective, le régime de la propriété individuelle. Les conséquences de cette loi furent désastreuses et amenèrent dans la colonie des ruines, des mécontentements sans nombre et des révoltes.

En 1913 et 1914, un débat s'éleva à la Chambre sur l'opportunité de faire rentrer les indigènes dans la grande famille française. Devions-nous les obliger à modifier leurs mœurs, à abandonner leur statut personnel, politique et familial, à renoncer à leurs croyances, à se plier à toutes nos lois ? Nombre de députés soutinrent l'affirmative et la

Chambre parut approuver cette politique d'assimilation (1).

Il est des esprits plus timorés qui, se trouvant effrayés par le mot « assimilateurs », se disent « associationnistes », c'est-à-dire « partisans d'une certaine pénétration fraternelle et législative de l'indigène par le Français ». Les termes mêmes de cette définition telle qu'elle nous est donnée par les associationnistes sont vagues et ne constituent pas une différence nettement marquée avec la politique d'assimilation.

Plus proche de nous est la politique du « Protectorat », qui, à l'heure actuelle, réunit de nombreux partisans et dont la définition est la suivante : « l'art de conduire les populations par l'intermédiaire de leurs chefs naturels, sans les troubler dans leurs croyances, leur mode de vivre et leurs habitudes, en se bornant à leur demander de réformer leurs coutumes pour ce qu'elles ont de trop contraire à nos idées morales et juridiques. »

Cette politique suivie avec succès par la France en Tunisie, en Afrique Occidentale et inaugurée au Maroc, est basée sur cette idée très juste que races et peuples conservent à travers les siècles leur personnalité malgré le régime de soumission ou d'assimilation auquel ils peuvent être astreints pendant de longues années. Alsaciens-Lorrains, Polonais, Yougo-Slaves et Tchéco-Slovaques en sont un vivant exemple.

Quatre facteurs principaux caractérisent cette politique :

1° Il convient, d'abord, d'avoir de bons administrateurs qui connaissent et estiment les indigènes;

2° Ces administrateurs doivent considérer les chefs indigè-

(1) Débats Parlementaires. Chambre des Députés. Séances des 16, 17, 23 et 26 Décembre 1913 — et des 27 Janvier, 3, 7, 9, 11 Février 1914. (*Journal Officiel*)

nes comme des collaborateurs et les associer à leur œuvre civilisatrice;

3° L'une de leurs missions essentielles doit être de protéger leurs administrés contre les assauts de la colonisation;

4° Il importe, enfin, qu'ils puissent, par des règlements appropriés, les soumettre au besoin à des règles particulières de police et de sûreté.

Une telle politique exige une très grande souplesse; suivant chaque possession, et dans chaque possession suivant les régions, provinces et sous-provinces même, les modalités doivent varier. Il faut aborder les peuples et les individus sans brusquerie ni violence et ne pas heurter les modes sociaux en se souvenant que toute nouveauté constitue un trouble pour des populations peu avancées ou conservatrices.

Pour que nos possessions prospèrent, que nos sujets acceptent pleinement notre domination et ne songent point à se soulever, il importe que nous les comprenions et que nous leur donnions des preuves non équivoques de notre sollicitude.

Telles sont brièvement résumées les principales directives de cette politique du « Protectorat » qui, dans certaines de nos colonies d'Afrique, a donné les meilleurs résultats et dont il conviendrait de multiplier les applications pratiques.

Il n'est pas, cependant, de politique uniforme qui puisse être indistinctement appliquée à toutes nos possessions. Une distinction fondamentale s'impose entre les colonies de peuplement et les colonies d'exploitation.

En Algérie et en Tunisie, où nous pouvons espérer franciser complètement les Européens dont une bonne partie d'ailleurs sont français d'origine, l'assimilation graduelle

semble préférable, et tout en nous montrant généreux pour les libertés locales, nous donnerons à ces peuples coloniaux une part à la direction de la vie de la Métropole.

En Indo-Chine, au contraire, aucune assimilation n'est possible : il s'agit, en effet, ici, d'une population de civilisation raffinée et originale. Notre tâche doit se borner à permettre à ces peuples de conserver et de développer leur individualité, ce qui n'exclut pas, au surplus, une union plus étroite entre la colonie et la métropole, grâce à un usage très répandu du français comme langue internationale et à une association de capitaux et d'industries orientée aussi largement que possible vers le commerce avec la mère-patrie.

Quelle que soit, par ailleurs, la diversité des politiques suivies par la France, il n'en reste pas moins que certains principes généraux doivent la guider en toutes circonstances : son expansion n'ayant été nulle part une colonisation proprement dite, mais bien plutôt une conquête, elle ne pourra conférer aux indigènes des institutions autonomes qu'autant que ceux-ci seront parvenus à un stade de civilisation suffisamment avancé, et elle n'envisagera que pour l'avenir la participation à la gestion des affaires communes de ceux d'entre eux qui s'en montreront capables.

Elle devra, d'autre part, mériter la confiance de l'indigène en le considérant comme un ami et un collaborateur et en le plaçant dans les conditions les plus favorables pour intensifier sa production.

Mais il est un autre élément essentiel de prospérité pour nos possessions d'outre-mer, qui consiste à faciliter l'exportation des produits coloniaux, et à donner à l'importante question des débouchés une solution définitive en favorisant

le développement des relations économiques avec la Métropole.

Il semble que, dans cet ordre d'idées, la France n'ait pas suivi jusqu'à ce jour une politique ferme et rationnelle; la diversité des régimes douaniers successivement adoptés par elle, dans les rapports avec ses colonies, en est une preuve manifeste.

SECTION II

POLITIQUE DOUANIÈRE DE LA FRANCE

Jusqu'à la Révolution la France n'a connu et appliqué qu'une seule politique, celle de « l'assujettissement » dont le principe est des plus simples : les colonies ne sont faites que pour la Métropole, et il est naturel de leur imposer un régime qui, en les exploitant et en les pressurant, sacrifie l'avenir au présent, tout en concourant — en apparence du moins — à la prospérité de la France.

Le législateur obéissait alors à un intérêt égoïste immédiat dont les résultats devaient être désastreux : d'une part, en effet, il s'aliénait les sympathies de l'indigène qui ne voyait en lui qu'un tyran, et d'autre part, la politique douanière ainsi comprise sacrifiait le développement même de la colonisation. Ce procédé d'assujettissement était couramment appliqué par toutes les nations avant la Révolution, et en France, notamment, il se concrétisait dans le régime commercial dit « du Pacte colonial ».

Ce régime reposait sur l'erreur fondamentale qui était celle dérivant du système mercantile lui-même, la pensée que l'exclusion des étrangers était nécessaire pour la conser-

vation des colonies. Il se réalisait soit par des interdictions, soit par des monopoles concédés aux compagnies privilégiées. Des mesures étaient prises pour favoriser la marine marchande métropolitaine.

L'essor des colonies était entravé en grande partie par suite de la prohibition qui leur était faite de vendre leurs produits à l'étranger pour avantager les consommateurs métropolitains, et d'acheter aux pays étrangers pour permettre à la France d'écouler librement ses produits.

Défense leur était faite, enfin, de créer aucune industrie et de transformer ou de mettre en œuvre sur place les matières premières.

Telles étaient les caractéristiques essentielles de ce régime du « Pacte colonial » que la Révolution vint abolir et qui fit place à la politique « d'assimilation ».

Celle-ci n'était, en définitive, que la résultante des idées démocratiques et égalitaires de la Constituante, et dans les cahiers de 1789, le Tiers-Etat demandait l'assimilation complète des colonies à la Métropole.

La Constitution de l'an III proclama le principe de l'assimilation absolue, mais cette politique condamnée par la Restauration ne reparut que dans l'article 109 de la Constitution de 1848 qui déclarait le « territoire de l'Algérie et des colonies, territoire français », et annonçait une loi spéciale qui les placerait sous le régime de la Constitution.

Le sénatusconsulte de 1854, remplaçant les colonies sous un régime autoritaire, fut suivi de la loi du 3 juillet 1861, par laquelle elles recouvraient le droit d'exporter librement leurs produits à l'étranger. Les marchandises étrangères, enfin, pouvaient être importées aux colonies, à la condition d'ac-

quitter les droits de douane qui leur étaient imposés en France.

C'était, à n'en pas douter, un acheminement progressif vers l'autonomie douanière qui devait être consacrée, quelques années plus tard, par le sénatusconsulte du 4 juillet 1866. Celui-ci accordait à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion l'autonomie douanière qui était la contre-partie de la politique d'assujettissement de l'Ancien Régime.

Les conseils généraux de ces colonies eurent le droit de voter les tarifs de douane sur les produits étrangers, naturels ou fabriqués, importés. Ces tarifs, toutefois, devaient être homologués par décret de l'empereur, le Conseil d'Etat entendu.

Les assemblées locales, enfin, purent fixer à leur gré les tarifs d'octroi de mer sur les objets de toute provenance.

Les conséquences de ce régime très libéral ne tardèrent pas à se manifester; les conseils généraux s'arrogeant un pouvoir exorbitant qu'ils croyaient tenir des dispositions mêmes du sénatusconsulte de 1866, supprimèrent tous leurs droits de douane, mettant ainsi sur un pied d'égalité parfaite les produits métropolitains et les produits étrangers. La marine anglaise, d'autre part, remplaça la nôtre dans l'intercourse coloniale et les étrangers se substituèrent à nous dans le commerce de la métropole avec ses possessions lointaines.

Le gouvernement français s'émut alors et fit pression sur les colonies pour obtenir le rétablissement des droits de douane; il y parvint moyennant certaines concessions et un traitement de faveur pour les sucres coloniaux.

Les industries métropolitaines n'en continuèrent pas moins à se plaindre, prétendant que certaines colonies faisaient plus d'affaires avec l'étranger qu'avec la mère-patrie,

et elles demandèrent le rétablissement du régime de l'assimilation douanière et l'application aux établissements français d'outre-mer du tarif général des douanes.

La loi du 11 janvier 1892 assura le triomphe de leurs revendications en adoptant le principe de « l'assimilation ». Son but était d'unifier le régime métropolitain et le régime colonial, en considérant la France et ses colonies comme constituant un seul et même territoire douanier.

Les conséquences de cette unification étaient les suivantes :

Le tarif métropolitain est applicable aux colonies et les droits payés par les produits étrangers à l'entrée des colonies sont les mêmes que ceux payés à l'entrée de la Métropole.

Les possessions d'outre-mer étant considérées comme une fraction même du territoire national, les articles métropolitains y entrent en franchise. Par mesure de réciprocité, les articles coloniaux entrent en franchise en France, sauf toutefois pour certaines denrées telles que cafés, cacaos, vanille, comprises sous la rubrique « denrées coloniales », dans l'énumération qui en était faite au tableau E de la loi de 1892; ces produits payaient, en effet, la moitié du droit inscrit au tarif minimum pour les similaires d'origine étrangère.

C'est depuis la loi du 5 août 1913 seulement que, sauf quelques exceptions, les produits coloniaux bénéficient, à leur entrée en France, de la détaxe complète. L'article unique de cette loi est rédigé en ces termes : « A partir du 1^{er} janvier 1914, le régime douanier des produits d'origine coloniale, établi par le tableau E annexé à la loi du 11 janvier 1892, sera modifié comme suit :

PRODUITS D'ORIGINE COLONIALE	Sucres. Mélasses non destinées à la distillation.	Droits du tarif métropolitain
	Sirops. Bonbons. Biscuits sucrés.	Droits du tarif métropolitain
	Confitures et fruits de toutes sortes confits au sucre et au miel.	Droits du tarif métropolitain
	Poivres.	Droits du tarif métropolitain diminués de 104 fr.
	Produits d'origine coloniale non spécifiés ci-dessus.	Exempts

La loi de 1892 prévoit toutefois deux catégories bien distinctes de colonies :

1° Les colonies assimilées, qui se voient appliquer le tarif métropolitain, sous réserve cependant de certaines dérogations qui peuvent être ordonnées par décret en Conseil d'Etat, après avis des autorités locales et sur la proposition du ministre des Colonies.

2° Les colonies non assimilées, qui comprennent notamment l'Inde française, la Côte française des Somalis, l'Afrique occidentale française et les Etablissements de l'Océanie. Ces colonies, en raison de leur situation géographique ou de leur développement économique peu avancé, sont dotées chacune d'un régime spécial arrêté par l'administration métropolitaine sous la forme d'un décret en Conseil d'Etat.

Ce régime est, en général, très différent de celui appliqué aux colonies assimilées, mais se révèle plus souple et plus libéral. Les droits sont très modérés et constituent plutôt des taxes de consommation que des droits de douane proprement dits. D'autre part, les produits venant de la métropole ne jouissent à leur entrée dans les colonies que d'une préfé-

rence assez faible par rapport à ceux de provenance étrangère..

La situation des denrées de ces colonies à leur entrée en France semble, par contre, moins favorable. Elles doivent, en effet, payer le tarif minimum, bien que certaines soient admises en détaxe de la moitié du droit pour des quantités fixées chaque année par décret. Les produits de ces possessions sont donc, dans une large mesure, traités comme produits d'origine étrangère.

Telle est, succinctement résumée, la situation des colonies assimilées et non assimilées sous le régime des lois du 11 janvier 1892 et du 5 août 1913 (1).

Sans vouloir, quant à présent, porter sur ce régime une appréciation définitive, nous nous bornerons à constater la diversité des politiques douanières suivies jusqu'à ce jour, et dont les résultats ont été bien souvent à l'encontre même du but poursuivi par le législateur.

Au lendemain de la guerre, il importe que la France, soucieuse de réaliser la pleine expansion économique de ses colonies, comprenne la nécessité de donner à celles-ci un statut qui assure à leurs populations un développement harmonieux dans la paix et dans le travail et qui permette

(1) L'article 72 de la loi du 25 Juin 1920 sur le chiffre d'affaires a soumis à l'impôt les produits importés, quel que soit l'importateur. La question s'est posée de savoir si cette taxe devait frapper les marchandises coloniales à leur entrée en France. Le Ministère des Finances a soutenu l'affirmative, en prétendant que les dispositions de cette loi n'étaient nullement contraires aux prescriptions de la loi précitée du 5 Août 1913, car il ne s'agissait pas d'un droit de douane proprement dit, mais d'un simple droit de « permis d'importation » frappant indistinctement tous les objets importés. Le Ministère des Colonies soutenait, au contraire, que la loi du 5 Août 1913 était formelle, et que la loi du 25 Juin 1920 n'était pas applicable aux produits coloniaux importés en France. Un projet transactionnel est actuellement à l'étude.

à ses possessions d'outre-mer d'intensifier, grâce à un régime douanier approprié leurs relations et leurs échanges avec la Métropole.

Il nous manque, à l'heure actuelle, un plan d'ensemble qui, cherchant à concilier les intérêts parfois opposés des commerçants métropolitains et des producteurs coloniaux, instaurerait une politique coloniale plus rationnelle, dont nous essaierons de dégager les traits essentiels.

CHAPITRE II

Des différentes considérations qui doivent déterminer notre politique coloniale

A la veille de la guerre, la France entretenait avec ses possessions d'outre-mer des relations commerciales dont le développement s'accusait, chaque année, plus marqué. Il n'en reste pas moins que le conflit mondial qui, de 1914 à 1918, a accumulé les ruines et les deuils, a contribué dans une très large mesure à révéler à la mère-patrie les précieux auxiliaires que constituaient pour elle ses colonies, au double point de vue militaire et économique.

Elle a contracté à leur égard une dette de reconnaissance dont elle ne pourra s'acquitter qu'en leur assurant un avenir meilleur par une solidarité plus étroite et plus effective.

SECTION I

CE QUE LA FRANCE DOIT A SES COLONIES

L'effort consenti, pendant la guerre, par nos possessions lointaines pour assurer le ravitaillement de la France en denrées alimentaires a été remarquable; c'est ainsi, pour ne citer que quelques chiffres qu'en 1917, l'Algérie nous envoyait 538.000 quintaux de blé, la Tunisie 111.000 quintaux et le Maroc 400.000 quintaux.

Dans le premier semestre de cette même année 1917, la Tunisie exportait à destination de la France plus de 52.000 tonnes de phosphates et des quantités très appréciables de fer, de plomb et de zinc.

Pour pallier à la difficulté d'embarquer du frêt lourd, certaines de nos colonies s'efforcèrent de traiter sur place des matières premières trop volumineuses. La Nouvelle-Calédonie travaille ainsi dans ses hauts fourneaux le minerai de nickel qu'elle transforme en matte plus facilement transportable. Il en est de même pour les phosphates tunisiens, qui seront traités sur place dans les usines de produits chimiques dont l'installation sera bientôt terminée. L'Indo-Chine n'a pas voulu, pour sa part, rester à l'arrière-plan et l'on y signale la création de chantiers de construction, d'ateliers de préparation de caoutchouc et de tissages.

Mais, indépendamment de cette entr'aide économique, nous ne pouvons oublier la participation militaire que nous ont apporté les indigènes aux moments les plus critiques de notre histoire. Les coloniaux sont tombés par milliers dans les plaines de l'Yser, de l'Artois, de la Somme et de la Champagne et dorment côte à côte avec nos héros dans les cimetières du front.

En dehors des quelque 500.000 combattants indigènes, plus de 300.000 travailleurs ont été débarqués en France et nous ont rendu les plus précieux services.

La guerre, a-t-on dit bien souvent, a modifié profondément la mentalité des individus; telle ou telle réforme qui, en 1913, paraissait irréalisable parce que trop hardie, semble aujourd'hui toute naturelle et presque trop timide. Nous avons coutume d'agir, à l'égard de nos colonies, à la façon

d'un tuteur vis-à-vis de ses pupilles; tout en leur reconnaissant des droits, nous ne leur permettions de les exercer que sous le contrôle parfois très rigoureux de la Métropole.

Par suite de la profonde rupture d'équilibre économique née de la guerre, la France a l'impérieux devoir de demander aux colonies une large part de la production de leur sol et de leur sous-sol, mais elle ne doit pas oublier que les services a elle rendus par ses possessions d'outre-mer leur donnent le droit de réclamer un traitement différent de celui auquel on les avait soumises jusqu'à présent.

Certains de nos Grands Gouvernements constituent de véritables fédérations de colonies : nous n'en citerons pour exemples que l'Indo-Chine, l'Afrique Occidentale et l'Afrique Equatoriale française.

Ces Fédérations sont nées de la nécessité d'offrir au point de vue financier une réelle surface et elles iront se multipliant, l'œuvre de relèvement exigeant de nombreux crédits que nos colonies ne pourront trouver qu'en présentant à leurs créanciers toutes garanties de paiement.

Peu à peu nos possessions lointaines apparaissent davantage comme personnes morales. Après avoir obtenu une certaine personnalité financière, en raison des emprunts qui y furent contractés par les divers Gouvernements Généraux pour constituer l'outillage économique indispensable, elles sont traitées dans quelques cas comme personnes internationales; au même titre que les Dominions anglais, nos Grands Gouvernements Coloniaux ont, de plus en plus, tendance à apposer leur signature à côté de celle de la Métropole. C'est ainsi qu'au Congrès postal de Rome, et lors de la discussion de la Convention de Berlin relative à la protection des ouvra-

ges littéraires et artistiques, les colonies françaises furent parties intervenantes. Ainsi s'accuse davantage leurs personnalités morale, financière et même internationale.

D'autre part, dans de nombreux pays et particulièrement en France, les importants changements apportés, après la paix, dans les relations économiques, ont eu pour conséquence la concentration en un bloc unique, solidement constitué, des métropoles et de leurs possessions; aujourd'hui, en effet, nous ne nous trouvons plus, comme autrefois, en présence de l'Angleterre seule, mais en face de l'Empire britannique composé de la Grande-Bretagne et de ses Dominions et colonies. Cette tendance, d'ailleurs, est générale et peut être vérifiée même dans les pays de l'Europe centrale.

Notre attitude devant cette constatation a été nettement définie par M. Henri Lorin qui, en juillet 1917, lors de l'ouverture des travaux de la Conférence coloniale, s'exprimait en ces termes : « Cette tendance à concentrer en un bloc unique la Métropole et ses possessions d'outre-mer doit être aussi la nôtre. D'où la nécessité de réunir plus intimement qu'elles ne l'étaient jusqu'à présent la France et ses possessions pour en former un tout compact... »

Notre devoir est donc tout tracé, et les colonies sont en droit d'attendre de la mère-patrie les justes et légitimes compensations que leur a méritées leur conduite héroïque pendant la guerre. Il est indéniable, au surplus, que si nous voulons, sur le terrain économique, lutter avantageusement contre la concurrence étrangère, il nous faudra, dans notre intérêt même, multiplier les relations et les échanges avec nos possessions lointaines.

SECTION II

LA FRANCE ET SES COLONIES ONT INTÉRÊT A DÉVELOPPER LEURS RELATIONS ÉCONOMIQUES

Il semble bien difficile d'évaluer, même approximativement, la somme des richesses détruites par la guerre. Il faut avoir vécu au milieu des sinistrés pour mesurer l'étendue de nos ruines et les difficultés sans nombre que rencontrent, à chaque pas, nos malheureux compatriotes pour donner, dans les régions dévastées, à l'agriculture et à l'industrie un nouvel essor.

Or, nous ne pourrions créer la richesse nouvelle destinée à remplacer la richesse détruite que par une production supplémentaire. Il nous faut produire utilement et à bon marché' et pour cela produire beaucoup, par application de cette loi économique en vertu de laquelle le prix de revient diminue avec la concentration des entreprises. Nos colonies seront en mesure d'accroître très largement cette production en nous fournissant toutes les matières premières dont nous avons besoin.

§ 1. *Avantages pour la Métropole.*

La substitution progressive des produits coloniaux français aux produits étrangers, tout en augmentant la prospérité des colonies, serait sans conteste favorable aux capitaux français déjà considérables qui s'y trouvent engagés dans des entreprises agricoles ou commerciales, et qui auraient ainsi l'avantage d'être à l'abri d'un certain nombre de dangers auxquels ils eussent été exposés dans les pays neufs qui

ne nous appartiennent pas. Des entreprises parfois très fructueuses pourraient y être créées, en attendant le plein épanouissement des industries qui sont, dès à présent, en voie de développement en Algérie ou en Indo-Chine.

Les capitalistes ruinés par suite de l'effondrement de la Russie et de la Turquie sont nombreux et la guerre aura été pour les porteurs de valeurs étrangères une cruelle épreuve. Nous avons, désormais, le devoir de nous prémunir contre ces risques en assurant à nos capitaux un placement avantageux et sûr dans nos colonies.

Celles-ci, d'autre part, serviront à la Métropole de source d'approvisionnement; c'est là qu'elle pourra puiser et assurer ainsi à sa balance commerciale un rétablissement rapide et favorable.

Loin de considérer uniquement les colonies comme de riches greniers, il importe de les utiliser aussi comme débouchés pour le commerce métropolitain. L'industrie française y pourra écouler facilement ses produits et fabrications de toutes sortes, et ces débouchés iront en se développant indéfiniment, à mesure que leurs habitants s'enrichiront, la demande étant en fonction du nombre et de la puissance des moyens d'achat.

Bien plus, ces débouchés ne seront pas exposés à se fermer sous l'effet des droits de douane qui menacent nos ventes à l'étranger; d'ailleurs, ils s'imposeront demain à certaines industries, métallurgie et industrie textile notamment. La restitution de l'Alsace-Lorraine, en effet, va entraîner une surproduction de fer et d'acier; la production en fer dépassant ainsi largement les besoins de la métropole, celle-ci sera, par la force même des choses, obligée de chercher au dehors un exutoire à cette activité. Les colonies qui, pour

la construction de leurs voies ferrées et le développement de leur outillage économique, auront un pressant besoin de fer et d'acier, ne manqueront pas d'absorber rapidement cette surproduction.

La situation est identique pour les textiles : grâce aux centres cotonniers alsaciens, la production nationale recevra un important appoint et la clientèle coloniale sera, là encore, l'indispensable débouché. La courbe des exportations de tissus aux colonies, de 1907 à 1913, a suivi, au surplus, une marche ascendante très caractéristique : c'est ainsi qu'en 1907, nous exportions à destination de nos possessions d'outre-mer (Afrique du Nord non comprise) des tissus pour une valeur de 55 millions seulement; en 1913, nos exportations atteignaient 68 millions $\frac{1}{2}$ de francs.

Or, il ne suffit pas de produire beaucoup et utilement; il faut encore, pour relever notre change, que nous produisions nous-mêmes, dans la mesure du possible, les matières premières nécessaires à notre industrie. Laisser à l'étranger le soin de les exploiter, ce serait de plus frustrer nos nationaux du bénéfice réalisé dans leur production.

Nous ne pouvons oublier, en outre, que si nous importons en grand nombre des produits du dehors, nous courons le risque de nous en voir privés à un certain moment par des vendeurs étrangers soucieux de conserver pour eux-mêmes leurs ressources naturelles et les bénéfices qu'ils pourront en tirer.

Il nous est indispensable, enfin, de recourir aux colonies pour nos matières premières, afin d'éviter en les payant de souffrir d'un change qui peut être et qui est souvent pour nous très défavorable. En diminuant l'importance de nos achats à l'étranger, nous contribuons donc au relèvement

de ce change — et c'est là une considération d'actualité dont l'importance restera primordiale pendant de longues années encore.

§ 2. *Avantages pour les Colonies.*

Il serait souverainement injuste de ne considérer ici que l'intérêt de la métropole et de favoriser le développement de ses relations commerciales avec les colonies, si celles-ci devaient s'en trouver lésées et amoindries; les colonies, en effet, ne sont pas faites uniquement pour la mère-patrie, et elles ne doivent pas vivre et subsister pour elle seule. La tendance actuelle est de les traiter comme personnes morales; il semble impossible de leur refuser le droit à une vie personnelle, dans leur intérêt même et dans celui de leurs populations. Le lien qui les unit à la métropole est beaucoup plus de solidarité que de vassalité.

Dans ces conditions, il est logique de favoriser l'épanouissement de notre domaine colonial en lui assurant les richesses auxquelles il peut prétendre. Il ne s'agit pas, en effet, d'une sorte de contrat léonin réservant à la France tous les avantages et ne laissant à chaque colonie qu'un bénéfice dérisoire; l'indigène y trouve aussi son compte. Nous l'enrichissons lui-même, au lieu d'enrichir des étrangers, et nous lui permettons aussi d'échanger certains produits qu'il possède en abondance, et dont il n'a pas l'emploi, contre les matières premières ou les produits fabriqués qui lui font défaut.

Nous éveillons, en outre, chez lui le désir de produire intensivement pour s'assurer dans ses échanges des gains plus rémunérateurs; or, cette production croissante suppose un outillage approprié que, tout naturellement, les colonies

demandront à la mère-patrie, ce qui constituera pour elle une source importante de débouchés.

L'enrichissement général et progressif des populations aura pour conséquence un accroissement des moyens d'achat qui, correspondant à celui des besoins, étendra d'autant le champ d'action des exportateurs métropolitains et contribuera ainsi, dans une égale mesure, à la prospérité de la France et de ses possessions lointaines.

La mise en valeur des colonies, enfin, sera seule susceptible de fournir le gage nécessaire aux emprunts qui permettront aux gouvernements généraux de réaliser ou de préparer l'exploitation de richesses moins immédiates.

Sans crainte de léser les indigènes dans leurs légitimes intérêts, nous pouvons donc formuler le souhait que les échanges entre commerçants coloniaux et métropolitains se multiplient, et que la solidarité économique qui les unissait déjà s'affirme davantage encore dans l'avenir.

SECTION III

NÉCESSITÉ VITALE POUR LA FRANCE AU LENDEMAIN DE LA GUERRE DE FAIRE APPEL A SES COLONIES POUR ÉQUILIBRER ET AMÉ- LIORER SA BALANCE COMMERCIALE.

L'exploitation intelligente et intensive de ses richesses coloniales ne constitue pas seulement pour la France une source abondante d'avantages économiques; la portée en est pour elle infiniment plus grande, car il s'agit ici d'une question de vie ou de mort.

Il y a dans le monde plus de 500.000.000 d'individus dont le travail, à l'heure présente, ne rapporte que quelques centi-

mes par jour, alors que leurs forces et leur intelligence leur permettraient peut-être de décupler la quantité de richesses qu'ils produisent; nous devons, dans notre intérêt même, leur donner les moyens de réaliser cet accroissement de production.

Notre population d'outre-mer est d'environ 40.000.000 d'individus, dont le quart au moins pourrait être employé au travail de la terre. Avec les faibles moyens de culture dont elle dispose, cette population ne cultive guère plus de cinq millions d'hectares, alors que l'emploi d'un outillage plus perfectionné et de méthodes plus rationnelles permettrait d'en cultiver de trente à quarante millions.

Il ne saurait être question de négliger cet élément de prospérité, alors que les statistiques révèlent, pendant la guerre notamment, un excédent d'importations dont l'accroissement apparaît tout à fait anormal : c'est ainsi qu'en 1915, il atteignait le chiffre de 7 milliards, passant à 10 milliards en 1916 et approchant de 21 milliards en 1917.

Pour les années suivantes, on constate, il est vrai, une amélioration très sensible : 1918 et 1919 accusent un excédent d'importations de 16 milliards. Pour les quatre premiers mois de 1920, le déficit était encore de 5.720 millions, alors que pour les quatre premiers mois de 1921, il n'est plus que de 282 millions.

Il n'en reste pas moins indispensable de réduire encore notre dette extérieure en utilisant toutes nos ressources nationales et coloniales. Or, une remarque préliminaire s'impose : l'appoint de nos colonies n'est rien à côté de ce qu'il pourrait être. Deux exemples suffiront à nous édifier à ce sujet.

Le café est une denrée essentiellement coloniale et nos possessions d'outre-mer devraient en approvisionner large-

ment nos marchés. Comment expliquer alors l'invraisemblable disproportion entre nos achats à l'étranger et ceux pratiqués dans les colonies? C'est ainsi que nous importons pour 205 millions de cafés et que, sur cette somme globale, la part de nos colonies figure pour 1 million $\frac{1}{2}$ seulement.

La situation est la même pour les bois : les forêts du Gabon et de la Côte d'Ivoire représentent des richesses considérables qui restent pour nous inutilisées et nos importations de l'Amérique ou des régions du Nord de l'Europe s'élèvent encore à 210 millions.

Il est juste, cependant, de remarquer que la guerre, en nous obligeant à recourir dans une plus large mesure aux produits des colonies, nous a permis de réaliser dans cette voie un effort appréciable qu'il importe d'intensifier encore dans l'avenir. Il est grand temps d'agir, et si l'action s'impose aujourd'hui dans tous les domaines et constitue pour nous une nécessité, celle-ci se fait sentir avec plus d'acuité, lorsqu'il s'agit de choses coloniales, par suite de la disproportion même qui existe entre ce qui est fait et ce qui reste à accomplir. M. Maginot qui, en 1917, était appelé comme ministre des Colonies à présider les travaux préparatoires de la Conférence coloniale, résumait en ces termes les difficultés et les obstacles qu'il nous faudrait surmonter pour mener à bien notre tâche : « Il n'est pas dans ma pensée, disait-il, de méconnaître les louables efforts auxquels nous sommes redevables des résultats qui ont été obtenus jusqu'ici, mais nous sommes à un moment où il faut avoir la volonté et le courage de regarder en face. Or, la vérité est celle-ci : pour tirer de notre admirable empire colonial le parti que nous devrions normalement en tirer, il nous reste à faire dix fois, vingt fois plus que nous n'avons fait jusqu'à présent. »

Et il ajoutait, esquissant à grands traits les directives d'une saine politique coloniale : « Il faut aussi faire différemment, mettre un terme à ce manque de coordination trop longtemps constaté dans les directives de notre politique coloniale, ne pas craindre de favoriser les initiatives particulières et de donner à celles-ci l'impression réconfortante d'une collaboration plus agissante de la part des services publics. »

C'est donc tout le problème d'une utilisation plus complète et plus rationnelle de nos richesses coloniales qui se pose et qu'il s'agit de résoudre.

La solution de ce grave problème ne saurait, d'ailleurs, souffrir aucun retard; la logique des chiffres, en effet, est implacable et elle nous révélera les constatations navrantes auxquelles donne lieu un examen impartial de notre balance commerciale.

§ 1, *Ce que nous révèle notre balance commerciale.*

Dans un premier tableau, nous nous sommes efforcés de condenser et de comparer les valeurs respectives des importations de l'étranger et des colonies en France, en dégagant les remarques essentielles que nous en suggère l'analyse.

*Importations respectives de l'étranger et des colonies
en France (1)*

ANNÉES	Importations	
	de l'étranger	des colonies
1903.....	4.297.400	503.800
1913.....	7.624.100	797.200
1914.....	5.651.900	750.300
1915.....	9.915.000	1.120.800
1916.....	19.384.600	1.258.800
1917.....	25.564.500	1.989.600
1918.....	20.830.300	1.476.200
1919.....	32.160.500	3.638.835
1920.....	32.179.100	3.225.800

L'examen attentif de ces différents chiffres donne lieu à trois observations importantes :

1^{re} *Observation.* — La guerre a eu pour conséquence un accroissement considérable des importations de l'étranger et des colonies en France. Les statistiques des années 1917, 1918 et 1920 donnent à cette constatation un saisissant relief.

2^e *Observation.* — S'il est vrai que les exportations des colonies vers la France se sont largement développées, cette situation semble ne devoir être que provisoire, par suite de la nécessité dans laquelle s'est trouvé l'Etat pendant la guerre de monopoliser pour lui-même la majeure partie de la production coloniale.

(1) Valeur en mille francs. (Ces chiffres comprennent à la fois ceux de l'Afrique du Nord et ceux des colonies.

3^e Observation. — La comparaison des parts respectives des pays étrangers et des colonies françaises dans notre commerce spécial accuse une disproportion par trop accentuée en faveur de l'étranger qui nous fournit à lui seul près de 90 % du total de nos importations.

Le relevé des exportations de la France à l'étranger et aux colonies fera l'objet du second tableau, que nous reproduisons ci-après.

*Exportations respectives de la France à l'étranger
et aux colonies (1)*

ANNÉES	Exportations	
	à l'étranger	aux colonies
1903.....	3.745.600	506.700
1913.....	5.985.400	894.800
1914.....	4.147.500	721.300
1915.....	3.342.500	594.900
1916.....	5.394.200	820.400
1917.....	5.211.300	801.400
1918.....	3.859.200	863.300
1919.....	10.331.500	1.548.100
1920.....	19.049.200	3.385.500

Les années 1913 et 1920 nous révèlent un accroissement très marqué du chiffre de nos exportations à destination des colonies.

Nous constatons, au contraire, que, sauf toutefois pour l'année 1920, la moyenne des exportations françaises à l'é-

(1) Valeur en mille francs. (Ces chiffres comprennent à la fois ceux de l'Afrique du Nord et des autres colonies.)

tranger s'est maintenue presque stationnaire; il n'en reste pas moins que la disproportion dans les parts respectives reçues par l'étranger et par les colonies s'accuse très nette à l'avantage de l'étranger.

Les observations successives que nous avons formulées doivent être complétées par l'examen d'un troisième tableau qui ne sera, en définitive, que la contre-épreuve des deux précédents. Cette étude nous indiquera la part prise par la France et par les pays étrangers dans le commerce des colonies.

*Parts respectives de la métropole et des pays étrangers
dans le commerce des colonies (1)*

ANNÉES	Importations de France	Importations de l'étranger	Exportations en France	Exportations à l'étranger
1913	894.800	746.900	797.200	678.600
1914	721.300	612.500	750.300	456.600
1915	394.900	631.800	1.120.800	336.600
1916	830.400	970.200	1.258.800	442.700
1917	801.400	1.172.900	1.989.600	97.700
1918	766.500	1.737.300	1.476.200	672.200
1919 ⁽²⁾	—	—	—	—
1920	2.740.500	—	2.600.100	—

Pendant l'année 1913, dernière année normale d'avant-guerre, le commerce des colonies avec la France semble donc balancer approximativement leur commerce avec l'étranger.

En 1914, la proportion reste la même, mais à partir de

(1) Valeur en mille francs. Sont compris sous la rubrique « colonies » les colonies proprement dites et les pays de protectorat.

(2) Par suite du retard apporté par certaines colonies dans l'établissement de leurs statistiques, les chiffres de 1919 n'ont pu encore être publiés.

1915, nous assistons à une recrudescence des importations étrangères dont l'accroissement est tel qu'en 1918, leur valeur atteint plus du double de celle des importations nationales.

Il y a là une situation qui ne saurait se prolonger sans entraîner pour l'avenir économique de notre pays les plus graves conséquences, et tous nos efforts doivent tendre à modifier une proportion si fâcheusement défavorable à nos colonies comme à nous-mêmes.

Il nous faut reconnaître, cependant, que la balance commerciale de la France s'est sensiblement améliorée depuis quelques mois; nous sommes en progrès très marqué sur 1920, ainsi qu'en fait foi le tableau suivant, qui donne les valeurs des marchandises importées et exportées du 1^{er} janvier au 31 mai 1921, ainsi que la comparaison avec la période correspondante de 1920, les taux d'évaluation étant ceux fixés pour l'année 1919.

Importations (1)

PRODUITS	Cinq premiers mois de 1921	Cinq premiers mois de 1920	Différences pour 1921
Objets d'alimenta- tion	1.997.991 000	4.092.317.000	— 2.094.326.000
Matières nécessai- ree à l'industrie	4.268.554 000	7 244.531.000	— 2.975.977.000
Objets fabriqués.	2 417.359.000	4.385.607.000	— 1.968.248.000
Totaux	8.683.904 000	15.722.453.000	— 7.038.551.000

(1) Valeur en francs.

Si nos importations ont diminué dans de très notables proportions, l'accroissement de nos exportations a, par contre, suivi une courbe nettement ascendante.

Exportations (1)

PRODUITS	Cinq premiers mois de 1921	Cinq premiers mois de 1920	Différences pour 1921
Objets d'alimenta- tion	852.496.000	687.365.000	+ 165.131.000
Matières nécessai- res à l'industrie	2.177.421.000	1.890.981.000	+ 286.440.000
Objets fabriqués..	5.807.307.000	4.890.190.000	+ 617.117.000
Colis postaux	812.167.000	359.027.000	+ 453.140.000
Totaux	9.049.391.000	7.827.563.000	+ 1.221.828.000

En résumé, pendant les cinq premiers mois de l'exercice nous constatons une réduction énorme des achats au dehors, dont la valeur a diminué d'une année à l'autre de 7.038 millions et demi, et une grosse augmentation des ventes qui marquent, pour la même période une plus-value de 1.222 millions.

Malgré cette tendance très favorable qui se manifeste dans le mouvement de nos échanges, il est de toute évidence que nous devons, dans une forte proportion, restreindre nos achats à l'étranger, dans la mesure où nos productions coloniales le permettent.

Est-ce à dire que le marché métropolitain doive absorber

(1) Valeur en francs.

tous les produits des colonies? Nous ne saurions l'admettre : la France s'exposerait, en agissant ainsi, à des représailles de la part des autres nations qui sont ses fournisseurs pour certains objets fabriqués ou certaines matières premières que ses possessions lointaines ne produisent pas. La mise en valeur de ses colonies ne saurait, d'ailleurs, être conçue selon des idées étroites rappelant celles qui inspiraient la politique du pacte colonial.

Quoiqu'il en soit, il est, à l'heure actuelle, une vérité indiscutable qui peut se formuler ainsi : la richesse de la France est en fonction même de la prospérité de ses colonies. Notre devoir est donc de mettre tout en œuvre pour assurer à nos échanges avec ces dernières un développement toujours croissant, en utilisant pour améliorer notre balance commerciale toutes les ressources de nos possessions d'outre-mer. Certes, il est des produits coloniaux importés en France qui ne seront pas absorbés par la consommation; ils n'en serviront pas moins de moyens de paiement en nature que nous échangerons contre d'autres produits que nous importons de l'étranger.

En résumé, sous quelque aspect que nous envisagions la question des relations de la France avec ses colonies, nous en tirons toujours cette même conclusion : la situation de notre pays est telle qu'elle le presse, dans son propre intérêt et dans celui de ses possessions lointaines, de restreindre dans une large mesure ses achats au dehors.

Mais il s'agit là d'une œuvre de longue haleine que nous ne pouvons réaliser que progressivement, et c'est en considération des difficultés que nous rencontrerons à chaque pas

sur notre route qu'il nous a paru indispensable d'établir un programme méthodique d'exploitation de nos richesses coloniales.

Or, les statistiques nous révèlent un certain nombre de produits dont l'importation grève très notablement la situation de notre commerce extérieur.

Il est indispensable de remédier sans tarder à cet état de choses susceptible d'apporter les plus graves perturbations dans le relèvement économique de la mère-patrie.

*§ 2. Matières premières dont l'achat grève
le plus lourdement notre balance commerciale.*

Pour la commodité même de l'exposé, nous avons estimé préférable, au lieu de schématiser dans un tableau d'ensemble le relevé de nos importations, de sérier les produits en trois grandes classes : produits végétaux, animaux et minéraux, et d'établir pour chacun d'eux la proportion des importations coloniales et étrangères.

Nous n'envisagerons ici, toutefois, que les matières premières dont la métropole manque partiellement ou totalement, et le chiffre des importations sera celui des années 1913 et 1919.

a) *Produits végétaux*

Nature des produits	An- nées	Importations étrangères		Importations coloniales	
		Valeur en quint. métriq.	Valeur en francs	Valeur en quint. métriq.	Valeur en francs
Bois.....	1913	20.219.030	205.014.811	109 520	5.037.439
	1919	8.108.830	336.130.473	100.260	9.588.630
Pâtes de cellulose.....	1913	4.648.782	67.398.683	702	5.616
	1919	2.733.630	208.936.148	27	2.280
Caoutchouc...	1913	129.498	103.598.400	23.981	19.184.800
	1919	256.164	202.881.600	31.183	40.536.900
Thé.....	1913	9.490	3.701.100	2.577	1.005.030
	1919	17.988	13.221.180	2.784	»
Cacao.....	1913	289.501	53.323.630	7.111	1.245.075
	1919	503.804	187.776.280	37.659	13.796.410
Sucres.....	1913	180.092	5.217.489	969.481	29.084.428
	1919	5.477.014	1.041.073.983	800.897	104.305.330
Cafés.....	1913	1.142.337	205.625.610	10.492	1.888.560
	1919	2.032.381	914.601.690	44.561	20.032.540
Graines oléagineuses.....	1913	6.865.794	285.815.136	2.767.500	101.736.142
	1919	2.896.206	575.401.717	2.558.571	318.666.069
Céréales.....	1913	25.392.668	480.267.813	3.887.424	84.988.170
	1919	24.638.536	2.243.603.900	7.140.669	495.178.730
Epices.....	1913	»	889.207	»	7.491.810
	1919	»	11.375.115	»	30.637.853
Tabacs.....	1913	331.543	44.288.804	20.940	1.502.838
	1919	410.621	177.344.693	117.289	49.092.965
Riz.....	1913	415.777	8.371.884	2.205.409	56.914.914
	1919	880.907	215.792.375	708.151	173.916.478
Coton... ..	1913	3.288.612	577.265.583	7.635	1.229.235
	1919	2.169.021	1.493.047.800	16.430	8.718.500
Laines.....	1913	2.758.427	687.300.605	97.270	14.446.725
	1919	1.538.091	1.912.780.800	101.309	92.177.150
Soies.....	1913	187.406	360.145.425	831	933.740
	1919	140.931	971.390.800	551	2.547.700

Sans vouloir nous livrer, quant à présent, à l'examen approfondi de ces statistiques (ce sera, d'ailleurs, l'objet de la seconde partie de notre exposé), nous nous bornerons à constater qu'il existe pour certains produits, et notamment pour les bois, le caoutchouc, les cafés, les sucres, les céréales, le tabac, le coton, les laines et les soies une disproportion par trop écrasante au profit de l'étranger. Pour les graines oléagineuses et le riz, la différence est déjà moins apparente, mais il n'est guère, en définitive, que les épices qui accusent un excédent très prononcé en notre faveur.

b) Produits animaux

Nature des produits	An- née	Importations étrangères		Importations coloniales	
		Valeur en quint. métriq.	Valeur en francs	Valeur en quint. métriq.	Valeur en francs
Bestiaux	1913	79.022	8.113.137	506.328	40.554.202
	1919	178.461	40.733.190	251.034	69.834.045
Viandes fraî- ches et conservées	1913	150.878	34.761.119	29.048	6.133.423
	1919	2.523.463	715.786.620	75.244	23.562.815
Pelleteries et peaux	1913	668.848	224.153.333	88.827	24.771.992
	1919	525.622	591.008.100	174.452	174.379.600
Cuirs et peaux préparées	1913	82.851	70.845.075	552	392.700
	1919	206.357	469.931.100	1.442	3.359.200
Poissons de mer	1913	171.531	19.987.568	319.322	44.811.755
	1919	259.349	79.320.900	452.648	163.472.600

L'excédent d'importations coloniales ne se révèle, dans ce tableau, que sous les rubriques « bestiaux » et « poissons », nous laissant pour le surplus nettement déficitaires.

Les mêmes constatations, d'ailleurs, vont s'imposer pour les produits minéraux, l'industrie extractive n'ayant aux colonies qu'un développement très relatif et les richesses du sous-sol étant en majeure partie inexploitées.

c) *Produits minéraux*

Nature des produits	An- nées	Importations étrangères		Importations coloniales	
		Valeur en quint. métriq	Valeur en francs	Valeur en quint. métriq.	Valeur en francs
Houilles	1913	223 668.760	583.994.688	910	2.230
	1919	220.998.250	2.969.914.160	540	7.250
Métaux et mi- nerais divers	1913	22.849.741	473.816.983	1.113.283	15.638.931
	1919	6.094.138	515.103.511	614.294	23.968.978

Les statistiques donnent pour les houilles un chiffre d'importations coloniales particulièrement faible et presque négligeable. Pour les métaux et minerais, la proportion est meilleure, quoique bien inférieure encore aux importations étrangères.

Nous avons ainsi, aussi succinctement que possible, schématisé notre situation économique actuelle vis-à-vis de l'étranger. Le souci de la vérité nous oblige à reconnaître qu'elle est loin d'être brillante, mais il ne rentre pas dans notre dessein de tirer de ces constatations des conclusions pessimistes ayant pour effet de décourager les initiatives et de paralyser les énergies. Nous avons le devoir, au contraire, après avoir mesuré toute l'étendue du péril qui nous menace, d'y faire front courageusement et de concentrer nos efforts dans la recherche des moyens susceptibles d'assurer à la France la prospérité qui lui est indispensable pour relever ses ruines et récupérer dans la plus large mesure les pertes subies pendant la guerre.

Or, notre domaine colonial présente, au point de vue économique, un capital dont nous n'avons pas su tirer suffisamment parti jusqu'à ce jour; ses richesses agricoles et

minières sont telles que leur exploitation rationnelle devrait nous permettre de restreindre de façon très appréciable le chiffre de nos importations étrangères.

Toutes les matières premières dont la France a le plus pressant besoin existent en puissance dans ses colonies et elle ne peut les laisser plus longtemps inutilisées. Cette affirmation sera corroborée par un rapide inventaire de nos ressources coloniales qui nous permettra, après avoir dénombré nos richesses, d'étudier les moyens propres à en assurer la mise en valeur.

DEUXIÈME PARTIE

RESSOURCES DES COLONIES FRANÇAISES. LEUR MISE EN VALEUR

CHAPITRE PREMIER

Possibilités économiques de nos Colonies

Loin de vouloir faire sous cette rubrique un relevé complet et détaillé de toutes les productions de nos colonies, nous étudierons spécialement — mais non exclusivement cependant — ceux des produits coloniaux dont l'importation en France aurait pour effet d'alléger notre balance commerciale, en nous permettant de ne plus recourir à leurs similaires étrangers. Cette étude consistera, en grande partie, dans l'interprétation des statistiques précédemment établies, conformément à l'ordre et à la classification tripartite déjà adoptés.

SECTION I

PRODUITS VÉGÉTAUX

§ 1. *Les Bois.*

Les statistiques donnent, pour l'année 1919, un chiffre d'importations coloniales qui apparaît presque dérisoire auprès de celui des importations étrangères. Celles-ci atteignaient, en effet, 8.108.850 quintaux métriques, soit 356.130.473 francs, alors que les envois de nos possessions d'outre-mer s'élevaient à 100.260 quintaux métriques seulement, représentant une valeur de 9 millions $\frac{1}{2}$ de francs.

Cette situation est d'autant moins explicable que nos colonies renferment de très riches forêts dont l'exploitation rationnelle pourrait suffire à tous les besoins de la consommation française.

La guerre, en épuisant nos forêts nationales, nous a obligés, par ailleurs, à des importations considérables de bois pour reconstruire nos maisons détruites et reconstituer les régions dévastées. Les mines des départements du Nord et du Pas-de-Calais ayant été systématiquement inondées par les Allemands, vont absorber pour leur réfection complète des réserves de bois insoupçonnées, qu'augmentera encore la remise en état de notre flotte et de nos voies ferrées. La production nationale ne saurait que dans une faible mesure faire face à ces besoins. Quelques chiffres suffiront à nous édifier à ce sujet : en 1913, notre pays consommait 400.000 mètres cubes de bois pour l'ameublement, 2.700.000 pour la menuiserie, 2.400.000 pour la charpente, 100.000 pour la couverture, et environ 900.000 pour les autres usages du bois scié et ouvré.

Au lendemain de la guerre, notre consommation s'est

accrue dans de telles proportions qu'il nous faut à tout prix recourir aux forêts de nos colonies, qui ne couvrent pas moins de 90 millions d'hectares. Le Gabon et l'Afrique Occidentale, la Côte d'Ivoire, le Cameroun et la Guyane, la Guinée, Madagascar et l'Indo-Chine renferment une extraordinaire variété d'essences qui pourraient être employées pour l'ébénisterie aussi bien que pour la menuiserie, la construction et la charpente.

Dans l'ameublement, les bois exotiques ne devraient pas être exclusivement réservés aux fabrications de luxe, mais être utilisés également dans les ouvrages de qualité inférieure où ils remplaceraient sans peine les bois blancs qui jaunissent au bout de quelques mois, et ne présentent ni solidité, ni résistance. Dans la menuiserie, leur possibilité de diffusion serait pratiquement sans limite, car, non seulement ils conviendraient à tous les travaux exécutés aujourd'hui avec les bois du Nord, mais ils serviraient encore à faire revivre d'anciens styles que l'insuffisance de matériaux convenables a seule fait délaisser.

Le problème de la « construction », enfin, serait résolu par une meilleure utilisation du bois colonial. Celui-ci, en effet, est égal au chêne par sa dureté et sa résistance. Il peut, d'autre part, être fourni en longueurs considérables, jusqu'à 15 et 20 mètres, dimensions bien supérieures à celles du chêne. Son prix, au surplus, loin de s'élever à raison de la demande, diminuerait par une meilleure organisation des exploitations et des transports.

Il n'est pas jusqu'aux bois précieux — notamment l'acajou, l'ébène et le palissandre — qui n'abondent dans notre domaine colonial, et la forêt tropicale pourrait satisfaire, à

ce point de vue, à toutes les exigences des industries métropolitaines.

Or, il ne suffit pas de dénombrer nos richesses; il faut les utiliser dans leur intégralité bien que leur exploitation soit encore à l'état d'ébauche. Le commerce des bois coloniaux souffre, en effet, d'un défaut presque total d'organisation. Certes, il est des producteurs indigènes qui ont essayé, individuellement, d'exporter leurs bois vers la métropole. La clientèle leur est venue sans qu'ils aient dû faire la moindre propagande pour l'attirer; mais ces initiatives individuelles, forcément limitées par suite de la faible étendue de leur rayon d'action, sont trop peu nombreuses, et il est urgent de remédier à cet état de choses.

Il importe, tout d'abord, d'organiser la vente en présentant aux acheteurs éventuels des échantillons variés susceptibles de les satisfaire. Il est indispensable aussi de répandre ces échantillons dans le public. Les bois de nos colonies restent inemployés parce que nos commerçants les ignorent. Une large publicité s'impose donc, dont le but serait de faire connaître la qualité de ces bois, en classant les essences en un certain nombre de types qui correspondraient à leurs similaires européens.

Cette publicité qui entraînera des dépenses très lourdes ne devra pas être supportée exclusivement par les producteurs intéressés. L'Etat a, lui aussi, son rôle à jouer et il l'a si bien compris que, dans le budget du ministère des Colonies, un crédit de 100.000 francs a été prévu pour l'exercice 1921 à l'effet de créer un organisme spécial chargé de coordonner tous les efforts vers une propagande active et méthodique. Cet organisme veillera à la continuation des essais techniques et pratiques entrepris jusqu'à ce jour sur les bois colo-

niaux dans les laboratoires, et notamment dans ceux du « Jardin colonial » de Nogent-sur-Marne et du Conservatoire des Arts et Métiers. Il serait désirable, à ce propos, que, grâce au concours de l'Etat, ces installations se multiplient, non seulement dans la métropole, mais dans nos possessions elles-mêmes, ce qui éviterait des transports et des frais inutiles.

Le service ainsi rattaché au ministère des Colonies ne doit pas, d'ailleurs, se cantonner dans cette tâche préparatoire. Son but essentiel consistera dans la vulgarisation des bois coloniaux par la distribution intelligente de brochures et de tracts de propagande dans les milieux industriels susceptibles d'en faire leur profit, et d'utiliser les échantillons qui y seront annexés.

Il est un autre problème non moins important : c'est celui de « la main d'œuvre » pour l'exploitation des forêts coloniales. Le nombre des travailleurs est limité, mais il est possible d'y suppléer en perfectionnant les procédés d'abatage et d'équarrissage par l'emploi d'un outillage moderne approprié qui, en réduisant notablement le matériel humain, aurait l'avantage d'assurer un débit plus rapide, accru encore par la création sur place de scieries mécaniques.

L'exploitation des richesses forestières de nos possessions lointaines exige enfin des moyens de transport faciles et peu coûteux. Dans certaines colonies, les communications avec la côte sont assurées par les voies ferrées, et il convient de donner à celles-ci toute l'extension désirable. Au Gabon et à Madagascar, les coupes n'ont pu encore être pratiquées par suite de la pénurie de notre réseau. Nous serions en mesure d'y suppléer, partiellement tout au moins, en utilisant les cours d'eau et en organisant au plus tôt le flottage des bois.

Ce mode de transport, avantageusement pratiqué au Gabon et au Congo, procurerait aux exploitants une économie très appréciable.

Les bois ainsi parvenus à la côte, il importe de les acheminer vers la France. La question des transports maritimes présente une telle importance que l'exploitation même des forêts coloniales, est en fonction des facilités de communication avec la métropole.

Il faut, d'autre part, créer dans les ports français de nouveaux entrepôts pour favoriser les importations. Dunkerque, Le Havre et Bordeaux doivent compléter leur outillage, et Marseille, par suite de sa situation privilégiée, est appelé à devenir le grand port d'entrée de nos bois coloniaux. En ce qui concerne, enfin, l'organisation du commerce de ces bois, il est indispensable de veiller à ce que les bâtiments qui vont déposer leur cargaison dans un port de la Côte d'Ivoire ou du Gabon, ne reviennent pas sur lest, alors que sur les quais d'embarquement, s'accumulent des bois à destination de la métropole. Tout dépend ici d'une entente entre les exploitants, les affrêteurs et les acheteurs. Ces derniers ont le plus grand intérêt à s'adresser aux colonies, le prix de revient des bois coloniaux n'étant pas surélevé par le change comme celui des bois de Suède et de Norvège.

Nous avons, ainsi, successivement mis en lumière les nombreux avantages qui résulteraient pour nous d'une exploitation rationnelle et méthodique de nos forêts coloniales. Leurs richesses, trop longtemps méconnues, doivent nous permettre, désormais, de ne plus recourir aux importations de l'Amérique et du Mexique qui grevaient si lourdement notre balance commerciale.

§ 2. *Les Pâtes de Cellulose.*

Le problème du papier ne se posait même pas pour la France, avant la guerre. Certes, les statistiques de l'année 1913 donnaient un chiffre d'importations étrangères de plus de 4 millions de quintaux, mais cette situation ne nous paraissait nullement alarmante par suite du bas prix des substances fournies par l'étranger.

Depuis quelques années, et en raison de l'impossibilité où se trouvait la métropole de se procurer des pâtes de cellulose, même à des prix très élevés, l'attention s'est naturellement portée vers les colonies qui, presque toutes, produisent des matières propres à l'industrie du papier.

L'Indo-Chine peut, à ce point de vue, nous rendre les plus grands services. Il y existe, en effet, depuis 1912, une société dite « Société des Papeteries d'Indo-Chine », dont le siège social est à Viétry et qui, la première, eut l'idée d'utiliser les vastes plantations de bambou de la colonie pour la fabrication du papier. Les résultats obtenus sont excellents, et les ressources de l'Indo-Chine en cette matière étant pratiquement inépuisables, la seule difficulté consistera dans l'obligation imposée aux indigènes, de soumettre les plantations à des coupes rationnelles permettant d'approvisionner régulièrement les fabriques.

En dehors du bambou, le « tranh », dont les propriétés ne sont pas encore parfaitement connues, serait susceptible de constituer, par la suite, une importante réserve de matières premières pour pâtes de cellulose. Il s'agit là, il est vrai, d'une possibilité d'avenir, mais elle n'en est pas moins appelée à exercer sur notre production une très heureuse influence.

L'Indo-Chine n'est, d'ailleurs, pas la seule colonie qui

puisse nous approvisionner en papier. Le Gabon possède, en effet, le « papyrus cyperus », dont les peuplements sont abondants.

Il convient, néanmoins, d'assurer une liaison aussi étroite que possible entre producteurs coloniaux et industriels métropolitains. Ces derniers auraient intérêt à aider de leurs propres deniers à la création dans nos colonies, de fabriques de pâtes chimiques et mécaniques qui leur permettraient de réaliser une économie notable sur leur prix de revient et réduiraient dans une très large mesure le chiffre de nos importations étrangères.

3. *Le Caoutchouc*

La majeure partie du caoutchouc importé en France, en 1912, provenait de Java, de Ceylan et du Brésil, dont les exportations à destination de notre pays atteignaient 10.000 tonnes, nos colonies n'en fournissant guère plus de 2.500 tonnes.

Or, les besoins des industries françaises se sont accrus, pendant la guerre, dans des proportions telles que la créance de l'étranger, pour ce produit, s'élevait en 1919 à plus de 200 millions de francs. Cette situation est d'autant plus anormale que la plupart de nos possessions produisent du caoutchouc.

L'Indo-Chine, cependant, semble seule posséder à l'heure actuelle des plantations méthodiquement exploitées, et l'effort qu'y ont accompli nos colons depuis une vingtaine d'années environ, ne tardera pas à se manifester par une production intensive. Les « héveas » plantés en abondance dans le sud de la colonie se sont particulièrement développés au Cambodge, dans l'Annam et surtout en Cochinchine qui,

sur une étendue de 1.500 hectares, en compte 4 millions de pieds.

La qualité des produits ainsi obtenus est comparable à celle des meilleures provenances des plantations asiatiques. Leur culture, il est vrai, exige une main-d'œuvre expérimentée, et de nombreux capitaux sont nécessaires pour faire face aux frais d'entretien, la première récolte n'assurant de rendement qu'après huit années d'attente. Mais les bénéfices réalisés ont dépassé toutes les prévisions, et la production atteindra bientôt de 7 à 8.000 tonnes par an.

Il s'agit ici, au surplus, d'un caoutchouc de plantation qui est très recherché et que le marché mondial préfère au caoutchouc sylvestre de qualité bien inférieure. Madagascar s'était livrée, dès avant la guerre, à la culture de cette dernière espèce, et son commerce d'exportation avait pris néanmoins un important développement.

L'Afrique Occidentale et l'Afrique Equatoriale française fournissaient, elles aussi, une certaine quantité de ce caoutchouc de cueillette qui, par suite de ses origines botaniques et de sa mauvaise préparation, ne paraît pas appelé à un grand avenir. La récolte de ce produit provient en majeure partie de l'exploitation des lianes sauvages, de qualités très diverses, et dont les indigènes, peu courageux, ne savent pas tirer parti. Leur procédé de récolte est des plus simples; ils coupent les lianes, au lieu de les saigner, et il est à craindre que, dans ces conditions, la production même du caoutchouc s'en trouve menacée. Dans les cas, d'ailleurs assez rares, où les naturels du pays se livrent à la « saignée » régulière de l'arbre, ils ne peuvent obtenir que des produits de qualité inférieure, ignorants qu'ils sont des principes élémentaires de la coagulation du latex,

L'éducation de l'indigène s'impose donc, et il est urgent d'introduire, dans nos colonies africaines, de nouvelles méthodes d'exploitation.

Sur le marché, ce caoutchouc de cueillette est assez peu demandé, et il convient, pour permettre aux plantations équatoriales de lutter sans trop de désavantage avec celles de Ceylan et de Java, de favoriser la création de types homogènes et réguliers susceptibles d'attirer l'acheteur et de satisfaire ses exigences.

Quoiqu'il en soit, et malgré les prévisions les plus optimistes, la France ne peut attendre de ses possessions de l'Afrique Occidentale et Equatoriale que quelques milliers de tonnes de caoutchouc. La production indochinoise viendra heureusement combler le déficit et, d'autre part, le Cameroun, qui renferme des richesses insoupçonnées dans les précieuses essences de la Grande Forêt équatoriale, nous assurera à ce point de vue une situation privilégiée.

§ 4. *Le Thé.*

Les statistiques révèlent une augmentation progressive et continue dans la consommation du thé, non seulement en France, mais dans le monde entier. Or, malgré la supériorité écrasante de la Chine qui, avant la guerre, pouvait satisfaire dans la proportion de 80 % environ aux besoins de la consommation mondiale, l'Indo-Chine a réussi à imposer son produit, et elle lutte avantageusement aujourd'hui avec l'Inde Anglaise et Ceylan.

L'année 1919 accuse cependant, sur 1913, un accroissement d'importations étrangères qui se chiffre par plus de 8.000 quintaux métriques, et qui atteint une valeur de 10

millions de francs. Ces importations pourraient être très sérieusement réduites.

Tout en reconnaissant en effet, la finesse du thé de la Chine dont il est difficile de contester la supériorité, il n'en reste pas moins que les variétés cultivées en Annam et au Tonkin, ont un arôme beaucoup plus agréable que celles de Ceylan par exemple, et qu'elles doivent supplanter ces dernières sur les marchés européens.

Les Anglais ont su perfectionner leurs méthodes de culture et de préparation, à tel point que leurs produits, bien que de qualité inférieure aux nôtres, sont encore très recherchés. Nous devons nous inspirer de leur exemple en organisant rationnellement les procédés de cueillette et de séchage du thé indochinois, et contribuer ainsi à en faire une variété commerciale très estimée. Il est, d'ailleurs, un débouché qui s'ouvre largement à la production de nos colonies et qui n'est autre que l'Afrique du Nord dont la consommation annuelle atteint trois mille tonnes.

Il ne suffit pas enfin, d'intensifier le rendement; il faut, en outre, multiplier les plantations. Celles-ci n'ont de chances de succès que si la nature du sol et le climat en favorisent le développement. Or, ce n'est pas seulement en Indo-Chine, mais encore dans certaines de nos possessions africaines — Algérie et Congo notamment — que la culture du thé pourrait assurer d'excellents rendements. Il est à déplorer que rien n'ait été fait, jusqu'à présent, pour tirer parti de ces terres dont la fertilité permet d'augurer les meilleurs résultats, à condition toutefois qu'une abondante main-d'œuvre y vienne suppléer à l'action de la nature.

§ 5. *Le Cacao.*

La proportion des importations étrangères et coloniales en 1919, donne lieu pour ce produit aux constatations suivantes : s'il est vrai que, par rapport à l'année 1913, nos importations coloniales ont quintuplé, le chiffre des importations étrangères n'en est pas moins de 503.804 quintaux métriques, représentant une valeur de 187.776.280 francs.

Il ne paraît pas impossible de remédier à cet état de choses : la Côte d'Ivoire, le Dahomey et le Gabon qui sont, avec les Antilles et Madagascar, les gros producteurs de cacao, n'en exportaient, en 1913, que des quantités peu importantes.

La Guadeloupe et la Martinique ont fait un sérieux effort pour développer leur production. Quelques chiffres suffiront à nous en convaincre : en 1903 les exportations de la Guadeloupe ne dépassaient guère 600 tonnes ; en 1913, elles atteignaient 925 tonnes. Celles de la Martinique qui, en 1903, étaient de 300 tonnes environ, passaient en 1913 à 524 tonnes. La production totale annuelle de ces deux colonies, au lendemain de la guerre, est de 1.160 tonnes pour la Guadeloupe et 570 tonnes pour la Martinique.

Ce développement remarquable des exportations n'est pas spécial aux Antilles. La Côte d'Ivoire, le Dahomey et le Gabon possèdent de vastes plantations dont le rendement pourrait être notablement amélioré par des procédés de culture appropriés.

La guerre, qui a chassé les Allemands du Cameroun, nous permettra, au surplus, d'utiliser les nombreuses ressources de cette colonie, et nous sommes en droit d'espérer que, dans un avenir peu éloigné, nos possessions de l'Afrique Occi-

dentale et Equatoriale seront en mesure de satisfaire à elles seules, aux besoins de nos marchés en cette matière.

Dans le cas bien improbable où nous devrions encore recourir, pour une faible part, aux importations étrangères, celles-ci pourraient être compensées par les cultures nouvelles que les colons entreprendraient avantageusement, semble-t-il, en Indo-Chine, sur les bords mêmes du golfe de Siam, où la fécondité du sol et la douceur du climat assureraient aux plantations un rendement abondant. Nos colonies ont en outre le plus grand intérêt à réserver leur production à la métropole, celle-ci leur assurant, à l'entrée en France, une exemption complète de tous droits de douane, conformément à la loi du 5 août 1913.

§ 6. *Sucre de Canne.*

La production coloniale a suivi, pour le sucre, une courbe régulièrement ascendante depuis 1913. Les statistiques indiquent, pour cette année, un excédent très net des importations coloniales sur celles de l'étranger.

En 1920, il n'en est plus de même, et la cause en est la destruction systématique par les Allemands des sucreries du Nord de la France, et l'état lamentable des terres à betteraves ruinées par l'ennemi. La métropole a dû, par suite, faire appel à la production étrangère dans des proportions telles que nos importations dépassaient, en 1919, 5 millions de quintaux métriques, et que notre dette se chiffrait par un milliard de francs.

Cette situation déficitaire n'est heureusement que momentanée : la reconstitution des régions libérées, dont les progrès s'accusent chaque jour, et les efforts faits par l'Etat pour

reconstruire les sucreries dévastées, vont donner à la culture de la betterave, dans le Nord, un nouvel essor.

Nous n'aurions garde, cependant, de nous désintéresser de la production du sucre de canne qui constitue l'une des plus importantes richesses de certaines de nos colonies, et particulièrement des Antilles Françaises, dont les exportations vers la métropole atteignaient, en 1913, près de 70.000 tonnes. Le sucre de canne a, par ailleurs, une double utilité; il peut servir soit comme marchandise d'exportation — et à ce titre déjà, il trouve les plus larges débouchés —, soit comme matière première pour la fabrication du rhum.

En dehors de la Guadeloupe et de la Martinique, l'île de la Réunion possède des plantations importantes de cannes à sucre, ainsi que l'Indo-Chine dont les cultures sont en voie de régression depuis quelques années.

Mais il importe moins, ici, de développer les surfaces cultivées que d'améliorer le rendement à l'hectare. Nos planteurs ne doivent pas, en effet, borner leurs efforts à sélectionner d'excellentes variétés. Ils doivent aussi, par l'emploi de méthodes perfectionnées, intensifier leur production. A ce point de vue, Java et les îles Hawaï pourraient être pour nous un salutaire exemple; leur rendement atteint plus de 10 tonnes de sucre brut à l'hectare, alors que les Antilles n'en donnent guère que 3 ou 4 tonnes et l'Indo-Chine 2 tonnes environ.

Malgré cette infériorité manifeste, les résultats obtenus jusqu'à ce jour sont excellents, et il n'est pas téméraire d'espérer que, dans un avenir très prochain, notre marché des sucres, abondamment approvisionné, se fermera, partiellement tout au moins, aux importations étrangères.

§ 7. *Le Café,*

Il semble, de prime abord, difficile, sinon impossible, de lutter avantageusement avec le Brésil pour la production du café; il pourrait, en effet, à lui seul, approvisionner le monde entier. Mais la qualité du produit brésilien n'est pas telle que nous ne puissions tenter un sérieux effort pour le supplanter. Les cafés de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion jouissant d'une réputation méritée.

Et cependant, en 1913, les importations étrangères en France atteignaient 1.142.357 quintaux métriques et passaient en 1919 à 2.032.381 quintaux.

La production coloniale s'est, en dépit de cette infériorité, accentuée dans des proportions satisfaisantes. C'est ainsi que, de 1913 à 1919, elle a quadruplé grâce aux méthodes nouvelles employées par les planteurs et grâce surtout aux encouragements officiels donnés aux colonies par le gouvernement français qui, estimant insuffisante la détaxe de 78 francs par quintal prévue par la loi du 11 janvier 1892 fit voter par le Parlement la loi du 5 août 1913 accordant pour les cafés en provenance de nos possessions, la détaxe complète.

Il n'en faudrait pas conclure, cependant, que la France pourra bientôt se suffire à elle-même. Il est un fait sur lequel il convient d'insister : notre consommation a doublé en l'espace des six dernières années, et elle atteint aujourd'hui près de 200.000 tonnes. Dans ces conditions, les colonies ne sauraient satisfaire à tous nos besoins, malgré le remarquable effort fourni par certaines d'entre elles, et notamment par la Guadeloupe, pour intensifier leur production.

L'Afrique Occidentale Française pourrait, il est vrai, exporter un grand nombre de graines, au même titre d'ail-

leurs que le Congo, dont le climat et la fécondité du sol se prêteraient merveilleusement à cette culture.

Les plantations de Madagascar ont, elles aussi, accru leur rendement, et leurs exportations sont passées de 60 tonnes en 1906 à 300 tonnes en 1913.

Il n'est pas jusqu'à la Nouvelle-Calédonie qui n'ait voulu apporter à la France son tribut, qui s'élève annuellement à près de 600 tonnes.

L'Indo-Chine enfin, après avoir, en 1910, exporté 228 tonnes de cafés à destination de la Métropole, voyait, en 1912, sa production descendre à 100 tonnes environ. Cette crise ne fut que passagère, et en 1919, les exportations du Tonkin dépassaient 500 tonnes. Ces résultats sont satisfaisants et n'ont pu être obtenus que grâce au concours du Gouvernement de l'Indo-Chine qui, en consentant aux planteurs des primes à l'exportation, leur a permis de contrebalancer le taux du change de la piastre qui leur était très défavorable. La culture du café est donc, à l'heure actuelle, en bonne voie de développement dans nos colonies, et il nous faut veiller à ce qu'elle ne soit pas paralysée par la pénurie de main-d'œuvre ou par le manque de capitaux qui pourraient exercer sur la production elle-même la plus déplorable influence.

§ 8. *Les Craines oléagineuses.*

Notre domaine colonial qui s'est adonné à la culture industrielle des oléagineux a pu, en quelques années, approvisionner le marché mondial, et ses exportations se sont très notablement accrues.

Depuis 1913, d'autre part, la situation de nos importations s'est nettement améliorée, et l'étranger ne nous fournit plus aujourd'hui que 50 % environ de notre consommation,

L'arachide, qui est, parmi les graines oléagineuses, la plus importante, et que l'on utilise comme matière première pour la fabrication des huiles, est produite en grandes quantités par l'Afrique Occidentale française. Le rendement pour la seule colonie du Sénégal s'élevait, en 1913, à 229.961 tonnes. Or, pour la même année, l'Indo-Chine n'en exportait que 642 tonnes; l'extension des surfaces cultivées, en Annam et au Cambodge notamment, et l'exploitation plus complète des plantations déjà existantes, nous assurerait à bref délai, un rendement bien supérieur.

Le Sénégal, le Haut-Sénégal-Niger, la Côte d'Ivoire, la Guinée et le Dahomey emploient encore des procédés trop rudimentaires pour le traitement des fruits, et les indigènes devraient, dans l'intérêt de la production, y substituer un traitement mécanique.

Le palmier à huile, d'origine africaine, dont on extrait l'huile de palme et l'huile de palmiste, se trouve en abondance dans l'Afrique Occidentale Française, mais la main-d'œuvre manque pour exploiter les palmeraies. Les moyens dont disposent les naturels du pays, pour procéder à l'extraction sont d'ailleurs plus que primitifs et gagneraient à être perfectionnés.

L'Indo-Chine, enfin, pourrait développer ses plantations de palmiers, et ses exportations jointes à celles de l'Afrique Occidentale Française, suffiraient aux besoins de la consommation d'amandes de palmes sur le marché métropolitain.

L'amande de karité est l'une des ressources principales de la région du Haut-Sénégal et Niger, et elle est exportée soit à l'état naturel, soit sous forme de beurre de karité; la pénurie des moyens de transport paralyse ici le développement des exportations.

La situation est bien différente pour la noix de coco que produisent la Côte d'Ivoire, le Dahomey et l'Indo-Chine ; cette dernière colonie en exportait, à elle seule, pour près de 1700 tonnes en 1913. La culture du cocotier est susceptible encore d'une large extension par suite du peu de main-d'œuvre qu'elle exige.

La France constitue, au surplus, un débouché assuré puisqu'elle importe annuellement 180.000 tonnes de coprah, dont la 1/10^e partie seulement provient de ses colonies. Il reste donc un sérieux effort à accomplir pour réduire les importations de l'étranger, et il serait urgent de recourir, dans ce but, à de nouvelles plantations qui trouveraient un terrain très favorable dans toute l'Afrique Occidentale Française, ainsi qu'à Madagascar, en Nouvelle-Calédonie, en Océanie et aux Antilles.

C'est à l'Indo-Chine qu'il convient enfin de faire appel pour l'huile de ricin et l'huile de sésame dont l'Afrique Occidentale Française pourrait aussi assurer partiellement la production dans l'avenir.

Telles sont, brièvement résumées, les possibilités économiques de nos possessions, relativement aux graines oléagineuses. Il est bien peu de pays qui soient aussi favorisés que la France à ce point de vue, et elle est en mesure, grâce à ses colonies, de suffire à tous ses besoins.

§ 9. *Les Céréales.*

Notre balance commerciale se trouve, pour ce produit, très lourdement grevée; notre dette vis-à-vis de l'étranger, qui n'était que de 480 millions de francs en 1913, passait à plus de 2 milliards en 1919, les quantités importées restant sensiblement les mêmes.

Cette situation désastreuse ne peut se perpétuer. Certes, il est juste de reconnaître le gros effort fourni par les colonies françaises pendant la guerre, qui se manifesta par un accroissement notable de leurs exportations à destination de la mère-patrie. C'est ainsi qu'en 1913, les importations coloniales s'élevaient à 3.887.424 quintaux métriques, alors qu'en 1919, elles atteignaient 7.140.669 quintaux.

Il n'en est pas moins vrai que le déficit considérable accusé par cette dernière année ne pourra être facilement comblé : pour le blé, en effet, l'Afrique du Nord est la seule de nos colonies qui nous soit d'un précieux secours. L'Algérie, notamment, possède dans la région du « Tell » des terres à blé d'une fertilité remarquable, et il importe d'assurer à ces terres le maximum de rendement par une exploitation rationnelle et des fumages appropriés.

Le Maroc et la Tunisie s'adonnent de préférence à la culture de l'orge. Jusqu'à présent, les résultats obtenus sont assez médiocres, puisque la production ne peut encore suffire aux besoins de la consommation tunisienne. Le rendement à l'hectare est faible, bien que les espaces cultivés soient très étendus.

Le maïs que produisent en abondance l'Afrique Occidentale Française, Madagascar et l'Indo-Chine, semble devoir bientôt suffire aux besoins de la consommation métropolitaine. Le manioc, dont les usages sont multiples et qui est employé pour l'alimentation du bétail, la distillerie et la préparation du tapioca, n'est guère cultivé par nos colonies que pour leurs propres besoins. Le commerce d'exportation y est peu florissant, sauf toutefois à Madagascar qui en exportait près de 20.000 tonnes avant la guerre. L'Indo-Chine et le Dahomey pourraient s'adonner à cette culture

avec avantage et ne plus se contenter seulement d'approvisionner leurs marchés.

Les millets, enfin, qui sont cultivés en Tunisie, au Soudan et au Congo, sont susceptibles de s'assurer, comme succédanés de l'avoine, et pour l'alimentation du bétail, de nombreux débouchés. Le gros mil, mélangé à la farine de blé, donne un produit panifiable très apprécié.

Il n'est pas jusqu'à l'arrow-root, base de certaines spécialités alimentaires, qui ne trouve aux colonies un terrain favorable. Cette fécule provient, en effet, des rhizômes de végétaux qui croissent à l'état sauvage à Madagascar, à la Nouvelle-Calédonie et aux Antilles. Il est regrettable que les indigènes négligent cette culture dont les conditions de développement paraissent faciles, et qui leur assurerait un large profit.

Il n'est guère, en définitive, que pour le blé et l'orge que notre situation économique puisse être encore déficitaire, et il importe, pour remédier à cet état de choses, d'en intensifier la production sur notre sol national.

§ 10. *Les Epices.*

L'examen des statistiques donne lieu, pour les épices, à des constatations réconfortantes, et elles constituent le seul produit de notre tableau, pour lequel les importations de nos colonies dépassent en quantités et en valeur les importations étrangères.

Il serait prématuré, cependant, de se livrer ici à un optimisme excessif, car il ne faut pas oublier qu'en 1919, la créance de l'étranger était encore de 11 millions de francs.

Il s'agit là d'un déficit auquel nous pourrions facilement

remédier, la France étant, grâce à son domaine colonial, l'un des plus gros pays producteurs de vanille.

L'île de la Réunion s'est spécialisée dans la culture de ce produit et l'emploi de procédés de fécondation perfectionnés lui a permis d'obtenir des rendements satisfaisants. Cette vanille dite « *vanilla planifolia* » possède un arôme très fin qui la fait préférer à la « *vanilla pompona* » que l'on trouve en abondance à Madagascar et au Congo.

La Martinique qui, pendant de longues années, s'est adonnée exclusivement à la culture de la canne à sucre a, depuis 1902, tenté de reconstituer ses plantations de vanilliers, et l'effort entrepris en ce sens aura la plus heureuse influence sur la prospérité même de la colonie.

L'Etat, en présence de ces progrès, ne saurait rester inactif et il doit, dans son propre intérêt, seconder les planteurs et les protéger contre les fraudes, trop fréquentes dans nos possessions et qui consistent à utiliser les gousses épuisées en les imprégnant de vanilline artificielle et en les vendant sur le marché au même titre que des produits de qualité supérieure.

Pour le poivre, comme pour la vanille, notre domaine colonial est en mesure de suffire et au-delà à toute notre consommation. L'Indo-Chine en produit de telles quantités que la Métropole n'en trouve pas l'emploi, et le problème qui se pose ici est bien plutôt de rechercher de nouveaux débouchés que de développer nos cultures.

La cannelle et la girofle, plus employées en parfumerie que comme épices, sont, elles aussi, importées d'Indo-Chine. Madagascar et le Congo pourraient toutefois suppléer à la production de notre riche colonie asiatique dans le cas où celle-ci deviendrait insuffisante.

§ 11. *Le Tabac.*

L'effort consenti jusqu'à ce jour par les colonies pour assurer à la mère-patrie un approvisionnement régulier et abondant, a été insuffisant.

Il paraît impossible d'expliquer autrement que sur un chiffre d'importations totales de 45 millions de francs en 1913, nos possessions d'outre-mer ne nous aient envoyé de tabac que jusqu'à concurrence d'une valeur de 1.500.000 fr.

L'écart, bien qu'encore considérable, est moins sensible cependant pour l'année 1919, mais il n'en reste pas moins que les importations étrangères atteignaient alors 177.344.693 francs, représentant 410.621 quintaux métriques.

A l'exception de l'Algérie dont les exportations se sont accrues de façon très appréciable, nos autres colonies ne cultivaient le tabac que pour leur propre consommation, et les quantités exportées avant la guerre étaient insignifiantes.

Il y avait là, à n'en pas douter, un défaut d'organisation auquel la Société des tabacs de l'Indo-Chine a essayé de porter remède. Elle a, d'ailleurs, obtenu d'excellents résultats à la suite des essais qu'elle a fait pratiquer au Tonkin; ce pays se prête, en effet, admirablement à la culture du tabac, et la Direction générale des Manufactures de l'Etat a tenu à encourager officiellement le développement de cette production en passant, dans le courant de l'année 1920, un marché important avec la Société des tabacs de l'Indo-Chine pour la fourniture de 400.000 coffrets de 50 cigarettes indochinoise et la livraison de 150.000 kilogrammes de tabac en feuilles.

Le Togo, l'Afrique Equatoriale Française et le Cameroun ont, au même titre, reçu de fortes commandes du Gouvernement français et, grâce au concours de l'Etat, leur produc-

tion, accrue encore de celle de Madagascar, aura pour effet d'améliorer sensiblement notre balance commerciale..

§ 12. *Le Riz.*

Les fluctuations des importations coloniales et étrangères, relativement à ce produit, sont des plus curieuses.

Alors qu'en 1913, nos colonies suffisaient en majeure partie à notre consommation, et que nous ne recourions à l'étranger que dans la proportion de 1/5^e environ de nos importations totales, le chiffre de celles-ci s'est accru, pendant la guerre, à tel point que nos possessions d'outre-mer ne nous fournissent même plus, en quintaux métriques, la moitié du riz que nous consommons.

Il est incontestable, cependant, que l'Indo-Chine, à elle seule, pourrait suffire à nos besoins. Le Cambodge, le Tonkin et la Cochinchine possèdent des rizières dont le rendement constitue l'une de leurs plus importantes richesses. Il convient de tenir compte, il est vrai, de la concurrence des riz de Birmanie et de l'Inde, qui présentent une homogénéité plus grande que les riz indo-chinois et qui sont par là même plus recherchés sur nos marchés. Mais il s'agit là uniquement d'une question de sélection des graines, et les indigènes consentiraient volontiers à perfectionner leurs méthodes et leur outillage, à condition toutefois que nos colons en prennent l'initiative.

Il ne suffit pas encore de procéder avec soin au triage des grains; il importe d'en opérer ensuite le décorticage. Pour mener à bien cette tâche, nos colons devront être secondés par les capitaux français, qui leur permettront de créer des rizeries régionales et des sociétés fortement constituées susceptibles de les exploiter.

Un effort important a déjà été réalisé en ce sens et il a abouti à la création, en Cochinchine et au Tonkin, de plusieurs sociétés et usines de décorticage. Le rendement pourrait, dans ces conditions, être notablement accru en Indochine, ainsi que dans certaines de nos colonies africaines, Soudan et Congo, où l'irrigation très facile favorise la culture.

Il n'est pas, enfin, jusqu'à Madagascar, dont les rizières s'étendent actuellement sur près de 400.000 hectares, qui ne puisse améliorer sa production. Les Européens, qui y sont assez peu nombreux, ne parviennent que très difficilement à faire pression sur les naturels du pays, pour les inciter à abandonner leurs procédés d'exploitation trop primitifs afin d'obtenir, par l'emploi de semences sélectionnées, de meilleurs résultats.

§ 13. *Le Coton.*

Il n'est pas exagéré d'évaluer à 250.000 tonnes la quantité annuelle de coton qu'absorbaient nos filatures en 1914. La guerre a ruiné notre industrie du Nord, mais celle-ci s'est déjà partiellement reconstituée et l'on peut prévoir que, lorsque de ce côté, la situation sera redevenue normale, et par suite du retour de l'Alsace-Lorraine à la mère-patrie, ce n'est plus 250.000, mais bien près de 300.000 tonnes de coton qui nous seront nécessaires chaque année.

Or, ce produit nous vient, en grande partie, de l'étranger et les statistiques révèlent que, sur une importation totale de 2.185.471 quintaux en 1919, la part de nos colonies se réduisait à 16.450 quintaux. L'avenir s'annonce, ici, très menaçant. Les Etats-Unis, les Indes et l'Egypte, qui sont les gros fournisseurs de coton du monde entier, pourront-ils

toujours approvisionner nos marchés en quantités suffisantes? La réponse est douteuse, car, malgré la mise en culture de nouvelles terres à coton, les Américains tendent à restreindre leurs exportations, et leurs filatures qui se multiplient chaque jour transforment sur place en « filés » le coton produit.

Les Etats-Unis nous fournissent à eux seuls près des 9/10^e de notre ravitaillement en coton, et il est à craindre qu'ils se refusent par la suite à nous livrer d'aussi importantes commandes.

Vers quelle « terre promise » nous tournerons-nous donc pour assurer aux industries métropolitaines tout l'essor désirable? Nous avons trop négligé, jusqu'à présent, la culture du coton dans les colonies. La plupart de nos possessions d'outre-mer renferment cependant des plantations de cotonniers, et il en est certaines qui, grâce à la fécondité de leur sol et à des irrigations régulières, ont obtenu des résultats inespérés; nous n'en citerons pour exemple que l'Indo-Chine et l'Afrique Occidentale Française.

La production du Cambodge atteignait déjà 6.000 tonnes en 1913, malgré l'emploi des procédés d'exploitation les plus primitifs. L'avenir de ce pays est dans la culture dite « des terres rouges », dont la remarquable fertilité assure à l'hectare un excellent rendement. L'Angleterre et le Japon qui ont envoyé sur place des techniciens chargés de se rendre compte de la qualité du coton, se sont déclarés satisfaits, et ont même passé avec le Cambodge d'importants marchés.

Les capitaux français ont, d'autre part, puissamment aidé à l'extension de cette culture. Le Comptoir cotonnier de Paris, non content d'acheter tout le coton pouvant être utilisé directement par les filatures françaises, a voulu con-

tribuer dans la mesure de ses moyens à la prospérité de l'Indo-Chine elle-même, en obtenant une concession domaniale de 18.000 hectares, dont 1.500 environ sont exploités actuellement.

Il ne suffit pas de défricher de nouveaux terrains et d'en tirer le maximum de rendement. Il importe aussi de traiter par des procédés appropriés le coton brut pour le livrer à la consommation, et c'est dans ce but que le Comptoir Cotonier a créé à Kompong-Cham, au Cambodge, une usine munie des derniers perfectionnements qui égrène le coton et le prépare sous forme de balles destinées à l'exportation.

Un système de primes a, de plus, été institué en 1919 par le ministère des Colonies au profit des cultivateurs indigènes pour les inciter à intensifier leur production. Cette intervention de l'État est appelée à donner les meilleurs résultats, si toutefois l'important problème de la main-d'œuvre peut être rapidement résolu. La densité de la population au Cambodge de qualité supérieure et qui, à la veille de la guerre, beaucoup de soins et un personnel très nombreux dont le recrutement ne saurait être assuré que par l'importation de main-d'œuvre étrangère.

La même difficulté se retrouve dans l'Annam dont le coton à soie très courte se différencie nettement de celui du Cambodge de qualité supérieure et qui, à la veille de la guerre, était exporté à raison de 3.000 tonnes annuellement.

L'industrie textile est d'ailleurs très développée en Indo-Chine, et l'on y compte plus de 1.600 filatures et 65.000 broches. La production y a suivi une courbe ascendante très marquée et nos colons, efficacement secondés par les indigènes, sont en droit de concevoir les plus légitimes espérances.

L'Afrique Occidentale Française, bien que moins favorisée que l'Indo-Chine, se livre aussi à la culture du coton que les naturels du pays s'efforcent de développer dans tout le Soudan, mais le rendement à l'hectare est très inférieur à celui obtenu au Cambodge et nécessite des frais d'exploitation très élevés. Il semble, cependant, que l'on puisse attendre les meilleurs résultats de l'initiative prise en 1914 par l'Association cotonnière coloniale; celle-ci, résolue à porter son effort sur les travaux d'irrigation, a entrepris d'intéressants essais dans les vallées du Sénégal et du Niger. Les terrains alluvionnaires susceptibles d'être irrigués ayant une superficie considérable, leur mise en valeur assurerait au Soudan Nigérien une production très abondante et de qualité supérieure. L'exécution rapide de ces travaux s'impose donc et les capitaux français trouveraient là un placement sûr et rémunérateur.

Il serait injuste, enfin, de passer sous silence les tentatives faites à la Côte d'Ivoire, au Dahomey et à la Nouvelle-Calédonie pour développer les plantations de cotonniers, mais des obstacles de différents ordres s'opposent à l'extension de cette culture, et notamment le manque de main-d'œuvre et le défaut de voies de communication.

Quoiqu'il en soit, nous ne pouvons négliger aucun élément, si faible soit-il, susceptible d'améliorer notre situation économique et il est de toute nécessité que nous importions de l'Indo-Chine, de l'Afrique Occidentale et de l'Afrique du Nord le coton indispensable pour assurer l'alimentation de nos filatures quand elles auront été définitivement réinstallées. L'Algérie et la Tunisie paraissent pouvoir, d'ici dix ans, fournir à la Métropole un minimum de 50.000 balles de coton de première qualité. L'Afrique Occidentale a produit,

en 1919, 23.200 balles. Dans le Haut-Sénégal et Niger, la production est passée de 354 tonnes en 1918 à 600 en 1919. Au Togo, la récolte de 1920 était d'environ 2.040 tonnes, en augmentation de 757 tonnes sur 1919. Il importe, avant tout, que ce mouvement ne se ralentisse pas.

§ 14. *Les Laines.*

L'industrie lainière, qui représentait l'une des plus importantes sources d'activité et de richesse de la France, a souffert d'autant plus pendant la guerre que les usines étaient concentrées dans des régions très éprouvées, les grands centres de Roubaix, Tourcoing, Fourmies, Reims et Sedan se trouvant tous dans la zone dévastée.

Les pays envahis possédaient, à eux seuls, en ce qui concerne la laine peignée, environ 2 millions de broches, et le coefficient de destruction peut en être évalué à 60 %. Quant à la laine cardée, sur 450.000 broches existantes en 1914, 150.000 ont été démolies et un grand nombre ont été enlevées. Malgré les difficultés de réinstallation, la plupart des usines sont en voie de remise en marche et la seule région de Roubaix-Tourcoing reçoit actuellement près de 50.000 kilogs de laine par semaine.

Or, cette laine vient en majeure partie de l'étranger dont les importations atteignaient 2.758.427 quintaux métriques en 1913 et 1.558.091 quintaux en 1919. Les importations coloniales passaient, il est vrai, pendant la même période, de 97.270 quintaux à 101.309, mais la question ne s'en pose pas moins de savoir dans quelle mesure nous pouvons compter à l'avenir sur nos colonies pour combler le déficit de nos importations.

L'Afrique du Nord, grâce à ses vastes pâturages, légitime

certaines espérances d'exportation; l'Algérie, notamment, se livre à l'élevage des moutons dans les steppes de ses « Hauts Plateaux », et la laine constitue la principale ressource de cette région.

L'Indo-Chine pourrait, dans une large mesure, accroître son cheptel qui trouve sur le plateau laotien du Tranninh des conditions de développement très favorables.

Il en est de même pour Madagascar et l'Afrique Occidentale Française qui possèdent un abondant troupeau, dont la laine constituerait un excellent produit d'exportation.

§ 15. *Les Soies.*

La production de la soie accusait, en 1919, un chiffre d'importations étrangères de 971 millions de francs, correspondant à 140.931 quintaux métriques. La part de nos colonies se réduisait à 551 quintaux représentant une valeur de 2.547.700 francs.

La Chine et le Japon sont les gros pays exportateurs de soies et l'Indo-Chine ne peut guère lutter avantageusement contre une telle concurrence. Il faut reconnaître que la part de cette colonie dans nos importations est insuffisante; les envois de grèges et bourres de soies n'atteignaient en effet que 100 tonnes environ dans les années qui ont précédé la guerre, et il n'est pas douteux que la production soit susceptible d'un important développement.

L'industrie de la soie, qui est pratiquée depuis des siècles en Indo-Chine, n'a jamais été organisée scientifiquement. Elle représente pourtant, en Cochinchine et au Cambodge, une surface de 8000 hectares cultivée en mûriers, mais les progrès de cette culture ont toujours été laissés à la discrétion des initiatives locales, et, malgré les encoura-

gements prodigués par le Gouvernement général aux indigènes se livrant au travail de la soie, les résultats obtenus ont été médiocres.

L'élaboration d'un programme rationnel d'organisation de la production s'impose donc, et le Syndicat d'études des soies coloniales a groupé dans ce but les industriels lyonnais en une importante société qui se propose de procéder à l'extension de la surface de culture des mûriers et à la distribution méthodique de graines de vers à soie aux indigènes. Le Gouvernement général s'est engagé, pour sa part, à seconder pécuniairement les efforts de la société, ce qui permettra de créer sur place une véritable industrie de la filature.

SECTION II

PRODUITS ANIMAUX

§ 1. *Bestiaux et viandes fraîches ou conservées.*

Bien que les éleveurs métropolitains conçoivent des craintes — injustifiées d'ailleurs — sur la concurrence possible des colonies sur nos marchés, il est indispensable de dresser un rapide inventaire de notre cheptel colonial, et d'y faire appel pour alimenter nos industries des viandes frigorifiées et conservées.

Les statistiques révèlent, pour l'année 1919, un chiffre d'importations étrangères de viandes fraîches ou conservées qui atteint 2.523.463 quintaux métriques, alors que nos colonies n'en exportaient que 75.244 quintaux à destination de la mère-patrie. Cette situation doit s'améliorer sans tarder.

Madagascar possède, en effet, un cheptel bovin imposant, dont le nombre de têtes s'élève à près de 7 millions et un

cheptel porcin de plus d'un million d'animaux. Elle nourrit, en outre, 300.000 moutons et 3.000 chevaux. Certes, il ne faut pas songer à transporter par mer le bétail vivant, surtout lorsqu'il s'agit de colonies qui, comme Madagascar, sont très éloignées de la Métropole. Les animaux de boucherie, en général, supportent assez mal les longues traversées et y perdent une notable partie de leur poids.

Deux solutions restent alors en présence : le transport des viandes abattues et frigorifiées — ou leur traitement sur place en vue d'en faciliter l'exportation sous forme de conserves. Les deux procédés sont employés concurremment aujourd'hui ; le premier nécessite une certaine sélection du bétail que l'on doit choisir gras de préférence, afin d'éviter que la viande se dessèche à l'air pendant la traversée. Il exige, en outre, une flotte nombreuse et munie d'un outillage approprié. Or, Madagascar, à elle seule, pourrait fournir à la France annuellement 7.000 tonnes de viandes frigorifiées.

Quant à l'industrie des conserves de viandes, elle paraît facile à réaliser sur place, par suite de la possibilité d'utiliser des viandes de qualités moyennes.

Les usines sont nombreuses dans l'île, les unes préparant des viandes frigorifiées, les autres des viandes de conserve. Les capitaux français pourraient, ici encore, s'employer utilement pour assurer à ces industries toute l'extension désirable, notamment dans la région sud de Madagascar qui, bien que très riche en bétail, ne peut, par suite du manque de débouchés, tirer parti de ses richesses.

Le problème se présente donc sous un double aspect : d'une part développer l'élevage et de l'autre multiplier les industries spécialisées dans le traitement des viandes frigorifiées ou de conserve.

Il est d'autres colonies qui possèdent un cheptel nombreux et au premier rang desquelles se place l'Afrique Occidentale Française; le Soudan nourrit, en effet, un grand nombre de bovidés et le commerce d'exportation pourrait éventuellement disposer de plusieurs millions de têtes de bétail.

Il en est de même pour l'Indo-Chine. Le Cambodge compte, à lui seul, un troupeau de 1.200.000 têtes. Le plateau laotien du Tranninh et l'Annam offrent de larges possibilités d'exportation, et une usine de fabrication de conserves fonctionne depuis peu à Benthuy (Annam).

L'élevage, enfin, pourrait être développé en Tunisie, en Algérie — dans la région des Hauts Plateaux — et au Maroc. Bien que l'Afrique du Nord soit relativement peu éloignée de la Métropole, le transport du bétail sur pied est impossible. Il ne saurait s'agir que de viande abattue et réfrigérée pendant la traversée.

Nos possessions seraient appelées ainsi à se spécialiser, les plus éloignées fabriquant des conserves, les plus proches, au contraire, se livrant à la préparation des viandes frigorifiées. Elles sont, d'ailleurs, en mesure, dès à présent, de nous fournir, par l'extension de leurs exportations, un précieux tribut qui libérera la France des lourdes charges pécuniaires résultant pour elle de l'importation des viandes américaines.

§ 2. *Cuir et Peaux.*

Les colonies françaises ont, dans la période 1913-1919, accru le chiffre de leurs exportations dans des proportions satisfaisantes et l'ont élevé de 552 à 1.442 quintaux métriques.

Madagascar est notre principal fournisseur et ses envois en 1913, à destination de la France, atteignaient 8.000 tonnes de cuirs et peaux.

L'Afrique Occidentale Française, malgré l'épidémie récente de peste bovine qui a diminué notablement son cheptel, n'en a pas moins expédié à la Métropole pour plus de 3.000 tonnes de cuirs et peaux en 1918.

Quant à l'Indo-Chine, ses exportations s'élèvent annuellement à 2.000 tonnes, et ce chiffre serait largement dépassé s'il existait dans la colonie des moyens de transport suffisants pour assurer une livraison régulière des peaux du Laos et du Yunnan.

La Guyane, la Nouvelle-Calédonie, l'Afrique Equatoriale Française et les Antilles présentent aussi d'abondantes disponibilités, mais les procédés employés pour le traitement des peaux sont encore trop primitifs.

Les gouvernements respectifs de ces diverses colonies doivent veiller, avec le plus grand soin, à l'amélioration des procédés de préparation et de conservation des peaux, et ils donneront ainsi aux indigènes la faculté de tirer de cette industrie tout le profit qu'ils en attendent.

§ 3. *Poissons de mer.*

Les importations coloniales, en 1919, sont sensiblement, en quantités et en valeur, du double des importations étrangères. Cette proportion est relativement peu satisfaisante, si l'on songe que le produit de nos pêcheries devrait nous permettre de ne plus recourir à l'étranger.

L'organisation méthodique de la pêche coloniale est toute récente, et ce n'est qu'en 1918 qu'un mouvement considé-

nable s'est fait jour pour exploiter les richesses des mers lointaines.

Les résultats obtenus depuis cette époque sont satisfaisants. Les pêcheurs bretons ne se contentent pas, en effet, de sillonner les côtes de l'Algérie et du Maroc; ils descendent jusqu'à hauteur de l'Afrique Occidentale Française, où ils se livrent à la pêche de la langouste royale. En 1919, malgré le petit nombre de pêcheurs et de bateaux, l'importation en France de ces langoustes atteignait 161 tonnes.

Il convient de mentionner, en outre, l'existence, dans l'Afrique Occidentale Française, de plusieurs sociétés en plein fonctionnement et dont le but est la préparation du poisson salé, séché et fumé, qui est ensuite exporté.

En Afrique Equatoriale Française se constituent de nouvelles entreprises disposant de nombreux capitaux et qui exploiteront les richesses marines de la colonie.

L'Indo-Chine, enfin, présente pour la pêche des ressources inépuisables. Le grand lac du Cambodge est un vivier très poissonneux dont il serait possible de tirer le meilleur parti, à condition toutefois — et c'est là une remarque commune à toutes nos possessions d'outre-mer — que l'on procède scientifiquement et que l'on détermine par des études appropriées, les conditions exactes de rendement maximum. C'est dans cette voie que se sont engagés les Norvégiens qui, grâce à l'organisation d'un service spécial de renseignements et de recherches, ont obtenu d'excellents résultats.

SECTION III

PRODUITS MINÉRAUX

§ 1. *Les Houilles.*

Les dévastations causées par les Allemands dans nos mines du Nord et du Pas-de-Calais qui, pour de longues années encore, seront partiellement inutilisables, nous ont obligés à faire appel à l'étranger dans une proportion telle que nos importations atteignaient en 1919 un chiffre de 220.998.250 quintaux métriques, représentant une valeur de 2 milliards 969.914.160 francs.

Or, les ruines accumulées par l'ennemi n'étaient nullement d'ordre militaire et il s'agissait bien d'une destruction voulue, opérée uniquement pour supprimer la concurrence que le bassin français constituait pour le bassin westphalien. 220 fosses, en effet, ont été ruinées et inondées, toutes les installations du jour ont été détruites. Une production de 20 millions de tonnes, soit 50 % de la production nationale, a été retirée à la France et sans parler du sort de cette population de 100.000 mineurs obligée d'émigrer dans d'autres régions pour échapper au chômage, le dommage matériel s'est élevé à plus de 2 milliards.

La paix est venue et le traité nous a autorisé à exploiter, pendant quinze ans, à notre profit, le bassin de la Sarre.

Il nous reste, cependant, à combler par nous-mêmes le déficit de notre production. Pourrons-nous recevoir de nos colonies un secours appréciable? Telle est la question qui se pose. Le tribut que nous payons à l'étranger est très lourd, mais nos possessions lointaines ne contribueront que pour une faible part à l'alléger, car nombre d'entre elles sont dépourvues de combustibles minéraux. Les chiffres de leurs

exportations à destination de la France sont dérisoires et atteignent péniblement quelques centaines de quintaux métriques.

Il existe en Algérie des gisements de houille et de lignite, mais ils sont de faible importance. La qualité en est assez médiocre et les ressources en combustibles minéraux des provinces d'Oran et de Constantine ne semblent pas destinées à un grand avenir.

Madagascar, par contre, possède de riches gisements qui sont encore, pour la plupart, inexploités par suite du défaut d'outillage et de la pénurie des moyens de transport. Le manque de capitaux se fait ici très cruellement sentir.

En Nouvelle-Calédonie, l'on trouve toutes les variétés de charbons, mais il est difficile de les exploiter rationnellement par suite de l'irrégularité des couches qui rend l'exploitation très pénible. La houille fournit cependant un bon coke utilisé pour la métallurgie dans les hauts fourneaux qui traitent les mattes de nickel.

En Indo-Chine, les concessions accordées sont nombreuses, particulièrement dans l'Annam et au Tonkin. Le principal centre de l'Annam, situé à Vinh-Phuoc, extrait de la houille dont la qualité est excellente pour les besoins de la métallurgie et qui, par suite de la proximité de Thourane, trouve des débouchés faciles. L'importance de ce seul gisement, est évalué à 5 milliards de tonnes, mais l'exploitation n'en est encore que partielle.

Le sous-sol du Tonkin renferme de notables ressources en combustibles minéraux dans la région de Hongay. Celle-ci est exploitée en concession par la « Société des Charbonnages du Tonkin », qui a extrait plus de 500.000 tonnes en 1918. La région de Dong Trieu a pris, elle aussi, pendant la

guerre, une extension inespérée à la suite de l'installation d'une grosse entreprise, la « Société des Charbonnages de Dong Trieu », qui, datant de 1915 seulement, n'en a pas moins déjà donné un rendement satisfaisant. La concession, au surplus, est très étendue et son tonnage en anthracite peut être évalué à 150.000.000 de tonnes.

En dehors de ces deux gisements principaux, il n'est pas sans intérêt de signaler quelques bassins de moindre importance dans les régions de Yen Bay, Nong Son, Lao Kay, Sontay. L'exploitation n'en est encore qu'à l'état embryonnaire et leur mise en valeur dépend surtout de la construction des voies ferrées qui, assurant des communications faciles avec la côte, favoriseront l'exportation.

Le problème des transports est intimement lié à celui de la main-d'œuvre qui doit être nombreuse et expérimentée, et dont la pénurie se fait souvent cruellement sentir dans les régions minières.

Il importe, enfin, de ne pas entreprendre de nouvelles exploitations sans s'être entouré de toutes les précautions indispensables pour en assurer le succès et de faire appel, dans ce but, à des techniciens de talent chargés de déterminer les conditions dans lesquelles la mise en valeur des gisements serait entreprise avec avantage.

Il semble résulter de ces diverses observations que nous ne pourrions attendre de nos colonies les ressources nécessaires à notre ravitaillement en charbon que dans un avenir très éloigné, et il est souhaitable que la houille blanche, par la multiplicité de ses applications, vienne heureusement compenser dans une certaine mesure notre déficit en combustible.

§ 2. *Métaux et minerais divers.*

Cette rubrique comprend les produits suivants : cuivre, nickel, chrome, cobalt, étain, zinc, plomb, or et, en général, tous les minerais autres que la houille. Nous n'étudierons que ceux d'entre eux qui présentent un certain intérêt pour le commerce extérieur de la France et dont l'importation aurait pour effet d'améliorer sensiblement sa situation économique.

a) *Cuivre.*

Nos colonies renferment de très importants gisements de cuivre, mais, pour la plupart, l'exploitation n'est encore qu'à l'état d'ébauche. La Côte d'Ivoire, le Congo et Madagascar en possèdent d'abondantes réserves qui sont, en grande partie ignorées des indigènes eux-mêmes.

L'Indo-Chine est plus favorisée à ce point de vue, et les naturels du pays se livrent à l'extraction du cuivre au Tonkin et dans l'Annam mais les méthodes employées sont encore insuffisamment perfectionnées, et n'assurent pas à ces colonies le rendement qu'une exploitation rationnelle permettrait d'en attendre.

La Nouvelle-Calédonie n'exporte qu'une bien faible quantité de minerai de cuivre, malgré les richesses que renferme son sous-sol.

Il n'est guère, en définitive, que l'Afrique du Nord qui ait su tirer parti de ses nombreux gisements. Une exception, cependant, doit être faite pour la Tunisie qui a été à peine explorée et où les travaux de prospection indispensables n'ont jamais été entrepris.

En Algérie, les provinces de Constantine, d'Alger et d'Oran

produisaient, en 1911, près de 5.000 tonnes de cuivre, mais un concours de circonstances défavorables réduisait, en 1912, cette production à 300 tonnes. La faute initiale a consisté, dans ces régions, à exploiter les différentes mines sans se livrer au préalable à la recherche des emplacements où le minerai était à la fois riche et abondant, ce qui a entraîné, dans certains cas, des dépenses inutiles et improductives.

b) *Nickel.*

A part quelques gisements de faible importance en Algérie, au Tonkin et à Madagascar, il n'existe de grandes réserves de nickel qu'en Nouvelle-Calédonie. Le minerai extrait sous forme de « garniérite » est transformé sur place en matte et exporté dans le monde entier. La production annuelle est évaluée à 100.000 tonnes.

De nombreuses concessions y ont été accordées et la principale d'entre elles est exploitée par la Société « Le Nickel » qui, après de longs tâtonnements, a réussi à surmonter toutes les difficultés d'outillage et de main-d'œuvre. Elle dispose, au surplus, de nombreux capitaux qui lui permettent de préparer chaque année 4.000 tonnes de « matte » qu'elle destine à l'exportation.

Il est à souhaiter que l'exemple donné par la Nouvelle-Calédonie soit suivi par celles de nos colonies qui n'ont pu encore, malgré les ressources de leur sous-sol, réaliser la mise en valeur de leurs gisements.

c) *Chrome et cobalt.*

La Nouvelle-Calédonie détient en partie le monopole de la production de ces deux minerais.

Le chrome y est exploité par une société française qui a entrepris non seulement l'extraction de la matière première, mais encore sa transformation sur place en ferro-chrome dans une usine hydro-électrique qu'elle vient d'installer avec le concours des capitaux français.

La colonie possède, avec le Canada, les plus riches minerais de fer chromé du monde et sa production annuelle est de 50.000 tonnes environ.

Le cobalt y fait aussi l'objet de petites exploitations et l'exportation annuelle atteint 3.000 tonnes.

d) *Zinc et étain.*

Le zinc existe, en nombreux gisements, dans l'Afrique du Nord, et les régions de Soukâhras et Tebessa en Algérie notamment, produisent ce minerai en abondance. Toute l'Algérie, d'ailleurs, est riche en zinc et la province de Constantine est, à ce point de vue, aussi favorisée que celles de Bougie, d'Oran ou d'Alger.

Tous ces gîtes, cependant, ne sont pas exploités. Il est encore bien des ressources insoupçonnées et dont la mise en valeur augmenterait considérablement la production qui, en 1912 s'élevait à 84.500 tonnes.

La Tunisie, dont les exportations de zinc n'étaient que de 4.000 tonnes en 1893, a vu sa production brute passer à 71.000 tonnes à la veille de la guerre. Un grave problème qui, pendant de longues années, a paralysé l'extraction fut celui des voies de communication. Celles-ci, pratiquement inexistantes, empêchaient par là même tout commerce d'exportation. La difficulté a été résolue aujourd'hui.

Des gisements de zinc encore inexploités ont été signalés

et prospectés au Tonkin, qui renferme du minerai de blende et de la calamine, dans l'Annam, à Madagascar, au Congo et en Nouvelle-Calédonie, mais il s'agit là de richesses en puissance dont on n'a pu tirer parti par suite du défaut d'outillage et de voies de communication.

Il en est de même pour l'étain dont les gisements de Madagascar et du Congo ne sont encore exploités que par des procédés rudimentaires, et il n'est guère qu'au Tonkin où la production organisée rationnellement dans les mines de « Pia Ouac » soit passée, dans la période de 1913-1920, de 208 tonnes à 604 tonnes de métal.

e) *Plomb.*

L'Afrique du Nord compte un grand nombre de gisements de plomb. En Algérie, il en existe quelques exploitations dans les provinces d'Oran et d'Alger, mais la région de Constantine est plus riche encore et la production algérienne a quadruplé en l'espace de dix années, pendant la période 1902-1912.

La production tunisienne, elle aussi, est en progression et elle a passé de 6.000 tonnes en 1900, à 54.000 tonnes en 1912. La mise en valeur des gisements n'est encore que partielle et pourrait être plus rémunératrice.

Madagascar, l'Indo-Chine et la Nouvelle-Calédonie renferment dans leur sous-sol d'énormes amas de minerai de plomb, mais les indigènes ne savent en tirer qu'un faible parti par suite des procédés d'extraction trop primitifs qu'ils emploient.

f) *L'or.*

La Guyane est le grand pays producteur de l'or et les

placers de l'Inini contiennent des filons dont l'exploitation se poursuit méthodiquement. Il est possible aujourd'hui, grâce à l'emploi de la drague à or de l'ingénieur Levat, de traiter les alluvions à faible teneur, celle-ci, par ailleurs, étant très variable suivant les régions et oscillant de 3 à 300 grammes à la tonne.

L'extraction de l'or, bien qu'ayant pris une certaine extension, se trouve encore paralysée par la pénurie de main-d'œuvre et l'absence presque complète de voies de communication. La production annuelle moyenne n'en atteint pas moins, en Guyane, près de 6.000 kilogrammes.

Les gisements d'or constituent aussi l'une des principales ressources de Madagascar, et ce minerai y existe à l'état de sables alluvionnaires dans les provinces de Diego-Suarez, Majunga et Tananarive. La teneur moyenne est assez faible et ne dépasse guère 5 grammes à la tonne. La production, en baisse depuis quelques années, est passée de 1.450 kilogrammes en 1909 à 643 kilogrammes en 1918. Cette chute doit être attribuée en partie à l'état d'esprit des naturels du pays qui préfèrent se livrer à des opérations moins fructueuses, mais plus sûres et plus faciles, telles que la production du graphite par exemple.

L'Indo-Chine et l'Afrique Occidentale Française possèdent, enfin, des gisements importants, mais les exportations n'atteignent encore annuellement que quelques centaines de kilogrammes, en raison des procédés rudimentaires de lavage et de séparation employés par les indigènes.

g) Métaux et minerais divers.

En dehors des métaux et minerais précédemment énumérés pour lesquels nous sommes encore tributaires de l'étranger,

il en est d'autres dont les colonies auraient aussi avantage à intensifier la production en raison de la facilité avec laquelle elles pourraient les exploiter en vue d'une exportation éventuelle. Ce sont *le fer*, dont les gisements abondent au Tonkin, à Madagascar, dans l'Afrique Occidentale Française, au Congo et en Nouvelle-Calédonie; *le graphite*, dont les exportations se sont notablement accrues en Indo-Chine et à Madagascar; *le manganèse* exploité au Tonkin et dans l'Annam, au Congo et en Nouvelle-Calédonie; *l'argent*, qui est l'une des grandes ressources de l'Algérie et de l'Afrique Occidentale Française, mais dont l'exploitation est à peine entreprise par les indigènes.

Il est enfin d'autres produits minéraux qui constituent, pour notre domaine colonial des richesses de premier ordre et parmi ceux-ci nous ferons une mention spéciale aux *phosphates* dont la production pour la seule Tunisie atteint 34 % de la production mondiale. Les exploitations de la région de Gafsa ne datent, cependant, que de 1900, mais leur développement a été remarquable, grâce à l'activité des Sociétés phosphatières qui ont entrepris des travaux considérables sur les gisements mêmes et dans le port de Sfax pour faciliter les exportations.

L'Algérie, malgré l'importance de ses concessions, n'a obtenu qu'un rendement bien inférieur qui n'atteint que 420.000 tonnes par an, contre 2.300.000 tonnes pour la Tunisie.

Sans nous appesantir plus longuement sur les autres productions des possessions françaises d'outre-mer, il nous suffira de retenir ici le précieux appoint que celles-ci peuvent nous fournir au lendemain de la guerre. Elles doivent con-

tribuer, dans une très large mesure, au relèvement économique de la Métropole, mais il faut pour cela leur en assurer les moyens.

Il est incontestable, en effet, que la base essentielle d'un retour à des conditions économiques normales est la mise en valeur intégrale de nos colonies. Certes, il serait injuste de méconnaître les louables efforts consentis dès avant 1914 par les pouvoirs publics et par les colons, pour assurer à notre domaine colonial une prospérité grandissante. Les résultats de ces initiatives ont répondu à l'attente générale, et ils peuvent se concrétiser, pour l'année 1913, dans les chiffres énoncés au tableau suivant :

Colonies françaises	Importations	Exportations
	valeur en francs	valeur en francs
Afrique Occidentale Française....	151.574 300	126.143 852
Afrique Equatoriale Française....	21.181.768	36.665.037
Réunion	24.934.943	16 592.290
Madagascar.....	46.747.486	56 054.377
Somalis	33.916.843	47 704.148
Inde Française.....	10 837 115	43.720.095
Indo-Chine.....	305.332 158	345.259.253
Saint-Pierre et Miquelon	4 356.745	6.201.798
Guadeloupe	20 174.930	18.237 489
Martinique	22 144.315	28 896 814
Guyane Française	12.494.765	12.222 537
Nouvelle-Calédonie....	17.707.916	15 838 405
Océanie Française.....	9.030 474	11.554.507
	680.433.728	765.140 602
Afrique du Nord (1)		
Algérie	667.303 000	501.169 000
Tunisie.....	144 254.678	178 663.605
Totaux	1.491.254 678	1.444 973 207

Bien que le trafic commercial de nos colonies paraisse très appréciable, nous n'en restons pas moins convaincus qu'el-

(1) Les tableaux des importations et exportations du Maroc n'ont été dressés que depuis 1915.

les peuvent faire davantage encore en produisant toutes les matières premières pour lesquelles nous sommes trop longtemps restés tributaires de nos voisins ou de nos ennemis, et en fournissant à notre industrie une aide efficace lui permettant de lutter avantageusement avec ses concurrentes étrangères. Il importe donc, en présence de ces richesses coloniales nombreuses, mais à peine exploitées, d'étudier la manière de les mettre en œuvre, et de leur assurer le maximum de rendement.

CHAPITRE II

Comment développer notre agriculture coloniale ?

L'effort que nous devons nous imposer pour faire face, grâce aux importations coloniales, à tous les besoins de la Métropole, ne semble pas très considérable, à n'envisager, toutefois, que les produits alimentaires.

Tout dépend, en définitive, de la superficie des surfaces cultivées, et il suffit de déterminer dans quelle mesure il faut augmenter cette superficie pour produire outre-mer sur terre française ce que nous importions avant la guerre.

Un tableau a été dressé (1), que nous reproduisons ci-après et qui établit que, pour obtenir une telle production, il faudrait cultiver environ un million d'hectares. Or, ce chiffre est infime auprès de celui des terres cultivées en France et qui atteint 25 millions d'hectares. Notre empire colonial étant vingt fois grand comme la France, il est incontestable que l'on pourrait aisément mettre en valeur les surfaces encore incultes, et que toutes les difficultés d'exploitation seraient facilement aplanies.

(1) Conférence coloniale instituée par M. Maginot, Ministre des Colonies, Juillet 1917, page 125. (Statistiques de 1913.)

*Surfaces à cultiver pour nous passer
des importations étrangères*

Produits	Production totale	Production à l'hectare	Hectares à cultiver
	en tonnes	en kilogs	
Maïs.....	590 000	3 000	197.000
Riz.....	262 000	2.000	131.000
Manioc.....	20 000	6 000	6 500
Café.....	115.000	500	230 000
Cacao.....	29.000	600	50 000
Arachides.....	493.000	2.000	246 000
Sucre.....	115.000	4.000	29.000
Amandes de palme.....	30 000	1 000	30.000
Huile.....	15.780	1 000	15 000
Légumes.....	34.000	1.000	34.000
Caoutchouc.....	15.000	400	37 000
Total.....			1 005.000

La situation des colonies françaises en 1918 était la suivante : à part l'Afrique du Nord où l'effort réalisé avait été vraiment sérieux, il n'y avait pas dans nos possessions d'outre-mer plus de 3 à 400 entreprises agricoles françaises, et l'étendue cultivée par elles représentait une superficie de 50.000 hectares.

Partout ailleurs, la culture était laissée aux soins de l'indigène qui l'effectuait à l'aide des moyens les plus primitifs. Aussi, la production n'atteignait-elle que la dixième partie environ de ce qu'elle aurait pu être si les planteurs européens avaient prêché d'exemple et stimulé l'activité des indigènes par l'emploi d'un matériel plus perfectionné et la recherche de débouchés plus larges pour les produits de leurs récoltes.

Le développement de l'agriculture coloniale a été paralysé, jusqu'à ce jour, par le défaut de méthode. Aucun programme général n'a encore été établi, ni pour la totalité de nos pos-

sessions, ni pour chacune d'entre elles en particulier. Presque partout, nous avons improvisé et les résultats ont été déplorables.

SECTION I

QUELLES SONT LES CULTURES INDIGÈNES A ENCOURAGER ?

Il est une règle universellement admise dans les industries modernes : c'est le principe de la « division du travail ». Par suite de la complexité des tâches, l'ouvrier ne peut s'adonner indifféremment à tel ou tel travail ; il doit se spécialiser, dans son propre intérêt d'abord, car le fonctionnement d'une machine exige une connaissance approfondie de tous ses organes — et dans l'intérêt de la production, car l'expérience a prouvé que le rendement était bien supérieur dans les usines où était pratiquée cette division des tâches.

Ce principe fondamental pourrait être, toutes proportions gardées, appliqué avec avantage à notre agriculture coloniale. La France réclame instamment de ses colonies qu'elles lui fournissent dans le moindre délai la plus grande somme possible des produits principaux dont elle a besoin. Or, comment donner pratiquement satisfaction à ces légitimes revendications ?

Par suite de son étendue et de la dispersion de ses diverses parties dans le monde entier, notre domaine colonial ne saurait prétendre à l'uniformité. La nature, le climat, la constitution du sol et du sous-sol, la tradition indigène, enfin, semblent prédestiner chacune de nos possessions à certaines productions pour lesquelles elles sont particulièrement aptes, et sur l'augmentation desquelles doivent porter tous leurs efforts.

Ce n'est pas là recommander la monoculture. L'expérience en a montré les dangers et il suffit d'une mauvaise récolte pour que toute une région soit réduite à la famine et à la misère, puisque par hypothèse elle ne possède aucun succédané lui permettant de compenser le déficit de sa production.

Sous prétexte d'éviter un écueil, il ne faudrait pas cependant tomber dans l'excès inverse et obliger nos colonies — quels que soient leur climat ou la composition chimique de leur sol et de leur sous-sol — à se livrer à des essais et à des expériences portant sur un grand nombre de cultures, alors que tout s'oppose à leur développement. Certes, la colonisation privée sera toujours libre de porter ses efforts sur tel ou tel produit dont elle essaiera de tirer le profit maximum, mais l'autorité publique, qui veille à la prospérité de notre domaine colonial, encouragera chacune de nos possessions à s'adonner de préférence à la culture intensive des quelques denrées qu'elle est le plus apte à fournir. C'est ainsi que l'Afrique Equatoriale portera ses efforts sur la production des oléagineux et l'exploitation des bois, Madagascar sur les viandes et les minerais, les Antilles sur le sucre et le café, l'Afrique Occidentale enfin sur les graines oléagineuses, le coton, les bois et le cacao.

Il ne saurait, au surplus, s'agir ici d'une préoccupation égoïste de la Métropole, et l'on ne peut reprocher à celle-ci d'agir exclusivement dans son intérêt. Sans doute, le marché français y trouverait son compte par suite de l'augmentation en quantité et en qualité des denrées ou matières premières dont il serait abondamment approvisionné, mais les colonies elles-mêmes bénéficieraient de cette situation par l'accroissement des revenus qu'elles tireraient d'une production multipliée. Rien n'empêchera, d'ailleurs, les indigènes d'em-

ployer les nouveaux gains ainsi réalisés au développement d'autres cultures qu'ils jugeront susceptibles d'une certaine extension.

Cette méthode a rallié les suffrages de la grande majorité des agriculteurs coloniaux, et elle a été préconisée tout récemment par la Commission de production de la Section de l'Indo-Chine, réunie à l'instigation de l'Union coloniale française et qui a présenté au ministre des Colonies, en 1919, un programme de mise en valeur de notre riche colonie asiatique. La Commission s'est bornée, en effet, à l'étude des cultures susceptibles de mettre en œuvre la collaboration des populations indigènes et des capitalistes français.

Les cultures envisagées ont été celles du riz et du coton. La Commission a estimé, tout d'abord, qu'il était possible d'augmenter la production et la qualité du riz par la sélection des semences, l'amélioration des procédés de culture et l'exécution de travaux d'irrigation, de canalisation et de protection des terres à riz contre les crues.

Les vœux émis ont été les suivants (1) :

- a) Assurer aux organes d'études, d'expériences et de production des semences des moyens d'action permanents;
- b) Créer des Sociétés commerciales pour la production et la vente des semences sélectionnées, sous le contrôle technique de l'administration;
- c) Un autre moyen d'accroître la production consisterait

(1) Indo-Chine, Madagascar, Côte des Somalis. Esquisse d'un programme de mise en valeur. (Union Coloniale Française, 1920), pages 54 et ss.

dans l'emploi des « fumures », et il importe que la question des rendements agricoles par l'adaptation à chaque nature de terrain des engrais nécessaires soit mise à l'étude d'une façon complète;

d) Il conviendrait d'utiliser l'outillage mécanique pour la culture des terres nouvelles qui pourraient être conquises à la suite des grands travaux de drainage et de canalisation, et il serait urgent à ce propos d'étudier la question du remembrement de la propriété indigène trop morcelée, en vue de rendre possible l'emploi de l'outillage de mécanoculture. Il y aurait intérêt à favoriser aussi la constitution de syndicats agricoles ou de coopératives indigènes;

e) En ce qui concerne les grands travaux (protection des terres, drainage, irrigations, canalisations), à l'exécution desquels est subordonné le développement de la production indigène, l'Etat doit seul s'en charger et les réaliser dans le plus bref délai;

f) Tout terrain susceptible d'être mis en culture rizicole doit être réservé afin de répondre aux désirs et aux nécessités d'extension de la rizière indigène, de manière à favoriser l'augmentation de la population, à l'exception de certaines terres qui seraient conquises à la suite des grands travaux projetés, lesquelles pourraient être cédées à bail emphytéotique en vue d'y créer de grandes entreprises utilisant la motoculture.

La Commission formula ensuite certaines observations relatives à la culture du « coton » en Indo-Chine :

a) Des essais en grand devraient être entrepris pour permettre l'extension des cultures cotonnières;

b) Il conviendrait de ne tenter ces entreprises que dans les régions peuplées. La culture du coton étant une culture pauvre dont le revenu ne pourrait dépasser en moyenne 400 à 500 francs l'hectare, si on l'entreprend dans des régions peu peuplées, il serait indispensable de mettre en œuvre des capitaux importants qui ne pourraient trouver une rémunération suffisante;

c) La Commission conseille que, dans les régions où l'on cultive le coton soit appliqué le procédé en usage à Java, c'est-à-dire la passation avec les indigènes de contrats de location de terres et louage de travail par l'intermédiaire de l'administration. Les contractants s'engageraient à cultiver leurs terres selon les méthodes recommandées et à n'employer que les semences qui leur seraient fournies, d'où surveillance plus facile des cultures et obtention de rendements supérieurs;

d) Mais il est nécessaire pour la généralisation de cette pratique que l'administration locale collabore avec les indigènes et il serait souhaitable que les fonctionnaires chargés d'appliquer les méthodes préconisées fassent des voyages d'études dans les pays où ils pourront tirer parti des expériences entreprises — à Java ou dans l'Inde anglaise, par exemple —; qu'à leur retour, ils soient maintenus le plus longtemps possible dans le même poste et que l'on tienne compte, pour leur avancement, de l'action qu'ils auront exercée et des résultats qu'ils auront obtenus auprès des indigènes.

Ce programme de mise en valeur rationnelle de nos richesses agricoles a été soumis au ministre des Colonies, et sa

réalisation procurerait à l'Indo-Chine une production surabondante.

La Commission n'aborde pas dans ses travaux préparatoires l'étude des autres cultures. Il n'en résulte pas que celles-ci ne soient pas susceptibles, dans la colonie, d'un certain développement et qu'il ne faille pas encourager au même titre la production de matières premières telles que le caoutchouc, la soie et les minerais qui pourraient exercer la plus heureuse influence sur l'approvisionnement du marché métropolitain.

La division du travail que nous préconisons n'exclut donc pas la possibilité de cultures très variées, mais nous entendons que celles-ci ne soient entreprises que là où les conditions locales en favorisent le développement.

Or, nous ne pourrions intensifier la production agricole dans chacune de nos possessions que dans la mesure où nous disposerons d'une abondante main-d'œuvre.

SECTION II

COMMENT ASSURER A NOS COLONS LA MAIN-D'ŒUVRE NÉCESSAIRE
ET INITIER LES INDIGÈNES AUX NOUVELLES MÉTHODES DE
CULTURE?

Notre population d'outre-mer est d'environ 40 millions d'individus, et il n'est pas exagéré d'admettre que le quart au moins pourrait être employé au travail de la terre. Mais les moyens de culture dont disposent les indigènes étant encore assez rudimentaires, les surfaces sultivées ne comprennent guère plus de 5 millions d'hectares, alors que, grâce à des moyens perfectionnés, la superficie arable pourrait atteindre de 30 à 40 millions d'hectares.

Certes, le problème de la main-d'œuvre se pose aux colonies comme en Europe, mais il ne faut pas s'en inquiéter outre mesure, par suite de l'effort limité que nous demandons à nos possessions et qui consiste à nous fournir les matières premières dont nous avons besoin sur nos marchés. La quantité de main-d'œuvre nécessaire pour réaliser ce surcroît de production ne serait pas considérable : un ou deux millions d'ouvriers tout au plus suffiraient.

Cette main-d'œuvre, il est vrai, n'est pas formée, et c'est là le point délicat. Le rendement de son travail est insuffisant pour de multiples raisons : influence du climat, tares physiques diverses, emploi d'outillage trop primitif et défaut d'éducation professionnelle.

Il est une région notamment où, par suite de l'insalubrité du climat, le problème de la main-d'œuvre se présente sous un aspect angoissant c'est l'Afrique Equatoriale et Tropicale, au sein de laquelle sévit la maladie du sommeil dont on n'a pu encore, jusqu'à ce jour, enrayer la marche envahissante.

En 1917, d'autre part, les diverses sections géographiques de la Conférence coloniale ont préconisé la lutte contre la variole, la syphilis, la lèpre et la tuberculose. Un vaste programme a été dressé concernant les soins médicaux à donner aux indigènes, les grands travaux à réaliser pour l'adduction des eaux potables et l'assainissement des villes, la création de dispensaires et d'hôpitaux munis de tous les perfectionnements modernes et enfin le recrutement d'un personnel médical et infirmier présentant toutes garanties de savoir et d'expérience.

Le problème de la main-d'œuvre n'est, en définitive, nullement insoluble. Certes, il ne présente pas toujours une

solution identique quels que soient les cas envisagés, mais il s'agit plutôt ici d'une question de lieu et d'espèce. Parfois il sera possible de trouver sur place les ouvriers que nous cherchons. Souvent, au contraire, il faudra recourir à la collaboration des administrations locales et du gouvernement central, qui seule pourra résoudre la difficulté du recrutement indigène en organisant scientifiquement l'immigration régulière et même saisonnière de travailleurs spécialisés. Cette méthode a été employée avec succès dans l'Amérique Centrale, en Argentine et au Brésil.

La rareté de la main-d'œuvre fut longtemps représentée comme l'obstacle principal au développement économique de Madagascar. Là n'est pas cependant le véritable obstacle, et les travailleurs disponibles suffiraient s'ils étaient bien utilisés. Ils le sont malheureusement fort mal. Cette constatation, d'ailleurs, n'est pas spéciale à Madagascar, et l'on peut affirmer de façon générale que nos colonies souffrent moins d'une pénurie de bras que du défaut d'utilisation rationnelle de leur main-d'œuvre.

On s'est trop contenté jusqu'ici d'exploiter dans nos possessions d'outre-mer les produits de cueillette tels que les fournissait la nature. On a trop négligé de perfectionner les procédés de cultures indigènes et d'y apporter les modifications susceptibles d'améliorer les espèces et d'augmenter les rendements.

L'éducation agricole de l'indigène devrait constituer l'une des principales préoccupations de l'administration et l'action de celle-ci pourrait être décisive. Il importe, en effet, de créer dans nos colonies des Ecoles professionnelles agricoles très nombreuses, capables de fournir aux divers services techniques les agents qui leur sont nécessaires, et d'initier

les naturels du pays aux nouvelles méthodes de culture. Les exploitations européennes y trouveraient, au surplus, des surveillants actifs et expérimentés et bénéficieraient ainsi des efforts tentés par l'administration pour donner aux indigènes une première éducation agricole.

Nos colonies souffrent encore d'une mauvaise répartition de la main-d'œuvre qui, très abondante sur certains points, apparaît nettement insuffisante dans d'autres régions. L'administration ne peut se désintéresser de cette situation et elle doit faciliter le recrutement et les déplacements des indigènes en établissant au besoin, à cet effet, une sorte de contrat de travail comportant des modalités rigoureuses et des pénalités sévères en cas de non-observation de ses clauses.

Il est une autre mesure qui donnerait en cette matière des résultats satisfaisants et qui consisterait, de la part des gouvernements locaux, à créer « un service de la colonisation » dont l'objectif essentiel serait de préparer l'expansion de la population autochtone hors des districts surpeuplés et d'en favoriser l'implantation dans les régions qui en sont dépourvus.

Il importe, enfin, pour assurer à ces réformes leur plein effet, de multiplier dans notre domaine colonial les stations de recherche et de sélection des graines, et les laboratoires d'essais dont le nombre est encore trop restreint, tant dans nos possessions que dans la Métropole elle-même.

Nous avons, cependant, déjà quelques réalisations pratiques : le Jardin colonial de Nogent-sur-Marne et l'Ecole supérieure d'Agriculture coloniale — les fermes et écoles et les stations d'essais de Tunisie et d'Algérie — les stations de recherches pour arachides au Sénégal, pour cacaoyers sur la Côte d'Ivoire et pour bananiers en Guinée. Libreville pos-

ède un Jardin colonial, Madagascar des rizeries, l'Indochine des laboratoires pour le riz, le coton et l'hevea. Mais les installations sont encore trop peu nombreuses et leur outillage, faute de crédits, a été insuffisamment perfectionné. Il manque, en outre, la collaboration, dans chaque station, de spécialistes capables de résoudre les problèmes complexes posés par l'exploitation agricole du sol colonial.

Parmi ces spécialistes, il en est dont l'utilité est incontestable pour assurer à notre agriculture un rendement régulier et croissant : ce sont les chefs de culture. Or, ceux-ci ne pourront recevoir une formation complète que par l'enseignement professionnel.

Dans l'Afrique du Nord, un large mouvement s'est dessiné en faveur de la création d'Ecoles indigènes professionnelles et de fermes-écoles, mais, dans les autres colonies, l'enseignement dont il s'agit est encore à l'état embryonnaire, et les pouvoirs publics ne sauraient rester indifférents en face de ce grave problème. Il faut, en effet, de bons ouvriers agricoles pour cultiver, des spécialistes pour traiter sur place les matières premières, des contremaîtres indigènes pour entraîner les équipes locales ; en un mot, l'intensification de l'enseignement professionnel aux colonies doit être l'un des plus pressants soucis de l'administration.

L'exploitation du sol ne peut cependant nous faire oublier celle du sous-sol, dont les richesses contribueraient aussi, pour une large part, à notre relèvement économique.

CHAPITRE II

L'avenir de nos richesses minières

Nombre de matières premières ne sont encore extraites des mines de nos colonies qu'en proportion insuffisante. Elles existent cependant en abondance dans leur sous-sol, mais elles n'en restent pas moins pour la plupart inexploitées. L'étude des possibilités économiques de nos possessions d'outre-mer nous a révélé les richesses minières qu'elles renferment, mais l'outillage primitif employé et le défaut de main-d'œuvre ont été les causes principales de leur faible rendement.

Le superphosphate, que nous produisons avec les phosphates algériens et tunisiens, est tombé de 1.920.000 tonnes en 1913 à 400.000 tonnes en 1916.

Le fer, qui nous vient en grande partie de l'étranger, existe en gisements d'une capacité considérable en Algérie, et notamment dans la région de l'Ouenza, où, par suite de lenteurs administratives, il est encore inexploité.

Le zinc abonde en Indo-Chine, où il est traité sous forme de blende et de calamine. Le cuivre se trouve en quantités appréciables à Madagascar et en Afrique Equatoriale, ainsi que dans l'Afrique du Nord et l'Afrique Occidentale. Le nickel constitue l'une des principales richesses de la Nouvelle-Calédonie, et l'on peut sans conteste affirmer que notre

domaine colonial n'est pas seulement une source de productions agricoles très variées, mais encore une suite de centres miniers importants qui seront pour la Métropole, si toutefois elle sait les mettre en œuvre, des éléments nouveaux de prospérité nationale.

Or, nous avons jusqu'à ce jour appliqué, au cours de notre exploitation, des méthodes surannées. L'outillage perfectionné dont les colonies avaient le plus pressant besoin leur a fait défaut.

D'autre part, les capitalistes, trop timides, n'ont pas offert leur concours à nos industriels et à nos chefs d'entreprise. La main-d'œuvre enfin, très mal répartie bien souvent, n'a pas rendu les services que l'on pouvait en attendre. Il importe de remédier d'urgence à cette situation lamentable; les jeunes ouvriers ne manquent pas cependant aux colonies, mais ils sont à peine formés et il serait désirable que l'on créât dans ce but de multiples écoles professionnelles, d'où sortiraient mineurs, métallurgistes et autres techniciens susceptibles de devenir des ouvriers ou des contremaîtres expérimentés.

La question se pose alors, de savoir dans quelle mesure nos possessions pourront exploiter chez elles les richesses de leur sous-sol. Elles se sont trop contentées jusqu'ici d'extraire pour l'exportation; certes, il existe aux colonies des industries manufacturières, mais elles ne sont encore que d'importance secondaire.

L'Algérie se trouve très déshéritée à cet égard. Exception faite, en effet, de la minoterie qui y est très florissante, il est de nombreux produits qui sont actuellement exportés à l'état brut à l'étranger et qui pourraient être traités sur place avec profit si les capitaux français aidaient à la créa-

tion des usines indispensables. Or, ceux-ci ne viennent que parcimonieusement s'offrir aux colons qui, faute d'argent, doivent renoncer à mener à bien des entreprises appelées pourtant au plus bel avenir. C'est ainsi que pour l'exploitation d'un gisement de sable siliceux dans la région d'Alger, une société avait créé, dans le voisinage, une importante verrerie. Celle-ci, après avoir fonctionné pendant quelque temps, dût fermer ses portes par suite du manque de capitaux. Il serait intéressant de reprendre cette initiative et de faire appel plus largement au concours de la Métropole. Les plantations d'oliviers abondent en Algérie, et cependant les fabriques d'huile d'olive n'y ont encore qu'un développement très relatif.

Il convient de mentionner, en outre, l'existence d'une société dite « Société algérienne des Produits chimiques », qui utilise les richesses phosphatières du sous-sol, et s'est spécialisée dans la fabrication des supersphosphates. Il est à souhaiter que l'exemple soit suivi et que cette initiative isolée marque pour l'Algérie les débuts d'une industrialisation progressive.

L'Indo-Chine est, à ce point de vue, plus favorisée. Elle compte, en effet, un grand nombre d'entreprises industrielles au premier rang desquelles nous citerons : la Société des Rizeries de l'Indo-Chine et de l'Extrême-Orient, la Société des Distilleries de l'Indo-Chine, la Société des Ciments Portland artificiels, la Compagnie des Eaux et Electricité, la Société Indo-Chinoise d'Electricité et la Société Cotonnière de l'Indo-Chine. Toutes ces entreprises, munies des derniers perfectionnements, ont pris une rapide extension en raison des nombreux capitaux dont elles disposaient et elles sont actuellement en plein rapport. Lors de la réunion de la Con-

férence coloniale, en 1917, la Section de l'Indo-Chine émettait, d'ailleurs, le vœu suivant :

« La Section,

« Constatant l'existence en Indo-Chine de nombreux et importants produits alimentaires susceptibles de recevoir sur place, soit un commencement d'industrialisation, soit une forme industrielle plus avancée, et même une façon définitive,

« Emet le vœu de voir favoriser le plus rapidement possible la création ou le développement dans la colonie d'établissements de transformation industrielle de ces matières premières. »

Il ne reste donc plus, en Indo-Chine, qu'à parfaire l'œuvre commencée et à diriger l'épargne française vers ces terres lointaines qui, bien que récemment colonisées, n'en sont pas moins appelées à apporter une aide précieuse à l'œuvre de relèvement économique de la mère-patrie.

De ces diverses considérations, il ne résulte pas cependant que l'industrialisation préconisée pour l'Afrique du Nord et l'Indo-Chine doive être avantageusement appliquée aux autres colonies. La création d'établissements manufacturiers ne peut être entreprise que là où les voies de communication sont susceptibles d'assurer à la marchandise transformée un acheminement rapide vers la côte. Or, l'Afrique Equatoriale et l'Afrique Occidentale Française ne possèdent encore qu'un réseau ferré insuffisant et il n'est guère possible, dans ces conditions, d'y instaurer des industries prospères.

Madagascar pourrait, néanmoins, traiter sur place ses

minerais et la Nouvelle-Calédonie aurait intérêt à travailler elle-même son nickel.

L'Afrique du Nord, enfin, ne devrait pas concentrer ses énergies à la seule exploitation de son sous-sol, mais s'efforcer de mettre en valeur chez elle ses richesses minières dont l'importance serait presque doublée par celles du Maroc, qui sont encore à l'état latent.

Pour les autres colonies, la création d'établissements manufacturiers paraît encore prématurée en raison de la pénurie des voies ferrées et du défaut de main-d'œuvre qui, dans certaines d'entre elles, se font cruellement sentir.

Le problème de la main-d'œuvre pourrait au surplus être facilement solutionné. Pendant la guerre, on comptait, en France, près de 60,000 travailleurs coloniaux. Ceux-ci étaient, pour la plupart, employés dans les arsenaux et les usines de guerre. Ils sont devenus, après apprentissage, d'excellents ouvriers, ayant contracté chez nous l'habitude du travail régulier et le goût de l'épargne. Lors de la signature de la paix, ils ont réintégré leurs colonies d'origine et ils y pourront servir de noyau à une nouvelle armée pacifique qui s'efforcera de donner à l'industrie métallurgique, dans nos possessions d'outre-mer, un nouvel essor.

Il est certaines industries métropolitaines qui ne trouvent pas leurs similaires aux colonies. Il importe que, dans leur intérêt même, elles fassent appel aux producteurs indigènes pour se procurer les matières premières dont elles ont besoin. C'est en ce sens que l'on a pu dire qu'il était nécessaire de réaliser l'union entre industriels métropolitains et producteurs coloniaux. Il serait souhaitable qu'ils s'unissent dans les mêmes affaires et constituent ainsi des entreprises prospères capables au besoin de supporter les conséquences

d'une mauvaise fortune passagère et qui trouveraient en elles-mêmes l'utilisation de leurs produits. Pourquoi, par exemple, l'industrie française de la tannerie ne s'intéresserait-elle pas aux plantations de palétuviers de Madagascar et de l'Indo-Chine? Pourquoi de même celle des corps gras n'encouragerait-elle pas les plantations de palmiers et de cocotiers dans les colonies?

Il est intéressant de signaler, à ce propos, l'initiative prise récemment par nos grandes Compagnies de chemins de fer. Celles-ci, ayant un pressant besoin de bois pour remettre en état leurs réseaux, dont quelques-uns avaient été particulièrement touchés par la guerre, ont, d'accord avec le ministère des Colonies, créé un Syndicat d'études chargé tout spécialement de solutionner la question de l'utilisation des bois coloniaux. Elles allèrent plus loin encore dans cette voie et donnèrent mission à des techniciens de se rendre dans les forêts africaines pour classer sur place les différentes espèces de bois et les cataloguer en vue d'une exportation éventuelle. Il y a là, sans nul doute, l'amorce d'un important commerce entre la France et ses colonies, et l'intérêt bien compris de la production métropolitaine devrait inciter nos industriels à généraliser une semblable initiative.

Les fondements mêmes d'une politique coloniale intelligente et rationnelle reposent donc, en définitive, sur la mise en valeur aussi complète que possible des richesses que renferment nos possessions tant dans leur sol que dans leur sous-sol et qui, jusqu'à ce jour, étaient restées trop ignorées. Leur utilisation aurait incontestablement les plus heureux effets sur la situation économique de la France vis-à-vis de l'étranger et, en améliorant son change, réduirait dans une très large mesure le chiffre de sa dette extérieure.

TROISIÈME PARTIE

NOTRE POLITIQUE COLONIALE AU LENDEMAIN DE LA GUERRE ET LES DIFFÉRENTS PROBLÈMES QU'ELLE SOULÈVE

Il ne suffit pas, pour obtenir de nos colonies un rendement satisfaisant, d'en indiquer les possibilités économiques et d'énumérer les nombreux avantages que présenterait pour elles l'exploitation méthodique de leurs ressources; il importe surtout de leur procurer toutes les facilités en notre pouvoir pour réaliser pratiquement la mise en œuvre et le développement de leur agriculture et de leur industrie. Or, ce développement même est en fonction de l'abondance des capitaux dont elles disposeront. Il est inutile, en effet, d'y créer de nombreuses exploitations agricoles et d'y construire de vastes usines, si ces entreprises sont appelées, dans un délai plus ou moins rapproché, à périliter faute de subsides pécuniaires.

C'est, en un mot, le problème du Crédit colonial qui se pose sous toutes ses faces. Nos colonies nous ont aidé, pendant la guerre, à sauvegarder notre patrimoine économique menacé par l'invasion allemande. La dette de reconnaissance que nous avons contractée à leur égard ne saurait être payée que par un appoint financier suffisant pour leur assurer l'outillage indispensable à leur prospérité.

CHAPITRE PREMIER

Le Crédit Colonial

La France peut attirer de nombreux capitaux dans ses colonies, à condition toutefois que les pouvoirs publics eux-mêmes interviennent pour faire l'éducation du capitaliste français et transformer radicalement les méthodes erronées appliquées jusqu'à ce jour par nos banquiers métropolitains.

Les grandes Banques françaises, dès avant la guerre, cherchaient, en effet, la source principale de leurs bénéfices non pas dans des opérations financières ou des participations industrielles, mais dans des émissions de fonds d'Etat « à jet continu ». Il y avait là, pour elles, un avantage appréciable consistant à simplifier les opérations en les multipliant et à bénéficier immédiatement du profit représenté par la commission. C'est ainsi que furent émis nombre d'emprunts d'Etats exotiques qui, une fois lancés, ne présentaient la plupart du temps que des garanties trop peu sérieuses.

Souvent même, les souscripteurs étaient insuffisamment renseignés sur la situation du pays qui, par l'intermédiaire des banques, faisait appel à leurs capitaux.

C'est ainsi que, depuis vingt années, 13 milliards d'argent français furent irrémédiablement perdus en placements à l'étranger. Peut-être les énormes capitaux absorbés par la

Russie et la Turquie ne sont-ils pas engloutis dans le naufrage économique et financier de ces deux nations, mais tous ces milliards eussent été beaucoup mieux employés et d'une manière plus conforme à la fois à l'intérêt national et aux intérêts particuliers, s'ils étaient venus féconder nos entreprises coloniales.

Les établissements de crédit qui, trop souvent, ont dirigé l'épargne de la France vers les placements à l'étranger doivent donc, sans plus tarder, modifier leurs méthodes et se tourner résolument désormais vers nos colonies.

Là ne doit pas se borner leur tâche. Il est indispensable, en effet, qu'ils orientent l'épargne de leurs clients vers les entreprises coloniales et qu'ils transforment progressivement la mentalité de ces innombrables petits rentiers qui gravitent autour d'eux en quête d'un conseil qui leur permettra de réaliser une affaire fructueuse. Ils leur persuaderont sans difficulté que l'argent national est mieux protégé en territoire français, sous la sauvegarde de nos lois et de nos institutions, que dans les pays étrangers qui, par suite de leur éloignement, font courir à notre épargne des risques nombreux, accrus encore par l'impossibilité de sanctions en l'absence desquelles ils pourront impunément violer leurs engagements.

Les crédits que nos capitalistes affecteront ainsi à des entreprises coloniales, loin d'être placés à fonds perdus, seront au contraire pour eux d'un excellent rapport, et ils inciteront les agriculteurs et industriels installés dans les possessions françaises d'outre-mer à développer leurs exploitations et à multiplier leurs échanges avec la Métropole.

Il existe, aux colonies, deux organismes de crédit bien distincts : d'une part, les Banques coloniales et de l'autre les

Sociétés de Crédit agricole. Chacune de ces deux branches d'activité fera, dans notre exposé, l'objet d'une étude spéciale.

SECTION I

LES BANQUES COLONIALES

Si l'emprunt s'impose souvent au commerçant et à l'industriel métropolitains qui, devant faire face à une grosse échéance n'ont pu, par suite de rentrées de fonds tardives, combler le déficit par leurs propres moyens, à plus forte raison apparaît-il souvent comme l'unique espoir de salut à l'importateur et à l'exportateur coloniaux qui, par suite de leur éloignement et des longs délais d'embarquement et de débarquement de leurs marchandises, se trouvent dans une situation des plus précaires. Il leur faut à tout prix trouver du crédit, qu'il s'agisse d'opérations à court terme ou à long terme. Les nombreuses banques de nos colonies leur procureront à ce point de vue toutes facilités de libération. Elles peuvent se classer en deux grands groupes : les Banques d'émission d'une part, qui ne nous intéressant pas directement feront l'objet d'une rapide esquisse, et, d'autre part, les Banques de dépôt et de crédit mobilier ou foncier qui, par leur nombre même, sont appelées à jouer un rôle de premier plan dans la vie économique des colonies françaises.

Les opérations fondamentales des Banques d'émission sont : l'émission, l'escompte et les avances à court terme. Elles présentent cependant un caractère spécial du fait des exigences particulières de leur milieu. C'est ainsi qu'en dehors des opérations ci-dessus énumérées, et dans lesquelles doivent se cantonner exclusivement les Banques d'émission

de la Métropole, il en est d'autres auxquelles s'adonnent les Etablissements de crédit aux colonies : prêts à plus de 90 jours d'échéance, escompte, crédits à découvert, avances sur récoltes ou sur gages « in trust ». Ils peuvent donc, à ce titre, rendre à nos commerçants et industriels les plus grands services, et, sans vouloir étudier ici leur fonctionnement, nous croyons utile, cependant, de leur consacrer une mention toute spéciale.

La Banque de l'Algérie est le plus ancien de nos Etablissements de crédit, et sa création remonte à 1851. En dehors du privilège d'émission dont elle jouit en Algérie et en Tunisie, son papier a cours au Maroc. Elle met, en outre, des subsides importants à la disposition des entreprises locales, grâce aux opérations d'escompte qu'elle consent aux commerçants et aux industriels coloniaux. Elle apporte à l'agriculture une aide efficace par le jeu de ses crédits de campagne qu'elle accorde pour une durée maximum de 9 mois. Par le mécanisme de son compte courant avec le Trésor, elle permet enfin, aux détenteurs de billets algériens, de se procurer dans la colonie des mandats postaux payables en numéraire dans la Métropole.

L'Indo-Chine, dès 1875, possédait elle aussi sa Banque d'émission dont le capital, de 8 millions de francs, passait successivement à 24 millions en 1900 et à 48 millions en 1910. Elle compte actuellement 20 succursales réparties dans nos diverses possessions de l'Indo-Chine Française, dans l'Inde, en Nouvelle-Calédonie, en Océanie et à Djibouti. Ses principales opérations consistent en prêts sur signatures solvables, titres, matières précieuses, avances sur récoltes et marchandises, et son actif en fin 1918 s'élevait à 536 millions de francs contre 407 millions de passif exigible.

Plus récente encore est la Banque de l'Afrique Occidentale, organisée par décret du 29 juin 1901, et qui a étendu son champ d'action à toutes les colonies de l'Afrique Occidentale Française et au Congo. Elle possède aujourd'hui quatre succursales et son capital social est de 10 millions.

Nous mentionnerons, enfin, à titre documentaire, l'existence de certaines autres banques d'émission, dites « les quatre Banques coloniales », dont l'origine remonte à 1848. Elles ont chacune leur zone d'influence bien déterminée et embrassent respectivement la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et la Réunion. Elles sont autorisées à émettre des billets dans la colonie où elles sont établies et peuvent, en outre, au même titre que les établissements des autres possessions, faire des encaissements et paiements, de l'escompte et des avances sur titres, récoltes et warrants. Il leur est interdit, toutefois, de consentir à leurs clients des comptes-courants productifs d'intérêts.

La situation actuelle de ces diverses banques d'émission est la suivante : une loi du 29 décembre 1918 a renouvelé pour 25 années, à dater de 1920, le privilège de la Banque de l'Algérie. Elle a été suivie d'une autre loi du 20 mars 1919 qui a étendu cette mesure aux « quatre Banques coloniales ».

Un second groupe de Sociétés de crédit comprend les Banques de dépôts et de crédit mobilier ou foncier, au premier rang desquelles nous citerons « le Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie » — et « la Compagnie Algérienne » qui, depuis 1877, possède dans la région de Constantine, un domaine de 73.000 hectares loué en majeure partie à des colons français ou à des indigènes. Elle donne à ses fermiers toutes facilités de crédit et leur consent pour les semences de nombreuses avances en nature. Elle a, en outre, créé en

Algérie et en Tunisie treize magasins généraux destinés à recevoir en dépôt les récoltes et réalise ainsi des sortes de prêts sur gages sous forme de warrants, ou des prêts sur marchandises.

C'est en Algérie, enfin, que s'est constitué « le Crédit Algérien », qui s'est spécialisé dans les opérations de prêts aux communes, départements et collectivités publiques.

Complétant cette organisation financière algérienne, existent dans les autres colonies de l'Afrique du Nord « la Banque de Tunisie » et « la Banque Commerciale du Maroc » dont le développement, au lendemain de la guerre, semble devoir s'effectuer sous les plus heureux auspices.

Dans le domaine centre-africain s'est constituée, vers 1910, « la Banque Française de l'Afrique Equatoriale », qui a contribué dans une très large mesure à la prospérité de notre possession du Congo.

La Martinique, la Guadeloupe et la Réunion ont profité, jusqu'en 1907, des prêts hypothécaires fonciers et des prêts communaux consentis par « le Crédit Foncier colonial », société datant de 1860 et dont le but primordial consistait à améliorer et à développer l'industrie sucrière dans les colonies françaises.

Il convient, d'autre part, de mentionner l'initiative de « la Banque Industrielle de Chine » qui, bien qu'ayant son siège en pays étranger, n'a pas craint d'étendre ses opérations à l'Indo-Chine et d'apporter à nos entreprises un concours précieux.

Le Comptoir National d'Escompte de Paris, surtout, a rendu à la cause coloniale les plus grands services ; non content de multiplier ses agences dans la Métropole, il s'installait, dès 1861, à la Réunion et s'établissait ensuite successive-

ment en Indo-Chine, en Tunisie, à Madagascar et au Maroc, y négociant des emprunts, ouvrant de nouvelles succursales, facilitant les ouvertures de crédit et les avances aux agriculteurs et aux commerçants et coopérant même à la création de voies ferrées destinées à assurer à nos colonies une mise en valeur plus complète.

SECTION II

SOCIÉTÉS DE CRÉDIT AGRICOLE

Parallèlement aux banques fonctionnent, dans les colonies françaises, des sociétés de crédit agricole; parmi celles-ci il en est qui s'ouvrent indistinctement aux Européens comme aux indigènes et d'autres, au contraire, qui sont exclusivement réservées aux indigènes. Les sociétés de crédit agricole mutuel appartiennent à la première catégorie, et leur fonctionnement est assuré de la façon suivante dans nos possessions de l'Afrique du Nord :

En Algérie, et à l'instar de ce qui a été fait ailleurs dans la Métropole à l'occasion du renouvellement du privilège de la Banque de France, les avances consenties en 1900 et 1911 par la Banque de l'Algérie au Trésor sont réservées et prêtées sans intérêt à des « Caisses régionales » de crédit agricole mutuel.

Autour de ces Caisses régionales dont la création remonte à l'année 1901 gravitent les « Caisses locales » qui n'existent que grâce au concours des premières, celles-ci leur fournissant les subsides nécessaires à la constitution de leur fonds de roulement. Leur rôle essentiel est d'endosser les effets souscrits par leurs adhérents et d'en faire escompter le montant par la Caisse régionale dont elles dépendent.

Nous n'insisterons pas sur les formalités de constitution de ces caisses, et il nous suffira d'en souligner l'utilité incontestable, accusée d'ailleurs par leur nombre toujours croissant. Les statistiques pour 1916 révélaient en Algérie l'existence de 40 caisses régionales et de 271 caisses locales.

Le Crédit agricole mutuel est organisé sur les mêmes bases en Tunisie et un décret du 25 mai 1905 y prévoit la création de Caisses régionales et locales. Un décret postérieur du 4 juillet 1907 a autorisé, en outre, le développement des Sociétés coopératives agricoles, douées de la personnalité civile et qui sont l'équivalent de nos syndicats agricoles français.

Pour le Maroc, enfin, l'organisation du crédit à l'agriculture est de date toute récente. C'est, en effet, un dahir du 15 janvier 1919 qui a étendu à cette colonie les dispositions précédemment appliquées à l'Algérie et à la Tunisie.

Il existe dans l'Afrique du Nord, à côté de ces sociétés de crédit agricole mutuel, des sociétés dites de « prévoyance, de secours et de prêts mutuels ». Seuls, les indigènes peuvent y adhérer, et c'est là ce qui en fait l'originalité. Une société, seulement, est prévue par commune et elle se recrute exclusivement parmi les cultivateurs du pays qui sont libres d'y adhérer ou non. Les commerçants et industriels en sont exclus. Une cotisation est versée annuellement par tous les sociétaires, mais ils peuvent à leur choix la régler en argent ou en nature.

La société poursuit un double but :

Elle se propose, à titre d'Association charitable, de venir en aide par des secours temporaires aux indigènes, qu'ils soient ouvriers agricoles, propriétaires ou petits cultivateurs

pauvres, en cas de maladies ou d'accidents. Il s'agit là plutôt d'une sorte de contrat d'assurance qui, moyennant le paiement d'une cotisation ou prime généralement très minime, garantit les assurés contre les risques, maladie et invalidité.

Mais ce but altruiste n'est pas le seul que poursuivent ces sociétés indigènes. Elles sont aussi des « Associations de crédit mutuel » qui, par des prêts annuels en argent ou en nature aux « fellahs » leur permettent d'augmenter leurs troupeaux et de développer leurs cultures en perfectionnant leur outillage.

Ces associations peuvent, au surplus, s'entraider en se consentant réciproquement des prêts. Les fonctions de leurs administrateurs sont gratuites et elles ne distribuent aucun dividende. Elles ont rendu les plus grands services aux agriculteurs en leur assurant les capitaux indispensables et en les initiant aux nouvelles méthodes de culture. C'est grâce à leur initiative que l'usage de la charrue française s'est répandu dans nos autres colonies. Elles se sont, d'ailleurs, développées très rapidement, et, en 1918, elles s'étaient à tel point multipliées que leur nombre dépassait 200.

Les ressources dont elles disposent étant cependant assez limitées, il est possible que certains agriculteurs ayant besoin de nombreuses avances ne trouvent pas auprès d'elles le crédit qu'ils en attendent. Ils s'adresseront alors à un organisme plus puissant qui, moyennant un gage hypothécaire, leur consentira des prêts importants. L'Algérie est, à ce point de vue, particulièrement favorisée. Un décret de 1860, en effet, a autorisé le « Crédit Foncier de France » à étendre ses opérations à cette colonie, en stipulant toutefois que les

prêts ne devraient pas excéder le vingtième de ceux faits en France.

En 1880 se constituait, enfin, le « Crédit Foncier et Agricole d'Algérie » qui, en 1909, élargissait son rayon d'action et devenait le « Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie ». Son but était double : effectuer d'une part les principales opérations de banques pratiquées par les autres établissements de crédit, ainsi que des prêts sur marchandises et warrants et, d'autre part, prêter sur hypothèque aux particuliers et aux communes. La société n'acceptait, dans ce cas, comme garantie, que des propriétés présentant un revenu certain et bien souvent, pour assurer le service de ces prêts dont la durée pouvait varier de 1 à 30 ans, elle faisait des appels de fonds au Crédit Foncier de France, dont elle ne servait, en quelque sorte, que de succursale.

Dans les quelques années qui précédèrent la guerre, l'extension du « Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie » fut très rapide. Son capital qui était, en 1908, de 40 millions, passait à 75 millions en 1913 et atteignait 78 millions $\frac{1}{2}$ en 1918. Il compte actuellement 50 agences en Algérie.

La Tunisie avait été autorisée, par décret du 20 juin 1906, à constituer chez elle des « Sociétés de Crédit Foncier » ayant pour objet de faire aux propriétaires d'immeubles immatriculés des avances remboursables par annuités. A la suite du décret, une société de ce genre fut créée, mais elle périclita bientôt et le Crédit Foncier de France vint, quelque temps après, se substituer à elle par l'intermédiaire du « Crédit Foncier et Agricole de Tunisie ». Celui-ci y établit neuf agences qui sont aujourd'hui en plein fonctionnement.

Il convient de mentionner, en outre, les louables efforts consentis par le Maroc pour multiplier ses organismes de

crédit. Un dahir du 22 décembre 1919, après avoir autorisé la création de Sociétés de Crédit Foncier, fut suivi le lendemain d'un second dahir qui institua une « Caisse de prêts immobiliers », dont le capital devait être souscrit par les Sociétés de Crédit Foncier et qui était destinée à faire des avances à intérêts réduits à des Sociétés d'habitation à bon marché. Le Crédit Foncier de France, enfin, a étendu ses opérations au Maroc en y établissant onze agences dont le chiffre d'affaires s'accroît chaque année.

L'Afrique du Nord n'est pas la seule à bénéficier de ces nombreuses sociétés de crédit agricole. Madagascar possèdera bientôt, elle aussi, un établissement de prêts hypothécaires qui aura la plus heureuse influence sur le développement de la vie économique de cette colonie et qui n'est autre que le « Crédit Foncier de Madagascar », dont la constitution s'effectuera prochainement grâce au concours du « Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie ».

Lors de la réunion de la Conférence coloniale, en juillet 1917, le Crédit agricole n'a pas fait, pour nos autres possessions, l'objet de vœux particuliers. Il n'en est pas moins urgent d'y favoriser l'éclosion de sociétés analogues à celles déjà existantes dans l'Afrique du Nord et à Madagascar, en vue d'encourager les cultures tant indigènes qu'européennes et, dans ce but, de répartir les risques entre les diverses parties intéressées à intensifier le rendement agricole : les colons, d'abord, qui, groupés en Comptoirs, disposeraient ainsi de moyens d'action plus puissants; les communes, dont le budget devrait contribuer à couvrir, dans une certaine mesure, les frais d'exploitation, et les Banques d'émission, enfin, qui, drainant de nombreux capitaux, assureraient aux

agriculteurs tous les éléments nécessaires à la prospérité de leurs entreprises.

Il apparaît donc, en définitive, que les facilités de crédit sont loin de faire défaut à nos possessions d'outre-mer. Les indigènes sont appelés, au même titre que les colons, à bénéficier de cet état de choses, mais il est indispensable toutefois que les uns et les autres présentent une surface suffisante pour donner à leurs prêteurs de sérieuses garanties de solvabilité. Il serait désirable, à ce propos, que les jeunes Français voulant s'expatrier ne mettent à exécution leur projet qu'après s'être munis du pécule nécessaire pour leur permettre d'obtenir auprès des banques ou des sociétés diverses de crédit agricole, les subsides pécuniaires qu'ils en attendent. Il est trop de colons qui, partis pleins d'espoir, mais dénués de toutes ressources, n'ont pu surmonter les obstacles accumulés sur leur route et sont revenus, après quelques années, profondément déçus et semant autour d'eux le découragement. Leur exemple n'aura servi qu'à détourner leurs compatriotes des entreprises lointaines, privant ainsi la mère-patrie des pionniers dont elle a besoin pour assurer la mise en valeur de son domaine colonial.

CHAPITRE II

Moyens à mettre en œuvre pour attirer des colons dans nos possessions d'outre-mer

Les colonies françaises, grâce aux nombreux capitaux que leur fournit la Métropole devaient, sous cette impulsion nouvelle, acquérir leur plein épanouissement. Et cependant, dans bien des cas, le succès n'est pas venu récompenser nos efforts. La colonisation n'a progressé, jusqu'à ce jour, que très lentement et elle n'a pu prendre encore tout son développement. Ce fâcheux état de choses ne saurait être attribué qu'à l'ignorance d'un grand nombre de Français des ressources et des besoins de nos colonies. Celles-ci, en effet, ne sont pas suffisamment connues du grand public. Le monde colonial reste, en dépit de ses richesses, un monde à part dont se soucient trop peu la grande presse et les sociétés savantes. Les capitaux, en définitive, ne suffisent pas à la prospérité de nos possessions d'outre-mer. Ce qu'elles réclament impérieusement aujourd'hui, c'est du « capital humain ». La question se pose donc, pressante, de savoir par quels moyens elles pourront attirer les colons et leur prodiguer des encouragements qui ne seront, à vrai dire, que la légitime compensation de leur émigration volontaire.

SECTION I

MOYENS DE PROPAGANDE

Il est des jeunes gens qui, après avoir suivi dans nos Ecoles nationales d'agriculture ou dans nos fermes-écoles un enseignement technique approprié, éprouvent le besoin de sortir de leur milieu familial et, lassés de cette vie un peu étroite et monotone que leur offre la Métropole, veulent porter leurs connaissances et leurs capitaux vers ces terres lointaines de la France coloniale, où ils espèrent pouvoir mettre en œuvre leurs facultés de travail et d'initiative.

Trop souvent, ils ont été insuffisamment mis en garde contre les nombreuses difficultés auxquelles ils vont se heurter dès leur premier contact avec les indigènes. C'est qu'en effet, les méthodes employées dans les colonies sont toutes différentes de celles préconisées pour l'exploitation des terres françaises. Le Jardin Colonial de Nogent-sur-Marne aura, à ce point de vue, rendu les plus grands services en enseignant à nos jeunes gens non pas l'agronomie générale qui est du ressort des Ecoles d'agriculture, mais les divers modes de recherches relatifs aux applications des produits coloniaux, par des conférences et des travaux pratiques ne visant uniquement que la matière coloniale.

Parallèlement à cette institution se développaient, dans les colonies des Jardins d'essai chargés de renseigner les débutants sur les avantages et les rendements de telle ou telle culture, et mettant même à leur disposition des plants d'arbres ou d'arbustes préparés en vue de cette distribution.

La nécessité d'un enseignement technique s'impose donc, et nous en avons, en France, quelques réalisations pratiques :

Jardin Colonial, Ecole supérieure d'agriculture colonial et Fermes-Ecoles.

Nos colonies possèdent aussi de nombreux laboratoires et des stations d'essai très variées en Algérie et en Tunisie. Le Sénégal est pourvu, depuis quelques années, d'une station de recherches pour arachides. La Côte d'Ivoire en a constitué une, récemment, pour cacaoyers et la Guinée pour bananiers. Nous signalerons, enfin, le Jardin Colonial de Libreville, les laboratoires et stations pour riz, coton et hévéa en Indo-Chine et les rizeries de Madagascar.

Les crédits consacrés à ces diverses installations ne sont cependant encore que trop parcimonieusement consentis par la Métropole qui a négligé, jusqu'ici, de réunir dans chaque station de recherches les spécialistes dont la collaboration est indispensable pour résoudre les délicats problèmes que pose l'exploitation agricole du sol colonial. Il existe donc un enseignement technique à l'usage de nos futurs colons. Mais cet enseignement même suppose certaines connaissances pratiques qui devraient faire l'objet de cours préparatoires dans les écoles primaires et secondaires. Si l'enfant, en effet, apprenait déjà ce que sont nos colonies et quelles productions nous pouvons en attendre, s'il était ensuite et progressivement initié aux diverses méthodes de culture employées, il n'est pas douteux que très nombreux seraient ceux qui, attirés vers ces pays inconnus, auraient l'espoir d'y réaliser rapidement une fortune.

Or, cette instruction pratique n'existe nulle part en France. On n'a rien fait pour inciter les agriculteurs à la colonisation. L'Institut agronomique n'a qu'une seule chaire d'agriculture coloniale, les Ecoles nationales d'agriculture n'en possèdent encore aucune. L'expérience est là,

cependant, pour nous apprendre que, chaque année, quelques-uns des élèves sortants se dirigent vers les colonies et il est à désirer qu'ils puissent, après avoir rassemblé un pécule suffisant, connaître les conditions exactes dans lesquelles ils se trouveront afin d'apprécier impartialement leurs chances de succès.

Tous les journaux devraient avoir une rubrique coloniale régulière et rappeler longuement, à l'occasion de certains anniversaires historiques, l'œuvre considérable déjà accomplie. Une propagande intensive s'impose dans tous les milieux. Cours, conférences et brochures de toutes sortes sont nécessaires pour faire comprendre le rôle essentiel que nos colonies ont à jouer au lendemain de la guerre.

Il conviendrait, en outre, d'organiser des « Quinzaines coloniales » qui, au même titre que les « Semaines sociales », dont le nombre et l'importance vont toujours croissants, seraient assurées d'un retentissant succès.

Mais une semblable publicité exige de nombreux crédits. Or, le budget du ministère des Colonies n'en prévoit aucun pour le chapitre « Propagande ». Il est urgent de combler cette lacune qui, en paralysant les initiatives, aurait pour l'avenir les plus déplorables conséquences.

L'action des pouvoirs publics, enfin, pourrait se manifester aussi dans un domaine un peu différent. Ils devraient s'efforcer de faire comprendre aux industriels métropolitains que leur devoir est de restreindre leurs importations de l'étranger, que la protection douanière dont ils jouissent est à ce prix et qu'elle ne leur sera accordée pour la suite que s'ils justifient de l'emploi de matières coloniales. Ce serait là favoriser indirectement l'émigration vers nos possessions d'outre-mer, en attirant l'attention des colons encore hési-

tants sur les nombreux avantages que présenterait pour eux le développement de leurs échanges avec la Métropole.

Cette propagande rationnelle ne pourra toutefois atteindre son objet que dans la mesure où les Français établis dans les colonies y trouveront des concours actifs et désintéressés de la part de leurs aînés qui, soucieux de leur éviter des déboires et les découragements dont ils ont eux-mêmes été victimes, les aideraient de leur expérience et de leurs conseils.

Ce résultat serait, semble-t-il, rapidement obtenu par la création, dans les colonies, de « Chambres d'agriculture » qui, dans plusieurs d'entre elles, sont déjà en plein fonctionnement : l'Algérie et la Tunisie se sont préoccupées, dès le début, de ces organisations réclamées par tous les intéressés à qui elles sont apparues comme la sauvegarde de leurs droits.

Au Maroc, enfin, un arrêté récent paru le 1^{er} juin 1919 a institué des Chambres françaises consultatives d'agriculture. Cette innovation est due en grande partie à l'initiative du maréchal Lyautey, qui a résolument tranché les questions litigieuses devant lesquelles s'est arrêté longtemps le Parlement français. La première difficulté à résoudre avait trait à la constitution même du corps électoral. Quelles conditions devait-on exiger de ceux qui revendiquaient la qualité d'électeurs ? Il fut décidé qu'elle appartiendrait de droit à tout Français et à toute Française âgés de 25 ans, étant spécifié toutefois que l'électorat ne serait conféré qu'à ceux établis depuis six mois dans la région. Ils doivent néanmoins justifier qu'ils sont propriétaires, usufruitiers ou usagers d'un fonds rural, exploité en vue de la vente des produits. Pour être admis au vote, il faut exercer la profes-

sion d'agriculteur, d'éleveur, d'horticulteur, de pépiniériste ou de maraîcher. Les chefs de culture et les contremaîtres peuvent être également élus. Les ouvriers agricoles, s'ils n'ont pas de résidence fixe ou n'exercent l'agriculture que de façon accidentelle, sont exclus au même titre d'ailleurs que les fonctionnaires et autres agents de l'administration.

Le Maroc possède actuellement deux Chambres d'agriculture organisées sur ces bases : l'une dans la région de Rabat, l'autre dans celle de Casablanca et elles ont un bulletin qui révèle leur grande activité. Celle de Rabat a été élue sur une liste présentée par « l'Union des Associations agricoles », et elle vient récemment de manifester sa vitalité en protestant contre le relèvement de l'impôt agricole qui avait été opéré sans consultation préalable.

Il est à souhaiter que ces initiatives se multiplient et contribuent ainsi à la défense des légitimes intérêts de nos colons, en même temps qu'à la prospérité de notre agriculture coloniale. Celle-ci, néanmoins, exige une organisation rationnelle de la production, et il n'est pas sans intérêt d'étudier, à ce point de vue, les tentatives faites par l'administration pour instaurer dans chaque colonie un régime spécial de concessions de terres.

SECTION II

RÉGIME DES CONCESSIONS AUX COLONIES

Les nombreux Français ayant quitté leur patrie munis d'un petit capital ne se soucient nullement, à leur arrivée sur une terre lointaine, de le gaspiller en achats qui grèveraient lourdement leur maigre budget. Les pouvoirs publics

sont loin de se désintéresser d'une semblable situation, et un effort très louable a été consenti par eux en ce sens. Les concessions existent sous la forme territoriale et c'est sous cet aspect que nous les envisagerons tout d'abord.

§ 1. *Concessions territoriales.*

Le régime des terres vacantes et leur mode d'appropriation est peut-être le point principal de tout système colonial, car, selon les mesures prises, on peut favoriser ou décourager le peuplement et la culture du pays. Or, la question se pose de savoir quelle sera l'étendue des concessions. Il n'y a pas ici, à proprement parler, de règle absolue et la solution sera différente s'il s'agit de compagnies commerciales ou de compagnies agricoles. Dans le premier cas, la concession sera naturellement très grande. Dans le second, il serait inutile et même dangereux de constituer des domaines trop étendus.

De façon générale les petites concessions sont préférables aux grandes, parce que le système des vastes plantations donne rarement de bons résultats, même dans les colonies d'exploitation. En dehors de ces concessions de culture, il peut y avoir place pour de grandes sociétés qui, tout en s'adonnant à l'agriculture, entreprendraient en même temps l'exploitation des mines, des forêts, la construction des voies de communication. Mais il s'agit ici d'une question de temps et de lieu; c'est ainsi que le Congo a été partagé entre un certain nombre de grandes Sociétés concessionnaires qui, munies de capitaux puissants, se sont chargées de débroussailler le terrain inculte. Ce système a donné au Congo d'excellents résultats. Il ne saurait cependant être

étendu sans graves dangers à nos possessions du Nord-Ouest Africain par exemple. La situation, en effet, est toute différente : le Congo est un pays neuf dans lequel ni l'action de l'Etat, ni les efforts individuels de quelques colons ne pourraient s'employer utilement.

Il n'en est pas de même au Soudan, où le commerce français a acquis déjà un certain développement. De plus, les populations du Congo sont encore à l'état sauvage. Celles du Niger, au contraire, possèdent une organisation politique et sociale assez complète. Il faut donc, dans ces derniers territoires, que la concurrence soit libre, puisqu'il y a place pour tous, et que des régions qui n'ont nullement à être pénétrées ni conquises ne soient pas monopolisées au profit des concessionnaires quels qu'ils soient.

Il serait injuste, cependant, de refuser à des colons détenteurs de petits capitaux, la concession d'un millier d'hectares pour leur permettre de tenter quelques essais de cultures intéressants, et il n'est rien là que de très naturel ; il semble impossible, en définitive, de fixer en matière de concessions de terres des règles générales et absolues.

Ces concessions existent sous deux formes dans nos colonies : concessions à titre gratuit, ou concessions sous forme de vente.

Elles sont en usage toutes deux dans l'Afrique du Nord, et notamment en Algérie où le régime des terres est organisé, dans ses grandes lignes, de la façon suivante. Dans le but de compléter le peuplement de la colonie par l'élément français, le Gouvernement général choisit chaque année divers territoires sur lesquels il crée des fermes ou des villages qu'il relie par des routes aux centres voisins. Après avoir amené, dans ces villages, l'eau nécessaire aux besoins des habi-

tants et à l'irrigation, il y construit les bâtiments publics indispensables à la vie municipale, des écoles et des hôpitaux.

On procède ensuite à la division du territoire en un certain nombre de propriétés qui, à l'exception des fermes, comprennent un lot à bâtir dans l'intérieur du village et un ou plusieurs lots appropriés aux genres de culture de la région. La superficie totale de la propriété est très inégale et varie, suivant les lieux, entre 60 et 200 hectares.

Les concessions sont accordées à titre gratuit, ou vendues à bureau ouvert. L'acquisition à titre gratuit suppose plusieurs conditions. Il faut : 1° être Français; 2° chef de famille; 3° avoir des connaissances agricoles; 4° posséder une somme d'argent suffisante pour mettre en valeur la concession, le minimum de ressources étant fixé à 5.000 francs; 5° s'engager à résider pendant cinq ans sur les terres concédées.

La repopulation se trouve indirectement favorisée du fait que l'administration donne la préférence aux cultivateurs de profession ayant une famille nombreuse. Il est recommandé, enfin, aux postulants de ne quitter la Métropole que s'ils se sentent doués d'une santé et d'une énergie suffisantes pour réussir, et de ne venir en Algérie que lorsque le préfet du département où est située la concession les avise de leur admission.

Les concessionnaires doivent, avec toute leur famille, résider sur la terre concédée, et ce d'une manière effective et permanente pendant cinq ans à partir de leur installation. Celle-ci doit s'effectuer sous peine de forclusion dans les six mois qui suivent leur admission. Après trois ans de résidence, ils peuvent demander l'attribution de leurs terres

à titre définitif, à condition toutefois qu'ils aient réalisé des améliorations à raison de 100 francs par hectare, dont un tiers au moins en bâtiments d'habitation ou d'exploitation agricole.

Aucune concession ne peut être cédée ou vendue aux indigènes, et la période d'inaliénabilité varie de 20 ans pour les lots de ferme à 10 ans pour les lots de village. Ces délais partent non pas du jour de l'admission provisoire, mais de l'époque de l'admission définitive, et toute vente consentie à l'encontre de ces dispositions est nulle. L'administration considérant, enfin, que ces concessions sont une faveur faite à la personne même du postulant et à sa famille, ne reconnaît pas les locations de terres faites pendant toute la période de concession provisoire.

Pratiquement, le nombre des concessions à titre gratuit n'est pas très élevé, et l'on peut attribuer cet état de choses au fait que le choix du colon ne peut s'exercer que dans une mesure restreinte, et que, d'autre part, l'administration ne procède à l'attribution des terres qu'après des formalités nombreuses et compliquées. Toute demande de concession, en effet, suppose une instruction nécessaire et préalable qui peut durer plusieurs mois.

Tous ces inconvénients sont supprimés dans la vente à bureau ouvert. Avec ce système, le nombre des propriétés vendues est généralement supérieur à celui des concessions gratuites et, au surplus, leur étendue et leur valeur étant très variables, chacun peut espérer trouver un terrain répondant à ses goûts et proportionné à ses facultés financières. Les lenteurs, enfin, sont supprimées : le Français non possesseur de terres de colonisation a, pendant toute la durée de la vente à bureau ouvert, le droit de fixer son choix sur une

propriété. Il n'a ensuite qu'à se présenter, pour en faire l'acquisition, soit en personne, soit par mandataire, chez le receveur des domaines du chef-lieu du département qui lui en consent immédiatement la vente. L'acte est rédigé et signé le jour même. Le Gouverneur général, dans un délai très court, approuve la vente et la prise de possession de l'acquéreur s'effectue immédiatement.

Les terres sont toujours vendues sur des mises à prix inférieures à leur valeur réelle. L'administration accorde, d'ailleurs, aux acquéreurs toutes facilités de paiement et, dans certains cas, elle leur consent même la remise d'une fraction importante de leur prix d'achat.

Tel est, dans ses grandes lignes, le fonctionnement du régime des concessions de terres en Algérie. Il utilise ainsi cumulativement les deux modes de disposition : vente et concession gratuite, bien que le décret du 13 septembre 1904 donne la préférence au premier.

En Tunisie, au contraire, il n'existe que des ventes de terres, payables au comptant ou par annuités suivant le choix du colon. Le produit des aliénations est versé à une « Caisse de compensation » pour être ensuite employé en achats et défrichements d'autres terres et ce système semble avoir donné, dans l'ensemble, des résultats satisfaisants.

Mais les pouvoirs publics ne peuvent se borner à favoriser l'acquisition des terres par les colons français. Leur sollicitude doit se porter vers l'habitant des campagnes, le « fellah » qui, lui aussi, est bien digne d'intérêt. Or, pour aider efficacement l'indigène, il faut connaître ses désirs et ses besoins. Que désire-t-il au premier chef, sinon le respect de ses coutumes, de ses usages et de ses mœurs ? Ceci assuré, il souhaite de pouvoir obtenir la propriété d'une parcelle de

cette terre pour laquelle il s'est battu, et dont il ne saurait prétendre acquérir, à l'heure actuelle, la moindre part. Les terres ne manquent point, cependant, en Tunisie. En dehors des propriétés concédées aux colons français et italiens, et qui ne représentent, somme toute, qu'une bien faible partie des terrains cultivables, il reste de vastes espaces appartenant à des propriétaires arabes ou à des fondations pieuses musulmanes qui, mal cultivées et même très souvent incultes, ne donnent chaque année qu'un rendement dérisoire. Ils sont, en effet, loués pour une période trop courte à des cultivateurs qui, incertains du lendemain et ne sachant s'ils pourront récolter ce qu'ils ont semé, dépensent le minimum d'efforts et ne se soucient nullement d'en assurer l'exploitation intensive.

Il serait injuste, toutefois, d'accuser l'indigène d'indolence ou de paresse. Devant les rendements beaucoup plus élevés obtenus par les colons français chez lesquels il a souvent travaillé, le « fellah » se laisserait facilement entraîner à une vie plus laborieuse. Il ferait aisément abandon de la vie semi-errante qu'il mène sans grand profit, s'il obtenait la jouissance d'une terre qu'il puisse cultiver pour son propre compte.

N'y aurait-il pas là une œuvre intéressante à accomplir? Il ne serait pas impossible d'ouvrir aux cultivateurs indigènes l'accès à la propriété privée, et l'on pourrait y parvenir en lotissant une partie de ces terres disponibles que l'on répartirait ensuite entre tous ceux désireux d'obtenir l'attribution d'un lot. De grandes facilités de paiement seraient, au surplus, accordées aux intéressés pour leur permettre de parfaire la somme à payer chaque année et d'utiliser les fonds non absorbés pour les dépenses indispensables à l'amé-

lioration de leurs cultures. Les indigènes étant naturellement imprévoyants, il faudrait enfin, par une réglementation appropriée, constituer en leur faveur, et sous certaines conditions, « le bien de famille insaisissable ». On a prétendu que l'existence de cette institution aurait pour conséquence de priver le Crédit Foncier de toutes garanties de paiement par suite de l'inaliénabilité des biens de famille. Il y a là, à n'en pas douter, une part de vérité, mais il suffirait, pour remédier à cet état de choses, d'en régler très sévèrement les modalités d'attribution.

Il ne s'agit pas, en effet, de refouler les indigènes, ni de les spolier, mais de leur donner à côté de nous la place à laquelle ils peuvent prétendre. Les pouvoirs publics sont entrés résolument dans cette voie. Sur les fonds de l'emprunt tunisien soumis en 1920 au Parlement français, en regard de la tranche destinée à l'accroissement du fonds de colonisation servant à l'achat de terres pour l'installation de nouveaux colons, figure, en effet, un chapitre destiné au développement de la petite colonisation indigène. Les 6 millions prévus dans ce but par la Conférence consultative, dans le projet d'emprunt, ont été portés à 11 millions par le Sénat, et il est dès à présent certain que l'établissement déjà effectué en 1920 de 500 chefs de famille indigènes sur une superficie de près de 7.000 hectares, n'est que le point de départ d'une transformation qui modifiera très profondément et très heureusement les conditions d'existence du cultivateur tunisien.

Les colons français ont, à ce sujet, manifesté leur opinion de façon non équivoque dans leur Assemblée générale du 5 janvier 1921, en décidant « de donner un développement nouveau à leurs œuvres agricoles mutualistes et de continuer

d'y pratiquer, avec l'appui du Gouvernement, entre Français et indigènes, la politique de collaboration économique et sociale qu'ils ont toujours suivie ».

Au Maroc, la constitution de domaines de moyenne étendue et d'une superficie de 200 à 300 hectares semble la plus appropriée à la mise en valeur du pays, et pour en favoriser le développement, l'administration organise un système de ventes de terres à bureau ouvert, avec paiement en dix annuités, ou au comptant au choix du colon. La colonisation officielle n'a pu encore y faire ses preuves.

L'Indo-Chine connaît, elle aussi, la combinaison des deux systèmes d'allotissement, et la vente de terrains suburbains ou urbains y est combinée avec la concession gratuite des terrains ruraux. Il en est de même à Madagascar et en Nouvelle-Calédonie.

En Afrique Occidentale et Equatoriale, l'importance des concessions est plus considérable, et un décret du 28 mars 1899 prévoit, au Congo, l'aliénation de terres domaniales par lots de 1.000 hectares au plus, à titre onéreux ou à titre gratuit — et, dans ce dernier cas, le bénéfice de la disposition ne s'applique qu'aux parcelles mises en valeur — aux exploitants d'une concession de jouissance temporaire, sans limitation d'étendue.

Par un décret postérieur du 23 octobre 1904, ce système était étendu du Congo à toute l'Afrique Occidentale Française, mais la possibilité d'accorder des concessions gratuites sans limitation d'étendue n'a reçu aucune réalisation pratique, sauf toutefois pour certains lots déterminés (1).

(1) L'Indo-Chine est soumise à un régime spécial en ce qui concerne l'attribution des concessions. Alors que dans les autres colonies les terres sont concédées par décret, en Indo-Chine elles le sont par arrêté du Gou-

Il ne saurait s'agir, en résumé, d'un système de concessions identique pour tout notre domaine colonial. Il est certaines colonies où le régime des grandes concessions donnerait de meilleurs résultats. Dans d'autres, au contraire, son application ne pourrait facilement s'adapter aux particularités de la région envisagée. Les pouvoirs publics doivent donc rechercher, dans chaque possession, à approprier le système des concessions et ventes de terres aux exigences réclamées par les conditions particulières de mise en valeur du sol.

A côté de ces concessions territoriales il existe, dans nos colonies, des concessions minières, dont il n'est pas sans intérêt d'étudier brièvement les modalités.

§ 2. Concessions minières.

Le problème des concessions minières paraît, de prime abord, très délicat. Il s'agit, en effet, de concilier les nombreux intérêts en cause : ceux des inventeurs de gisements nouveaux, ceux des exploitants de mines déjà existantes, ceux de la population indigène et, enfin, d'une façon générale, ceux de la colonie sur le territoire de laquelle se trouvent ces gisements. L'on conçoit que, dans ces conditions, la législation minière appliquée à nos diverses possessions varie légèrement avec chacune d'elles.

Il existe, cependant, des dispositions générales applicables

verneur Général pour les concessions d'une superficie inférieure à 10.000 hectares. C'est seulement pour les concessions de plus grande étendue qu'intervient un décret.

Dans les vieilles colonies, enfin, à savoir la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion et la Guyane, il n'existe pas de concessions domaniales, toutes les terres ayant déjà fait l'objet d'une appropriation. Les règles qui régissent la propriété y sont d'ailleurs presque identiques à celles appliquées en France.

à toutes les colonies. C'est ainsi qu'aucune exploitation ne peut y être entreprise sans qu'une concession régulière de permis de recherche ne soit accordée. C'est après cette formalité préliminaire seulement qu'il peut être procédé à la concession minière proprement dite, laquelle est alors automatiquement octroyée à l'attributaire du permis de recherche aux conditions suivantes :

1° D'avoir fait sa demande dans les délais prescrits afin que les terrains miniers ne restent pas trop longtemps inexploités; 2° d'élire domicile dans la colonie; 3° de payer une redevance annuelle proportionnelle à la surface du terrain concédé et parfois même à la quantité de minerai extraite. Le système le plus logique est incontestablement celui établissant une redevance proportionnelle à la production pour les seules surfaces exploitées et n'imposant, pour les autres, qu'un droit fixé à l'hectare. L'octroi du permis de recherche suppose (de même, d'ailleurs, que celui du permis d'exploitation) une déclaration préalable au bureau du Gouverneur de la colonie. Pour obtenir ce permis de recherche, l'occupation n'est plus un titre suffisant, la priorité de déclaration ayant remplacé partout la priorité d'occupation.

Tels sont les principes généraux qui régissent les concessions minières aux colonies. Sans vouloir nous livrer, ici, à une étude approfondie de la législation minière de chacune de nos possessions, nous croyons utile cependant, de faire une mention spéciale à celles d'entre elles dont le régime minier présente certaines particularités.

L'Algérie est soumise à la même réglementation minière que la France, conformément à la loi du 21 avril 1810, modi-

fiée par celles du 9 mai 1866 et du 27 juillet 1880. Toutefois, pour la recherche et l'exploitation des phosphates, il existe un régime spécial établi par décret du 25 mars 1898 qui ne soumet ces produits au régime métropolitain que dans les terrains de propriété privée de droit français.

En Tunisie, le décret du 10 mai 1893 et le décret beylical du 29 décembre 1913 prévoient l'attribution successive de permis de recherche et d'exploitation, ces derniers valables pour 5 ans, non renouvelables, et donnant droit à l'obtention d'une concession. Tout permis d'exploitation donne lieu à la perception annuelle : 1° d'une taxe fixe de 0 fr. 50 par hectare; 2° d'une taxe par tonne de minerai expédiée hors du lieu d'extraction. Le concessionnaire doit payer, chaque année, à l'Etat, une taxe fixe et une taxe basée sur le produit net de l'exploitation.

La législation minière du Maroc a été définitivement établie par un dahir du 9 juin 1918, et elle présente les particularités suivantes : la concession du permis de recherche donne lieu à paiement d'un droit de 0 fr. 20 par hectare, qui ne peut être inférieur toutefois à 300 francs par permis. Il est payé, en outre, pour l'exploitation un droit fixe de 500 fr. et un droit variable suivant les minerais extraits, et variant de 1 franc pour la première année d'exploitation à 2 fr. 50 pour la quatrième, par hectare de concession exploitée. Dans les limites de la concession, des routes et voies ferrées peuvent être établies par l'exploitant. Le Gouvernement se réserve toutefois la faculté de racheter les installations, moyennant remboursement des frais de premier établissement, majorés de 15 % pour frais généraux et bénéfices.

Pour les phosphates, nitrates et sels gemmes, le régime est un peu différent. Le permis d'exploitation est remplacé par

une adjudication publique portant sur le taux de la redevance à payer.

En Indo-Chine, c'est la priorité de déclaration qui détermine l'ordre des concessions de permis de recherche. Quant au chiffre des sommes à payer par l'exploitant, il a été fixé par un décret du 26 janvier 1912, et il est beaucoup plus élevé que celui du Maroc, puisqu'il atteint 3 francs par hectare pour les mines de houille et 6 francs pour les autres. En outre de ce droit a été établie une taxe de 1% ad valorem sur les combustibles et de 2 % pour les autres substances.

Les permis de recherche ne sont concédés que pour trois années moyennant paiement d'un droit fixe de 100 francs au minimum et de 500 francs au maximum suivant les régions considérées, et les concessions ne peuvent porter que sur 900 hectares au plus.

L'Afrique Continentale Française (A. O. F. Congo-Somalis) est régie, au point de vue minier, par les décrets du 14 août 1896, 11 décembre 1897, 6 juillet 1899 et 19 mars 1905, qui ont prévu l'octroi d'une 3^e catégorie de permis : les permis d'exploration. Ceux-ci ne sont accordés que dans les régions non encore ouvertes à l'exploitation, par décision spéciale du Gouverneur. Il sont valables pour 2 ans, non renouvelables et confèrent aux titulaires dans la zone du permis, un droit de préférence pour l'obtention de permis de recherche ou d'exploitation.

Le régime de la Nouvelle-Calédonie, réglé par les décrets des 15 octobre 1893, 17 octobre 1896 et 28 janvier 1913, diffère de celui des autres colonies par le taux relativement faible des droits perçus par tonne de minerai extraite, qui varient entre 0 fr. 25 par tonne pour le cuivre, cobalt et nickel et 0 fr. 05 par tonne pour le charbon,

Nous signalerons enfin, à titre documentaire, la loi récente du 9 septembre 1919 sur les mines, qui a substitué au principe de la pérennité des concessions celui de leur limitation à 75 ou 99 ans, sauf renouvellement, et qui présente un certain intérêt par suite d'une disposition spéciale qu'elle renferme, et qui prévoit la participation de l'Etat et du personnel aux bénéfices d'exploitation. Cette loi n'est applicable qu'à l'Algérie, et il est souhaitable que ses dispositions ne soient pas étendues à nos autres colonies où le régime des redevances semble avoir donné les meilleurs résultats.

CHAPITRE III

Les grands travaux publics dans les Colonies

Les colons français, disposant des capitaux abondants qui leur seront fournis par les Banques ou les sociétés de Crédit agricole possèdent donc, dès à présent, l'outillage indispensable pour assurer la mise en valeur de leurs exploitations. Or, une production intensive suppose de larges débouchés. Il ne suffit pas, en effet, de tirer chaque année du sol et du sous-sol des colonies toutes les richesses agricoles ou minières qui y sont en puissance; il importe surtout de pouvoir les acheminer par voie de terre ou par canaux vers la côte, d'où elles seront ensuite exportées à destination des pays étrangers ou de la Métropole.

Après avoir sélectionné les centres principaux de production, il reste à les organiser en stimulant leur activité. C'est aux pouvoirs publics qu'incombe le soin d'intensifier, par des travaux d'irrigation appropriés le rendement des cultures, et de dresser un programme méthodique de mise en valeur des terres lointaines par la construction des routes, canaux et voies ferrées appelés à desservir, non seulement les régions actuellement cultivées et peuplées, mais encore celles qui, moins favorisées, présentent cependant un intérêt

spécial pour la colonisation et pour l'exploitation des richesses minières et forestières du pays.

Les colonies souffrent, depuis de longues années, du défaut « d'organisation scientifique » de la production. L'on s'est trop contenté, jusqu'ici, d'improviser et de susciter des initiatives dépourvues de coordination et d'esprit de suite. « Un labeur considérable s'est dépensé un peu partout sans profit suffisant parce qu'il s'est poursuivi en ordre dispersé, sans programme préalable et le plus souvent sans contrôle. Les archives coloniales sont des cimetières où s'est enfouie une richesse énorme et disparate. Des travaux admirables sont ainsi demeurés stériles; des études de la plus haute valeur ont passé inaperçues, des expériences ou des découvertes précieuses sont restées inutilisées (1). »

Il importait de remédier sans tarder à cette dispersion déplorable des efforts et de préconiser une méthode rationnelle d'exécution des grands travaux publics indispensables au développement progressif des richesses matérielles. Cette lacune sera, sans nul doute, bientôt comblée grâce à l'intervention de M. Albert Sarraut, ministre des Colonies, qui, le 12 avril 1921, déposait sur le bureau de la Chambre un projet de loi établissant les modalités d'exécution des travaux de mise en valeur des colonies françaises.

Ce projet renvoyé à la Commission de l'Algérie, des colonies et des protectorats se propose dans ses dispositions essentielles :

« 1° De créer d'abord, condition première de tous les efforts, les voies d'accès nécessaires vers les centres de pro-

(1) Projet de loi portant fixation d'un programme général de mise en valeur des colonies françaises, présenté par M. Albert Sarraut, page 178. (Rapport n° 2449.)

duction et leur liaison par la voie ferrée avec les ports d'embarquement;

2° D'outiller ces ports de façon à favoriser les mouvements d'un trafic maritime important;

3° D'augmenter la productivité actuelle des régions envisagées, les étendues exploitées et mises en culture, la quantité de produits, la valeur de ce que peuvent fournir le sol et le sous-sol, soit par les moyens de l'irrigation, soit par la culture mécanique, soit par les ressources de l'exploitation scientifique;

4° Enfin, et surtout, de rendre possibles les résultats ainsi entrevus par une large diffusion de l'hygiène, de la meilleure alimentation, de l'assistance médicale et de l'instruction, par la conservation, l'amélioration, l'accroissement et l'éducation de la main-d'œuvre exigée par cet ensemble de travaux, comme aussi par la collaboration intéressée et confiante des populations au milieu desquelles ils s'accompliront. »

Le projet en lui-même est donc très vaste, et nous n'en retiendrons, quant à présent, que les dispositions relatives aux travaux d'irrigation et aux constructions de canaux, routes et voies ferrées qui, par suite de leur caractère d'urgence, méritent une mention toute spéciale.

SECTION I

TRAVAUX D'IRRIGATION

La question des irrigations présente, pour les colonies, une importance de premier ordre au double point de vue de l'accroissement de la production agricole et de la protection des terres.

Il est certaines parties de notre domaine colonial qui souffrent particulièrement de l'insuffisance des pluies. L'Afrique du Nord, notamment, pourrait augmenter dans une forte proportion son rendement agricole si les terres étaient mieux irriguées. De nombreux programmes ont déjà, d'ailleurs, été élaborés dans ce but, mais ils ne recevront un commencement d'exécution que lorsque les emprunts projetés auront fourni les capitaux indispensables.

L'Afrique Occidentale Française, grâce à des travaux d'irrigation dans la vallée du Niger, serait susceptible de développer notablement ses cultures de coton et de satisfaire ainsi en grande partie aux besoins de la Métropole. Lors de la Conférence coloniale de 1917, la Section de l'Afrique Occidentale Française avait, au surplus, formulé le vœu « que les travaux de barrage et d'irrigation soient effectués d'urgence en vue du développement de la culture du coton dans les vallées du Sénégal et du Niger ».

Trois systèmes d'irrigation sont prévus à cet effet : 1° le canal de Ségou, sur la rive droite du Niger, qui peut à lui seul irriguer près de 750.000 hectares; 2° le canal de Nyamina sur la rive gauche, et 3° le canal de Sansanding, irriguant ensemble plus de 500.000 hectares.

Dès à présent, le canal de Ségou, seul, a fait l'objet d'un avant-projet. La durée des travaux est évaluée à huit ans environ. Les terres inoccupées seraient ensuite rapidement colonisées, et sans compter les denrées agricoles provenant des récoltes d'assolement et l'élevage, on en pourrait attendre une production annuelle de 100 à 120.000 tonnes de fibres et de 200.000 tonnes de graines de coton.

Mais il reste à résoudre l'important problème de la main-d'œuvre, d'autant plus délicat dans cette région que la popu-

lation des terrains irrigués atteint à grand'peine 150.000 habitants et qu'elle se trouvera, de ce fait, dans l'impossibilité matérielle de mettre les terres en valeur. La vallée du Niger, il est vrai, présente une telle fécondité qu'elle constituera un point d'attraction vers lequel se dirigeront tout naturellement les populations nomades du Soudan.

L'Indo-Chine, enfin, loin de négliger la question des irrigations, a formulé à ce sujet plusieurs vœux par l'intermédiaire de la Section des irrigations du Congrès d'agriculture coloniale réuni le 22 mai 1918 sous la présidence de l'inspecteur général Barrois. Elle a préconisé, notamment, en Cochinchine, le dessèchement et l'assainissement des terres basses sur les rives du Mékong, « le dragage général des canaux existants et l'ouverture de canaux nouveaux d'un intérêt capital tant pour l'agriculture que pour les communications, dans une région dont près de 2 millions d'hectares peuvent être gagnés à la culture », et la création d'un système de digues à l'effet de compléter ces différents ouvrages.

L'exécution de travaux d'irrigation très importants s'impose au même titre dans la partie nord du Cambodge, ainsi que dans l'Annam et au Tonkin, où la Commission propose d'assurer la protection des terres basses du Delta qui représentent un million d'hectares, contre les inondations désastreuses du Fleuve Rouge par la dérivation des eaux dans les défluent du fleuve et par la mise en état du réseau des digues pour les rendre capables de résister aux crues ordinaires, même lorsqu'elles sont de longue durée.

La culture du coton pourrait recevoir à Madagascar un large développement si les nombreux cours d'eau qui sillonnent la grande île étaient aménagés en vue de la mise en valeur des terres par l'hydraulique agricole.

Dans l'Inde Française, enfin, pays essentiellement agricole et où les pluies sont rares, les irrigations sont appelées à jouer un rôle de premier plan. Il est, en effet, « certains districts du territoire de Pondichéry qui, très mal arrosés, perdent chaque année, par suite de la sécheresse, la moitié de leurs récoltes. Ces districts actuellement très pauvres, pourraient être transformés en pays fertiles et florissants s'ils étaient mieux desservis au point de vue des irrigations. Les mêmes avantages pourraient être réalisés dans toutes les parties du territoire de Pondichéry susceptibles d'être irriguées (1) ».

Tous ces travaux, d'ailleurs, sont réclamés par les populations elles-mêmes, et les pouvoirs publics doivent faire droit à ces revendications légitimes des colonies en consentant les emprunts nécessaires.

SECTION II

CONSTRUCTION DE ROUTES, CANAUX, AMÉNAGEMENT DES PORTS ET DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU FERRÉ COLONIAL.

Les routes aboutissant soit aux voies navigables, soit aux chemins de fer, sont un des meilleurs moyens de mise en valeur d'un pays, mais il est indispensable qu'elles soient construites en conformité de programmes élaborés, pour chaque colonie, avec l'unité de vues nécessaires, cette manière de procéder pouvant seule, assurer l'achèvement méthodique des réseaux. Or, il est des parties de notre domaine colonial qui sont particulièrement défavorisées au

(1) *Projet de mise en valeur des colonies françaises*, par M. Albert Sarraut, page 326.

point de vue routier, la Guyane, la Guadeloupe et la Nouvelle-Calédonie, par exemple.

En Afrique Occidentale Française, les pistes routières sont encore insuffisamment entretenues et inaptes, par suite de leur mauvais état, à assurer la circulation automobile. De plus, il existe certains points spéciaux où ces pistes traversent des cours d'eau importants et il serait urgent d'édifier, en remplacement des ponts de fortune existants, des ouvrages d'art en charpente métallique, ou en maçonnerie, suivant les cas.

L'Indo-Chine semble plus favorisée sous ce rapport. Dès 1912, en effet, un vaste programme de routes d'intérêt général et local était établi. La guerre ayant paralysé le développement de la politique ferroviaire du Gouvernement général, celui-ci a porté son effort sur la construction des routes, dont 800 kilomètres étaient ouvertes, chaque année, à la circulation. La situation du réseau routier indo-chinois, en 1920, se présentait ainsi :

Longueur totale	8.372 kilom.
Longueur empierrée	4.303 kilom.
Longueur non empierrée, mais praticable..	1.542 kilom.
Longueur à construire	2.527 kilom.

A Madagascar, les frais de traction sont trop élevés pour permettre l'établissement d'un péage, et l'entretien du réseau retombe alors entièrement sur le budget de la colonie. Or, dans la Grande Ile, le chiffre atteint près de 1.000 francs par an et par kilomètre et ces dépenses contribuent à limiter très étroitement la construction de nouvelles routes empierrées.

Le projet déposé sur le bureau de la Chambre par M. Albert

Sarraut présente, à ce point de vue, une utilité incontestable en classant par ordre d'urgence les divers travaux à entreprendre pour assurer, par un programme rationnel de construction de routes, la mise en valeur des colonies.

Il prévoit, d'autre part, et à très juste titre, comme complément nécessaire de ce réseau routier, l'aménagement des rivières en vue de leur navigabilité, la mise en état de nouveaux canaux, la construction de ports fluviaux destinés à assurer le transit où seraient établis des voies de manœuvre et des môles nombreux pour les opérations de chargement et de déchargement des chalands.

Il n'est pas moins urgent, enfin, d'assurer à nos ports maritimes l'outillage et les moyens d'action qui accroîtront notablement leur trafic.

Sans insister outre mesure sur les travaux publics indispensables pour permettre aux colonies de lutter avantageusement contre la concurrence étrangère (le projet Sarraut en donne, d'ailleurs, une énumération très complète), nous nous bornerons à rappeler cet axiome qu'il sera facile de justifier, « que le développement économique d'un pays neuf est étroitement lié à l'outillage public dont il dispose, et notamment à l'étendue de son réseau ferré ».

Cette vérité, cependant, n'a pas été considérée en France comme la condition nécessaire d'une bonne politique coloniale, et l'exemple des Américains n'a déterminé, dans la plupart de nos colonies, que d'assez modestes opérations de construction.

L'Afrique du Nord est, à ce point de vue, l'une des mieux partagées. L'Algérie possède, en effet, près de 3.800 kilomètres de voies ferrées d'intérêt général ou local. La Tunisie est, proportionnellement à sa superficie, aussi richement

dotée et ses chemins de fer, qui se groupent en trois réseaux principaux, ne comptent pas moins de 1.800 kilomètres.

Le Maroc semble devoir être difficilement comparé à ses voisines, par suite de la colonisation récente dont il vient d'être l'objet et qui n'a pas encore permis à l'activité intelligente de son Résident général de porter tous ses fruits. La France se trouvait paralysée sous ce rapport par des anciens accords passés avec les autres puissances et stipulant que, préalablement à l'adjudication de la grande ligne Tanger-Fez, aucune voie commerciale ne serait établie dans la colonie. Fidèle à sa parole, la France se contenta donc de construire des voies étroites dont la longueur atteint actuellement plus de 800 kilomètres.

Or, il ne saurait s'agir ici que d'une situation transitoire à laquelle il importe de remédier dès à présent, les concessions relatives à la ligne Tanger-Fez ayant fait l'objet de négociations et d'études aujourd'hui terminées entre l'Espagne et la France. La construction d'un réseau à voies normales s'impose donc impérieusement, et elle assurerait à la colonie, pour ses produits agricoles et ses richesses minières, de larges débouchés jusqu'alors inexistants.

Si l'Afrique du Nord se trouve privilégiée par suite des nombreux avantages que lui procure l'extension croissante de son réseau ferré, il n'en est pas de même de l'Afrique Occidentale Française qui, malgré sa superficie, ne comporte encore que 2.629 kilomètres de voies en exploitation. Aucun plan d'ensemble n'ayant été dressé, elle se trouve sillonnée de tronçons parallèles sans lien entre eux et sans aucune voie de raccordement.

Il ne suffirait donc pas de prolonger les lignes existantes. Il faudrait, au surplus, les relier les unes aux autres par un

réseau transversal qui développerait considérablement la richesses des régions traversées. Le projet Sarraut prévoit, à cet effet, tout un ensemble de travaux dont les plus importants seraient : l'achèvement du Thiès-Kayes au Sénégal et la réfection du Kayes-Niger.

En Afrique Equatoriale Française, les lignes de navigation fluviale sont les seules susceptibles d'assurer un trafic commercial appréciable. Les voies ferrées y sont, en effet, pratiquement inexistantes, celle de Mindouli à Brazzaville ne mesurant que 163 kilomètres. Une loi du 14 juillet 1914 a autorisé, cependant, la colonie à contracter un emprunt de 171 millions de francs pour se munir de l'outillage indispensable, et c'est en exécution de cette loi qu'un projet fut élaboré, dont la réalisation doterait notre colonie d'un réseau ferré d'une longueur de 1.900 kilomètres.

Sans insister sur la situation actuelle des voies de communication dans les autres colonies, et sur leurs possibilités d'avenir, il importe toutefois d'envisager brièvement les principes de la politique ferroviaire des Pouvoirs Publics en Indo-Chine et à Madagascar.

Le réseau des chemins de fer indochinois ne compte pas moins de 2.063 kilomètres de longueur, les lignes existantes formant deux groupes principaux : Tonkin et Nord-Annam d'une part, Cochinchine et Sud-Annam d'autre part. Aucune voie transversale ne les relie l'une à l'autre et c'est là une lacune qui pourrait être facilement comblée par l'exploitation d'une ligne dite « du Centre-Annam », qui assurerait avantageusement la continuité du réseau indo-chinois.

La Commission nommée par la Section de l'Indo-Chine, pour établir un programme en matière de travaux publics, a estimé cependant, en 1919, qu'il n'y avait pas lieu, quant

à présent, de réaliser la fusion de ces diverses lignes, et les vœux qu'elle a formulés à cet égard sont particulièrement suggestifs :

« 1° Il n'y a pas lieu, disait-elle, de considérer comme s'imposant avant toute autre chose, pour des raisons économiques majeures, le raccordement des deux réseaux actuels Nord et Sud;

« 2° Il faudrait compléter de préférence ces réseaux :

« a) Au Tonkin, par la création de lignes de pénétration ayant pour objet de permettre l'accès et la mise en valeur des régions colonisables, des régions minières qui s'étendent au nord du Delta;

« b) En Annam, par le prolongement du Transindochinois vers le sud au-delà de Tourane, dans les parties les plus faciles d'accès et les plus peuplées;

« c) En Cochinchine, par la création de chemins de fer ou de tramways dans l'ouest, comme le Conseil colonial le demande pour faciliter surtout la circulation de la population, plus encore que celle des produits agricoles, les marchandises pouvant emprunter dans ce pays sillonné de cours d'eau navigables la voie fluviale de préférence à la voie ferrée:

« 3° En ce qui concerne le Laos et le Cambodge, tout en réservant la question de l'exécution des chemins de fer, que la situation financière ne permet pas d'aborder actuellement, procéder à son étude complète (1). »

(1) Indo-Chine, Madagascar, Côte des Somalis. Esquisse d'un programme de mise en valeur. (Union Coloniale Française, 1920) pages 22 et 23.

Ces différents vœux ont été retenus en grande partie par M. Albert Sarraut dans son programme de mise en valeur qui comporte notamment l'achèvement de plusieurs tronçons du Transindochinois, le développement des réseaux locaux et la création d'une voie ferrée de la côte d'Annam au Laos, dont l'achèvement aurait pour effet d'assurer une plus grande prospérité économique à cette région déshéritée.

Madagascar, enfin, présente une topographie qui rend difficile et particulièrement coûteux l'établissement et l'exploitation d'un réseau ferré. Les ouvrages d'art y sont difficiles à édifier, et, dans ces conditions, la construction d'un chemin de fer ne se justifie que dans des régions très peuplées ou de grande production.

Le réseau routier, d'autre part, n'y étant pas susceptible d'un important développement par suite de l'entretien qu'il exige, et qui retombe tout entier sur la colonie, la navigation fluviale seule pourrait assurer le trafic commercial de la Grande Ile.

Les vœux émis par la Section de Madagascar, en 1919, étaient les suivants :

« 1° Il serait souhaitable que la construction du canal des Pangalanes soit poursuivie... ; qu'un matériel flottant adapté au régime des rivières et économiquement exploitable soit étudié et mis à l'essai ;

« 2° Que, vu la difficulté de construire, dès à présent, des chemins de fer à voie de 1 mètre, l'utilisation des chemins de fer de campagne à voie de 0 m. 60 soit étudiée et mise à l'essai dans une région choisie de la colonie (1). »

(1) Indo-Chine, Madagascar et Somalis. Esquisse d'un programme de mise en valeur. (Union Coloniale Française 1920) page 74.

M. Albert Sarraut, dans son projet, préconise par contre la voie de 1 mètre pour les chemins de fer d'intérêt général.

En résumé, Madagascar qui possède, par ailleurs, quelques excellentes routes et un service de navigation bien organisé, peut ainsi suppléer à l'insuffisance de son réseau ferré dont l'extension est désirable bien qu'elle doive se heurter à des difficultés matérielles et pécuniaires fort nombreuses.

De façon générale donc la situation d'ensemble du réseau ferré des colonies françaises apparaît assez satisfaisante, et M. Rondet-Sain, directeur de la Ligue maritime et coloniale, dans son rapport récent à la *Semaine du Commerce extérieur*, la résumait en ces termes : « Jetez un coup d'œil sur un planisphère, vous verrez dans nos possessions les railways sillonner tous nos territoires, depuis la côte jusqu'à des centaines, sinon des milliers de kilomètres dans l'intérieur. Le premier coup de pioche vient d'être enfin donné à la seule voie ferrée qui nous manquait encore : celle de Brazzaville à l'Océan. Dans l'Indo-Chine, une fois soudés, les deux tronçons du Transindochinois on ira par voie ferrée de Saïgon à Yunnan-Sen en plein cœur de la Chine, Tananarive est reliée, elle aussi, à l'Océan. Nous ne parlerons ni de l'Algérie, ni de la Tunisie que l'on peut assimiler, sous ce rapport, à la Métropole. Mais au Maroc, l'œuvre immense commencée va se poursuivre jusqu'à l'heure prochaine où le Sud-Marocain sera en contact avec Tanger, tandis que, de l'Océan, le rail ira rejoindre le réseau de l'Ouest-Algérien par la voie Meknès-Taza (1). »

Il est cependant certaines colonies de l'Afrique Occidentale ou Equatoriale qui auraient pu orienter les conclusions de

(1) Rapport à la Semaine du Commerce Extérieur, présenté par M. Rondet-Saint, 1921, page 10.

M. Rondet-Saint dans un sens un peu moins optimiste. En Afrique, en effet, nous n'avons pas 5.000 kilomètres de voies ferrées, alors que l'Europe en possède 250.000 kilomètres. La France, à elle seule, qui ne représente en étendue que la dix-septième partie de nos possessions d'Afrique, a un réseau ferré de 50.000 kilomètres.

Il est d'autant plus urgent de remédier à cette pénurie de moyens de communication que, sans chemins de fer, il est impossible d'exploiter les riches gisements de l'Afrique Equatoriale Française et d'en extraire le cuivre qu'ils renferment.

Le Dahomey ne peut utiliser ses graines de karité pour le commerce d'exportation et le Soudan, faute de ligne de raccordement à la côte, ne peut transporter son coton dans les ports d'embarquement.

Si le chemin de fer de Pointe-Noire à Brazzaville avait été construit au début de la guerre, l'Afrique Equatoriale Française, par ses envois de cuivre, aurait apporté à la défense de la Métropole une plus large contribution, et l'existence d'un réseau transsaharien nous aurait donné toutes facilités pour l'acheminement vers la France de produits d'alimentation, autant que pour le transport des troupes noires.

Le Congrès d'agriculture coloniale (21-25 mai 1918) a émis notamment un vœu relatif à l'achèvement du chemin de fer Thiès-Kayes au Sénégal, considérant qu'il aurait les plus heureux effets sur les exportations des produits alimentaires à destination de la France, et qu'une augmentation très notable de la production des arachides en serait la conséquence immédiate.

L'activité économique des colonies sera en effet en raison directe de l'étendue de leurs réseaux ferrés.

Il n'est, d'ailleurs, qu'à se reporter aux statistiques annuelles pour s'en rendre compte. De même, en effet, que l'Indo-Chine doit sa prospérité à la réalisation du programme Doumer et l'Afrique Occidentale Française à la mise à exécution du programme Roume, de même nous constatons que le développement des exportations dans les colonies a toujours suivi de près la création des voies ferrées.

Il est indispensable, dans ces conditions, d'exécuter rapidement tous les travaux qui n'étaient encore, avant la guerre, qu'à l'état de projet. Tous ceux prévus depuis par M. Albert Sarraut, et notamment la construction du réseau destiné à relier entre elles les diverses parties de notre domaine colonial, l'aménagement et le développement de l'outillage des ports, la création de routes et de barrages, contribueront directement à l'essor économique des colonies.

Il ne suffit pas, au surplus, d'approuver sans réserve les programmes proposés; il faut pouvoir les réaliser pratiquement. Les énormes capitaux que nous y devons employer ne le seront pas en vain, et le Parlement ne saurait plus longtemps refuser les crédits nécessaires à l'exécution des travaux de première urgence qui s'imposent. Certes, le moment est peut-être peu propice pour émettre de nouveaux emprunts, mais il importe de ne pas oublier que les dépenses improductives accumulées par la guerre ne pourront être amorties que par les dépenses productives qui les suivront, le revenu de celles-ci permettant seul de compenser la perte résultant de celles-là. Notre actuel ministre des Colonies donnera, sans nul doute à nos possessions, la possibilité de faire face au développement économique le plus intense en demandant au Parlement, dans le plus bref délai, les crédits nécessaires à l'exécution de son programme de mise en valeur,

CHAPITRE IV

Nécessité d'une flotte coloniale

Grâce au développement du réseau ferré, des routes et des voies fluviales dans les colonies, les produits du sol et du sous-sol pourront être acheminés rapidement vers la côte et les ports d'embarquement. Or, il ne suffit pas que ces marchandises soient « à pied d'œuvre » pour une exportation éventuelle vers la Métropole; encore faut-il qu'elles puissent être chargées sur des navires en partance et qu'elles ne séjournent pas durant des mois entiers sur les quais où elles sont inutilisées.

La question qui se pose est de savoir si nos colonies sont desservies dans une limite adéquate à leurs besoins et à leurs possibilités. Il importe, en effet, de ne pas oublier que la flotte est le complément indispensable du développement des voies ferrées et fluviales.

En 1914, la situation de notre marine marchande dans ses rapports avec les colonies paraissait satisfaisante. Le trafic entre la France et l'Algérie était assuré par des compagnies concessionnaires. Pour la Tunisie et le Maroc, la navigation était libre et les communications normales. Les autres colonies, indépendamment de l'Afrique du Nord, se trouvaient

par ailleurs desservies par nombre de grandes firmes maritimes dont les sphères d'activité se répartissaient ainsi :

Les relations entre la Métropole et la Côte Orientale d'Afrique et Madagascar d'une part, la Nouvelle-Calédonie, l'Inde et l'Indo-Chine d'autre part, étaient assurées par les « Messageries maritimes ». La Compagnie des « Chargeurs réunis », les Compagnies « Fraissinet » et « Paquet » se partageaient la Côte Occidentale d'Afrique, laissant à la « Compagnie Transatlantique » le trafic avec les Antilles et la Guyane.

Certaines personnalités du monde colonial ont cependant adressé à nos services de navigation le reproche de n'assurer, entre la France et ses colonies, que des communications insuffisantes et trop coûteuses. La preuve qu'elles en donnaient reposait sur des statistiques de 1913. Dans l'année qui a précédé la guerre, notre pavillon ne transportait que 1.617.000 tonnes entre la Métropole et ses possessions d'outre-mer, soit 32 % seulement du trafic total. Or, pour la même année, le pavillon anglais en transportait pour 1 million 623.000 tonnes, les pavillons allemand et japonais respectivement pour 612.000 et 320.000 tonnes. En résumé, disait-on, la part revenant au pavillon français est des plus réduites. C'est là, certes, une constatation douloureuse pour notre amour-propre national, mais il n'en faudrait pas conclure qu'en raison de son peu d'importance, le commerce colonial était incapable d'assurer aux armateurs un bénéfice appréciable.

Si les relations entre les armateurs français et les producteurs coloniaux sont insuffisantes, cela est dû à ce fait qu'il n'y a pas, au point de vue du frêt, équilibre entre le voyage d'aller et celui de retour. « Avant la guerre, certaines colo-

nies n'importaient pas assez d'articles métropolitains pour rémunérer un trajet. Tel était, notamment, le cas pour Madagascar et l'Indo-Chine. Les bateaux français qui se rendaient dans ces deux pays partaient de Marseille avec un demi-chargeement, donc à moitié sur lest, d'où un important déficit pour la Compagnie de navigation qu'un tel voyage mettait en perte. Au retour, au contraire, le frêt était surabondant, mais il fallait en relever le prix afin de réaliser le bénéfice qui n'avait pu être obtenu sur le trajet de sens inverse. Nos concurrents étrangers pouvaient, eux, prendre comme simple appoint du frêt de ou pour nos colonies, ayant, par ailleurs, de quoi constituer une cargaison suffisante dans les deux sens. Aussi étaient-ils à même de consentir pour ces transports des rabais notables que ne pouvaient accorder nos armateurs (1). »

Cette situation ne saurait se prolonger sans danger et il importe d'assurer dans le plus bref délai, aux Compagnies de navigation, un frêt suffisant au départ de la Métropole.

Pour atteindre ce but, il est indispensable que les colonies françaises achètent davantage à la mère-patrie. Ces achats supposent, sans doute, d'importantes capacités pécuniaires, mais le développement même des exportations de nos possessions en produits agricoles et miniers à destination de la France leur permettra d'accroître, par les richesses dont elles seront la source, la valeur de leurs importations.

L'armateur français doit pouvoir trouver, en outre, dans le transport des marchandises, un légitime bénéfice. Les frais nécessités par la création d'une nouvelle ligne sont, en effet, considérables, et il ne pourra y faire face qu'en exi-

(1) DEWAVRIN, DELIBERT et HOUDARD. *Comment mettre en valeur notre domaine colonial*, page 100.

geant, dans une convention préalable avec les commerçants et industriels coloniaux, un minimum de frêt. Or, il est remarquable qu'à ce point de vue, les producteurs et négociants, tant coloniaux que métropolitains, aient toujours refusé de signer de semblables accords. Cette mentalité est aussi singulière que déplorable, et elle ne saurait être attribuée qu'au désir qu'ils ont de faire transporter rapidement et à bon compte leurs marchandises sans se soucier du pavillon, ni de la nationalité du navire transporteur.

L'intérêt bien compris des commerçants français devrait au contraire, les inciter à faire cause commune avec les armateurs et à discuter contradictoirement avec eux de ces questions de modifications de lignes et de taux du frêt, dans des réunions périodiques qui permettraient d'aplanir très rapidement toutes les difficultés, et de mettre un terme aux querelles qui les divisent.

Sans vouloir, en cette matière, plagier les méthodes allemandes, il semble que la Métropole et ses colonies auraient les plus grands avantages à adopter le principe des participations de leurs nationaux dans les entreprises de navigation. Les questions de production et de transport étant ainsi intimement liées, les armateurs consentiraient plus volontiers des réductions à leurs clients, et ceux-ci, par contre, auraient une préférence marquée pour les Compagnies dont ils seraient actionnaires. L'Etat, d'ailleurs, ne saurait rester indifférent, ni assister en spectateur impassible à ces compétitions d'intérêts entre ses nationaux. Il doit intervenir et apporter à sa marine marchande l'aide pécuniaire et matérielle qu'elle est en droit d'en attendre.

Ce principe une fois posé, il reste encore à déterminer la forme même sous laquelle pourra se produire l'intervention

de l'Etat. L'établissement des services maritimes franco-coloniaux devrait, tout d'abord, faire l'objet de la sollicitude des pouvoirs publics. La législation a prévu, par la loi du 13 avril 1917, un système de garanties qui fonctionnerait, dans ses grandes lignes, de la façon suivante : L'Etat et les colonies passeraient avec les armateurs des contrats dont les clauses varieraient suivant les besoins de transport à satisfaire. Il est, en effet, certaines de nos possessions qui, par suite de leur outillage encore primitif, de leur manque de main-d'œuvre ou de la pénurie des voies de communication, n'auront qu'un frêt d'exportation insuffisant. D'autres, au contraire, plus favorisées à ce point de vue, auront un frêt abondant et fourniront de ce chef aux Compagnies de navigation, un trafic important. Les tarifs des armateurs doivent tenir compte de tous ces éléments, et la loi du 13 avril 1917 prévoit l'aide pécuniaire de l'Etat se manifestant sous la forme de garanties d'intérêts aux Compagnies, dans le but d'attirer les actionnaires et de leur assurer toujours un dividende minimum. Le législateur dispose enfin que, dans le cas où les bénéfices réalisés dépasseraient un certain quantum, il y aurait lieu à partage de ces bénéfices entre l'Etat et les armateurs.

Ce système d'intervention n'est autre que celui qui fut préconisé pour nos diverses Compagnies de chemins de fer. La loi de 1917 a toujours été lettre morte, et il serait souhaitable qu'elle fût enfin appliquée, à la suite des restitutions de navires de commerce imposées à l'Allemagne par le traité de Versailles.

Il est un mode d'intervention plus directe de l'Etat qui consisterait à faire immédiatement l'acquisition de nouveaux vapeurs, ses besoins étant incontestables et illimités. Certes,

l'on conçoit qu'il ait jusqu'ici hésité à acheter des navires dans la crainte d'en conserver la charge au lendemain de la guerre, mais cette crainte n'aurait plus sa raison d'être s'il était assuré de pouvoir les utiliser pour le trafic franco-colonial.

Or, il ne suffit pas de constituer une flotte; il faut encore lui donner un statut, et c'est alors que se pose la question si controversée de « la flotte d'Etat ». On a prétendu que les colonies auraient intérêt à racheter à l'Etat les navires dont elles ont besoin pour le transport de leurs produits. Le paiement en serait effectué non pas en argent, mais en remise jusqu'à dû concurrence des rentes 3 % constituant leur fonds de réserve. Cette combinaison pourrait être prise en considération, si toutefois l'administration de cette flotte était confiée aux colonies elles-mêmes qui pourraient ainsi, soit l'exploiter par leurs propres moyens, soit la louer à des compagnies privées existantes ou qui se créeraient à cet effet.

Il ne serait pas impossible, au surplus, de laisser à ces compagnies la libre disposition des vapeurs rachetés à l'Etat, en spécifiant qu'elles seraient tenues de prendre à leur charge toutes les réparations et toutes les dépenses, et à verser à la colonie une certaine redevance annuelle.

Un système de prime à la navigation devrait même être envisagé par les pouvoirs publics dans chacune de nos possessions, et il serait de nature à encourager, par un appui financier très appréciable, la constitution de ces compagnies de navigation coloniale.

Il ne faut pas songer en effet, à l'institution d'une flotte d'Etat, qui paralyserait toutes les initiatives privées et supprimerait la liberté de la concurrence. Cette création serait,

en outre, contraire aux légitimes aspirations de nos colonies, ainsi qu'en témoignent les vœux émis notamment par les Sections de l'Indo-Chine et de Madagascar réunies à l'instigation de l'Union coloniale française en 1918, avec mission d'élaborer un programme de travaux publics :

« La Commission des Transports maritimes de la Section indo-chinoise, considérant qu'aucune industrie n'a besoin de plus de souplesse que l'industrie de l'armement, qu'aucune n'a plus besoin du régime de la liberté commerciale, surtout lorsqu'il s'agit de soutenir la concurrence économique internationale;

« Considérant, d'ailleurs, que l'expérience qui vient d'être faite de la réquisition de la flotte par l'Etat est décisive;

« Considérant que la menace seule de l'institution d'une flotte d'Etat aurait pour premier effet d'empêcher même de se manifester toute initiative privée, tant en matière de construction de navires, qu'en matière d'armement;

« Considérant que le régime de la libre concurrence est le seul qui permette au pays de faire face aux nécessités impérieuses de l'heure présente;

« Et certains d'être l'interprète des représentants des intérêts nationaux en Indo-Chine;

« Emet le vœu que la Commission nommée par le Gouvernement pour examiner le projet d'une flotte d'Etat pour nos colonies, repousse ledit projet, afin que les armateurs français soient laissés libres d'organiser leurs services au mieux des intérêts économiques du pays dont leurs propres

intérêts sont solidaires, et dès lors, en fait au mieux des intérêts de la nation (1). »

L'intervention étatiste se trouve donc formellement condamnée, et la Commission résume ainsi les diverses réclamations qu'elle adresse aux pouvoirs publics :

1° Sanction du programme des Compagnies de navigation en ce qui concerne l'Indo-Chine, programme conforme aux desiderata du commerce indochinois;

2° Etude à bref délai de la réorganisation du service du grand cabotage entre l'Indo-Chine et les pays voisins;

3° Rejet du projet de constitution d'une flotte d'Etat pour les colonies.

La Section de Madagascar formule des vœux identiques, et, après avoir demandé qu'une flotte spéciale affectée au service des relations maritimes entre la France et la Grande-Ile, soit constituée avec la participation de l'Etat et de la colonie, elle reconnaît la nécessité de compléter celle-ci par une flotte privée constituée notamment par les Compagnies de navigation desservant l'île, et auxquelles il faudra laisser la liberté la plus large, si l'on veut leur permettre d'assurer l'exploitation d'une manière vraiment commerciale.

L'intervention de l'Etat dans les transports maritimes ne pouvant que « diminuer le rendement des unités, gêner les transactions et augmenter le taux des frêts », Madagascar réclame que la liberté complète soit rendue sans délai à la construction, à l'armement et à la navigation maritimes, que les pouvoirs publics ne poursuivent pas, en ce qui la concerne, la constitution d'une flotte d'Etat —, où que si,

(1) Indo-Chine, Madagascar, Côte des Somalis. Esquisse d'un programme de mise en valeur. (Union Commerciale Française, 1920,) page 50.

malgré ses vœux, ils interviennent dans l'établissement des conditions d'exploitation des lignes de navigation, « ces conditions ne soient fixées ou modifiées qu'après avis d'une Commission instituée par décret, se réunissant périodiquement et comprenant des représentants de l'Etat, des chargeurs et de la compagnie de navigation ».

Cette dernière suggestion serait de nature à développer, dans une très large mesure, le trafic franco-colonial en faisant intervenir dans la rédaction même des conditions d'exploitation toutes les parties intéressées, à savoir : l'Etat et les colonies d'une part, les armateurs de l'autre. La réalisation pratique de ce vœu aurait, enfin, pour effet de compléter très heureusement la loi du 13 avril 1917 précitée qui ne prévoyait pas l'intervention des compagnies au contrat.

Quoiqu'il en soit, et en admettant la possibilité de semblables ententes, il n'en reste pas moins que la guerre a nécessité une refonte générale de l'organisation des services coloniaux qui est, dès à présent, en voie d'élaboration.

« Les Messageries Maritimes envisagent, d'accord avec les pouvoirs publics, la réorganisation de leur ligne d'Extrême-Orient. Celle-ci aurait comme terminus principal l'Indo-Chine. Mais c'est une ligne nationale, qui continuera à assurer, sous pavillon français, les relations avec la Chine et le Japon, par transbordement à Haïphong. Des unités neuves et d'un modèle approprié sont prévues pour Madagascar. D'autre part, une initiative infiniment opportune a décidé la Compagnie Transatlantique à pousser sa ligne des Antilles-Colon au-delà de Panama, jusqu'à la Côte sud-américaine vers les ports méridionaux du Chili. D'autres Compagnies, telles la Compagnie navale de l'Ouest qui, jusqu'à la guerre, s'étaient spécialisées dans le trafic entre l'Afrique du Nord

et la Manche, interviennent maintenant dans le mouvement général vers la Côte d'Afrique et l'Orient (1). »

Telle est, brièvement résumée, l'œuvre accomplie dans les colonies jusqu'à ce jour. Elle n'est, d'ailleurs, encore que faiblement ébauchée et sera parachevée par la réalisation du programme d'outillage économique déposé à la Chambre par M. Albert Sarraut, qui prévoit, à cet effet, un crédit global de 4 milliards destiné en grande partie à l'aménagement des ports, celui-ci constituant l'élément indispensable à la mise en valeur des possessions françaises d'outre-mer.

Les suggestions de M. Albert Sarraut nous intéressent encore à un autre point de vue. Lorsque notre actuel ministre des Colonies était gouverneur de l'Indo-Chine, il fit de l'organisation d'une « flotte coloniale » l'un des points principaux de son programme. Les résultats n'ont pas tardé à se révéler, et l'Indo-Chine a déjà construit dans ses chantiers plusieurs navires de 3.000 tonnes qui sont venus augmenter le nombre des unités en service, favorisant ainsi les exportations de la colonie.

Le problème des relations maritimes entre la France et ses possessions d'outre-mer n'est donc pas insoluble, et il est à souhaiter que celles-ci, à l'exemple de l'Indo-Chine, comprennent la nécessité d'édifier elles-mêmes leurs chantiers et d'y construire une « flotte coloniale » destinée à suppléer à l'insuffisance des transports maritimes existants. Certes, ce vœu ne saurait être réalisé dès à présent pour certaines de nos colonies qui, faute de main-d'œuvre ou de matériaux, se trouveraient en présence de difficultés insurmontables, mais il existe pour elles une autre solution que nous avons

(1) RONDET-SAINT. *Rapport à la Semaine du Commerce Extérieur*, 1921, page 12.

envisagée précédemment et qui consisterait à acheter à l'Etat les unités dont elles ont besoin, tout en assurant ensuite elles-mêmes l'administration de la flotte ainsi constituée.

Les méthodes surannées d'avant-guerre ont vécu. En 1913, nos possessions ne pouvaient exporter à destination de la France la moitié de leur production qui, pour certaines d'entre elles, était cependant bien réduite. Ainsi s'acheminaient à l'étranger des matières premières indispensables à la Métropole et que celle-ci était obligée ensuite de se procurer chez ses rivales. Un cinquième seulement de la flotte française assurait le trafic avec les colonies et le tonnage dont nous disposions atteignait péniblement 600.000 tonnes, alors qu'il nous en eût fallu 1.700.000.

Pour faire face à ces exigences, la création d'une flotte coloniale s'impose, et l'Etat ne doit pas se borner à en étudier le statut éventuel, mais en faciliter la constitution et en assurer le développement par des subsides pécuniaires destinés à couvrir le déficit probable que son exploitation pourrait laisser à ses débuts.

CHAPITRE V

Réforme à apporter dans le régime douanier colonial

Les anciens colons considéraient que le but essentiel de la colonisation était l'échange des produits entre la Métropole et ses possessions lointaines. Ce point de vue, bien que quelque peu modifié par les nécessités de la vie économique moderne, n'en reste pas moins exact dans son ensemble, et le commerce extérieur constitue l'élément primordial de la vitalité d'une colonie.

Les besoins des indigènes, en effet, sont trop restreints pour pouvoir absorber la production du sol et du sous-sol, et les débouchés sont indispensables pour écouler le surplus de leur consommation.

La Métropole, pour mener à bien l'œuvre de relèvement économique, doit elle aussi faire un pressant appel à ses colonies dont les produits viendront ainsi progressivement se substituer sur ses marchés aux importations étrangères. Il faut, en un mot, favoriser à tout prix le développement des échanges entre la France et ses possessions d'outre-mer, et pour atteindre ce but, il convient d'instaurer un régime douanier colonial qui tienne compte des légitimes intérêts des importateurs et des exportateurs, et qui puisse, par sa souplesse, s'accommoder aux situations économiques les

plus diverses. Tel est, précisément, le point délicat du problème que n'a pu résoudre encore le législateur français.

La loi de 1892, en effet, en rompant avec le système de la loi de 1866, adoptait le principe de « l'assimilation douanière », et considérait la Métropole et ses colonies, ou, du moins, certaines d'entre elles, comme ne constituant qu'un seul et même territoire.

Il semble illogique, de prime abord, de vouloir ainsi appliquer une législation identique à toutes nos possessions, quelles que soient, par ailleurs, leur situation géographique, leurs ressources, leurs mœurs et leurs habitudes commerciales. Il est telles de nos colonies rentrant dans le cadre des « colonies assimilées » qui appliqueront avec une relative facilité le principe de l'admission en franchise des marchandises métropolitaines et qui, adoptant le tarif français, imposeront aux produits étrangers, à l'entrée, les mêmes droits que ceux appliqués en France.

Elles exigeront, par contre, et à juste titre, l'entrée en franchise, dans la Métropole, des articles coloniaux. Or, la loi de 1892, tout en leur donnant partiellement satisfaction, n'avait pas admis cependant le principe de la détaxe complète pour les « denrées coloniales », telles que cacao, cafés, vanille et épices qui avaient fait l'objet d'un tableau spécial (tableau E de la loi) et qui devaient payer la moitié du droit inscrit au tarif minimum pour les produits similaires étrangers. Cette singulière exception a disparu grâce à la promulgation de la loi du 5 août 1913 établissant la détaxe complète pour tous les produits importés des colonies.

Ce régime douanier, toutefois, bien qu'étant à l'heure actuelle encore appliqué à la plupart de nos possessions, ne saurait leur convenir. Le tarif métropolitain présente une

telle rigidité que son application inconsidérée à toutes les parties du domaine colonial français, aurait les plus désastreux effets sur le mouvement des échanges et le développement du commerce extérieur des colonies.

L'opportunité de la souplesse des tarifs est incontestable, et elle a été démontrée une fois de plus pendant la guerre par la situation de nos colonies d'Amérique que leur régime douanier mettait dans l'impossibilité de se ravitailler aux Etats-Unis, par suite des conditions très onéreuses qui leur étaient faites et qui ne pouvaient s'adresser à la France, celle-ci se reconnaissant incapable de les approvisionner.

Le législateur de 1892 a compris, d'ailleurs, que par suite des différences de tous ordres existant entre les divers établissements coloniaux, une tarification uniforme était pratiquement inapplicable, et il a prévu la possibilité de nombreuses dérogations au principe de « l'assimilation » précédemment posé. Ces dérogations pouvaient être ordonnées par décret en Conseil d'Etat sur la proposition du ministre des Colonies et après consultation des autorités locales.

Or, l'autorité administrative, soucieuse avant tout de ménager les susceptibilités des commerçants et industriels français, fut effrayée de la puissance qui lui était départie par le législateur et ne fit qu'un usage très limité de ces dérogations.

Dans ces conditions, l'application du tarif de 1892 aux colonies assimilées devait donner lieu, de la part de celles-ci, à des critiques pleinement justifiées. L'idée maîtresse du législateur, lors de l'établissement de cette réglementation uniforme, avait été d'empêcher la concurrence étrangère de s'étendre dans les colonies. Les résultats obtenus sont cependant bien loin d'avoir répondu aux vœux formulés dans la

loi de 1892, et les produits étrangers, malgré les droits de douane très élevés dont ils étaient frappés à leur entrée dans nos possessions d'outre-mer, n'en ont pas moins continué à lutter, avantageusement parfois, avec les produits français sur les marchés coloniaux.

D'autre part, il semble impossible d'obliger les colonies à s'approvisionner dans la Métropole, alors qu'elles pourraient acheter à meilleur compte dans des pays étrangers avoisinants.

Il est certaines de nos possessions qui, par la suite de leur civilisation plus brillante, ou de leur évolution économique plus avancée, ont supporté sans récriminer ces multiples inconvénients dont elles ne souffraient, au surplus, qu'indirectement. Il en est d'autres, au contraire, dont la stagnation actuelle est due en très grande partie à l'application inopportune du tarif métropolitain : la Guadeloupe et la Martinique, pour ne citer que les principales, accusaient en 1907 une diminution très notable dans les chiffres de leur commerce général, comparativement aux années antérieures à la loi de 1892. Le tableau suivant ne saurait laisser aucun doute à cet égard (1) :

Colonies	Commerce général	
	1887	1907
Réunion.....	32.350.000	28.467.000
Guadeloupe....	42.749.000	29.694.000
Martinique....	44.320.000	34.937.000
Total.....	119.419.000	93.098.000

Il est, d'autre part, certaines de nos possessions qui sont

(1) DEWAWRIN, DELIBERT et HOUDARD. *Comment mettre en valeur notre Domaine colonial*, (1920) page 176.

comprises à tort parmi les colonies assimilées, la Nouvelle-Calédonie notamment. Celle-ci préconisa, en 1917, lors de la réunion à Paris des diverses sections géographiques de la Conférence coloniale, la suppression du régime « d'assimilation », l'adoption du principe de « la liberté douanière » et l'établissement de tarifs tenant compte de la situation géographique et des conditions économiques de chaque colonie.

Il ne faudrait pas, cependant, en conclure que la loi de 1892 est condamnable en toutes ses parties. En dehors des dérogations qu'elle prévoit pour les colonies assimilées, il en est d'autres plus importantes admises par elle et applicables à certaines de nos possessions qui, par suite de leur développement économique peu avancé ou de leur situation géographique spéciale, sont soumises à un régime très différent n'ayant rien de commun avec les taxations du tarif métropolitain. L'assimilation, en effet, n'existe pas pour elles. Des droits de douane fort peu élevés frappent les marchandises importées, quelle que soit leur origine, et les produits métropolitains, bien que plus favorisés que ceux provenant des autres pays, n'y jouissent cependant que d'une préférence très faible relativement à leurs similaires étrangers.

Par contre, la France n'admet pas, pour ces colonies, le principe de la détaxe complète à l'entrée de leurs produits dans la Métropole, et elle les astreint, sauf toutefois pour certaines denrées coloniales dont les quantités sont fixées chaque année, par décret, au paiement des droits du tarif minimum, les traitant ainsi comme des articles d'origine étrangère. Telle est la situation de nos possessions de l'Afrique Occidentale Française, de la Côte des Somalis, de l'Inde et des Etablissements de l'Océanie.

Le nombre des colonies non assimilées est donc très restreint, mais le régime auquel elles sont soumises apparaît plus souple et plus libéral que celui qui régit les colonies assimilées et donne, à ce point de vue toute satisfaction aux colons et aux indigènes :

Certaines critiques ont été, néanmoins, formulées contre ce régime. On lui a reproché notamment de n'établir aucune distinction pour l'application des droits de douane entre les produits coloniaux et étrangers à leur entrée dans la Métropole.

Les industriels français, d'autre part, préféreraient une réglementation favorisant sur les marchés coloniaux, leurs produits au détriment de ceux de leurs concurrents qu'elles frapperaient de droits presque prohibitifs. Ce sont là des visées intéressées qui ne sauraient militer en faveur du principe d'assimilation. La loi de 1892, en effet, est illogique et, lors du Congrès des anciennes colonies, en octobre 1909, les délégués furent déjà unanimes à en condamner les principes. « Son uniformité, disait M. Thierry, président de la Section douanière, est absurde... »

M. Harmand la critiquait, lui aussi, en accusant l'idéal du législateur d'être « plus arriéré et plus incomplet que celui de Montesquieu et des Physiocrates qui, ne considérant comme eux les colonies qu'au point de vue exclusivement commercial, leur reconnaissent au moins la faculté d'échanger les produits fabriqués de la Métropole contre les matières premières, les épices dont elles avaient le monopole naturel ».

La loi de 1892, disait-il enfin, « a été nuisible à nos colonies en appauvrissant des populations déjà pauvres, en entravant leur production, en obligeant les gouvernements à faire

flèche de tous bois pour remplacer les ressources diverses dont la tarification les privait, et pour payer les tributs considérables qu'elle imposait à leur budget... Elle leur a été nuisible encore en retardant l'outillage des possessions nouvelles et le perfectionnement des anciennes. Elle a été nuisible à l'industrie métropolitaine en provoquant, partout où les conditions s'y prêtent, la création d'industries nouvelles qui ont fait concurrence aux produits français ».

L'application aux colonies du tarif métropolitain a donc paralysé leur développement, et la prospérité croissante de l'Afrique Occidentale Française, mise en regard de la stagnation économique des Antilles, en est une preuve irrécusable.

Or, il ne suffit pas de saper les fondements mêmes de la loi de 1892. Il faut pouvoir lui substituer une réglementation plus conforme aux intérêts et aux légitimes aspirations de nos possessions lointaines.

Le Congrès de 1909 avait réclamé pour elles l'autonomie douanière complète. Nous nous trouvons ici, semble-t-il, en présence d'un vœu dont l'application serait difficilement réalisable. On ne peut admettre, en effet, que ces « vieilles colonies » qui toutes, à l'exception cependant de la Martinique, recourent pour vivre aux subventions de la Métropole, soient gratifiées d'une autonomie politique, financière et économique absolue. Qu'il leur soit donné le maximum de liberté compatible avec leur évolution actuelle, mais qu'on attende pour leur octroyer la pleine indépendance qu'elles se suffisent à elles-mêmes : telle fut la thèse proposée au Congrès par le colonel Bernard et qui pourrait servir de base au nouveau régime douanier dont l'application s'impose.

Le parti colonial estime, à juste titre, que lorsqu'on parle de mise en valeur des colonies, il faut entendre l'enrichis-

sement des colonies elles-mêmes et non pas seulement celui de la Métropole. Il considère l'assimilation comme une entrave à la libre expansion économique de nos possessions d'outre-mer. Celles-ci, par suite des tarifs élevés qui frappent les importations étrangères, se voient dans l'obligation de s'adresser à la France dont les produits sont plus coûteux. Il en résulte un appauvrissement de la colonie qui doit restreindre ses achats et réduire de ce chef son commerce total. D'autre part, et par suite de la suppression presque complète des achats à l'étranger, les recettes douanières qui alimentaient les budgets locaux pourraient se trouver taries.

Toutes les colonies assimilées sont unanimes, enfin, à proclamer que le renchérissement des denrées et de l'existence est une conséquence du régime douanier protectionniste de 1892.

Il reste, à l'heure actuelle, trois solutions possibles au problème douanier :

1° Le maintien pur et simple de la loi de 1892, qui n'est plus préconisé que par quelques industriels métropolitains : ceux-ci, dans l'intérêt de leurs entreprises, réclament encore « le statu quo » ;

2° L'application du régime de « l'autonomie douanière » suivant lequel chaque colonie doit avoir une charte spéciale. « Toute région différant des autres par sa nature et par ses aptitudes ne saurait être soumise à la même réglementation économique, et il faut lui laisser le loisir de rechercher ce qui convient le mieux au développement au stade duquel elle est parvenue. En un mot, chaque colonie ou groupe de colonies devrait pouvoir formuler et adopter, en toute liberté, le régime douanier qui cadre le mieux avec ses intérêts et

régler ce régime elle-même, en complète indépendance, avec la Métropole (1). »

Cette réglementation, sous sa forme absolue, ne paraît pas davantage applicable. La France, en effet, ne peut permettre à ses colonies de s'isoler ainsi, et de fixer arbitrairement le taux de leurs droits de douane sans se soucier des intérêts des industriels et commerçants métropolitains.

L'autonomie douanière complète n'a, d'ailleurs, jamais été réclamée par les représentants de nos possessions d'outre-mer. Celles-ci ont besoin de la France et elles ne sauraient se désintéresser de ce débouché essentiel à l'écoulement de leurs produits. Si elles réclament, sur le marché français, des avantages économiques et la franchise pour leurs importations, elles n'ignorent pas qu'en échange, elles devront admettre chez elles le principe de la détaxe complète ou tout au moins partielle pour les produits français. En faisant à ceux-ci une situation privilégiée par rapport à ceux de provenance étrangère, elles donneront à la Métropole une légitime compensation aux sacrifices en hommes et en argent qu'elle a consentis en leur faveur. La nécessité d'un plan d'ensemble pour notre domaine colonial constitue, enfin, un obstacle insurmontable à l'application d'un tarif différent à chaque colonie.

3° Nous rejetons donc, comme également nuisibles aux intérêts bien compris des colonies françaises, les régimes d'assimilation et d'autonomie absolue. La vérité, croyons-nous, se trouve dans un système intermédiaire dont les directives essentielles seraient les suivantes :

Tout en admettant le principe protectionniste de la loi de

(1) AUBERT. *L'assimilation douanière dans les rapports de la France avec ses Colonies*, page 403.

1892, en vertu duquel les colonies doivent refuser aux produits étrangers l'entrée en franchise, afin d'éviter la libre concurrence qui pourrait avoir les plus désastreux effets en paralysant les importations de la Métropole, il convient de rejeter la tarification douanière générale applicable à toutes nos possessions indistinctement et indépendamment de leur situation géographique, ou du stade plus ou moins avancé de leur développement économique.

Chaque groupe de colonies doit avoir son régime douanier établi en considération de ses besoins et d'après les éléments propres de son activité commerciale. Mais, et c'est là précisément que nous nous séparons des partisans de l'autonomie, les tarifs ne sauraient être institués par les colonies elles-mêmes. On pourrait craindre ainsi que les autorités locales, soucieuses avant tout des intérêts de leurs administrés, leur sacrifient ceux de la mère-patrie.

Nos possessions lointaines ne veulent pas de ce régime d'indépendance absolue vis-à-vis de la Métropole, et, lors de la réunion de la Conférence coloniale en 1917, elles l'ont très nettement condamné. « Il ne s'agit point, ont déclaré leurs représentants, de déposséder de privilèges légitimes l'industrie métropolitaine; bien au contraire, l'esprit de solidarité a fait son œuvre sur ce terrain comme ailleurs, et le souci de contribuer de tout leur effort au développement de la production des usines nationales s'est manifesté très nettement dans les travaux de toutes les sections (1). » Celles-ci avaient préconisé, pendant la guerre, l'établissement de trois tarifs douaniers distincts : l'un destiné aux ennemis,

(1) Conférence Coloniale... instituée par M. Maginot, Ministre des Colonies. Juillet 1917, page 132.

l'autre aux alliés et le troisième qui, réglant les relations avec la Métropole, aurait été très favorable à celle-ci. Les travaux de la Conférence coloniale ne révèlent nullement, toutefois, que les colonies aient demandé à fixer elles-mêmes ces différents tarifs.

Les pouvoirs publics, par contre, ne sauraient être les seuls juges en la matière, et tout en leur réservant la décision suprême, il serait désirable qu'avant d'appliquer à ses possessions un droit de douane quelconque, la Métropole se livre à une consultation préalable des autorités locales, et leur laisse le soin d'exprimer leur avis sur l'opportunité des mesures envisagées.

Le réformes que nous préconisons n'auront donc pas pour effet de bouleverser le régime douanier actuel, mais de le modifier de telle façon qu'il puisse assurer des relations économiques plus étroites entre la France et ses colonies et contribuer ainsi au relèvement rapide de la mère-patrie.

CONCLUSION

Au cours de cette étude, il nous a été loisible d'apprécier les difficultés de tous ordres qui viennent entraver l'exploitation rationnelle du domaine colonial français. Parmi les richesses qu'il renferme en puissance, tant dans son sol que dans son sous-sol, combien restent encore ignorées ou susceptibles d'une mise en valeur plus complète? La situation économique de la France, au lendemain de la guerre, est à ce point critique que l'utilisation intégrale de toutes les ressources de ses possessions d'outre-mer s'impose à elle comme une nécessité de l'heure présente.

Il ne saurait s'agir seulement ici d'avantages réciproques qu'assurerait à la Métropole et à ses colonies le développement de leurs relations économiques; le problème se pose sous un jour plus angoissant : les produits étrangers se sont offerts sur nos marchés pour suppléer à l'insuffisance de la production nationale. Or, la vente comportant au premier chef un bénéfice pour le vendeur, si ce dernier est étranger notre compte s'établit par un déficit appréciable puisque le chiffre des importations s'en trouve augmenté et que par là même la balance commerciale de la France accuse une rupture d'équilibre au profit des nations concurrentes.

Il importe donc de remédier au plus tôt à cette situation, concétisée d'ailleurs par des chiffres et des statistiques irrécusables, et il n'est pour cela qu'une méthode qui soit effi-

cace : elle consiste dans la substitution progressive et rapide sur nos marchés des produits coloniaux aux produits étrangers.

Les conséquences de cette substitution seront des plus heureuses, puisqu'en comprimant ses importations, la Métropole améliorera son change et que le chiffre de sa dette extérieure en sera, de ce fait, notablement diminué. Or, la France trouvera dans ses colonies toutes les matières premières et denrées alimentaires qui lui sont indispensables.

Il convient de reconnaître cependant, qu'une trop grande partie de leurs richesses est encore inexploitée. Les espaces cultivés y sont trop restreints. L'éducation de l'indigène a été jusqu'ici trop négligée, et il importe de combler au plus tôt cette grave lacune.

Une meilleure répartition de la main-d'œuvre s'impose en outre, et elle constitue l'une des conditions essentielles du développement de l'agriculture et de l'industrie dans les colonies.

Il n'est, à vrai dire, aucun de ces problèmes qui ne soit susceptible d'une solution satisfaisante, et tout dépend, en l'espèce, de l'adoption de méthodes d'exploitation plus rationnelles.

Les Français, toutefois, ignorent trop souvent les richesses que constitue, pour la Métropole, son domaine colonial. L'effort de propagande que nous sollicitons de la part des pouvoirs publics dans tous les milieux, sera seul susceptible de susciter les initiatives, mais celles-ci ne seront fécondes que dans la mesure où la mère-patrie procurera à ses nationaux désireux de coloniser, les concessions de terres et les capitaux qui leur permettront d'obtenir le maximum de rendement.

Il n'est pas, enfin, jusqu'au régime douanier actuel qui ne doive être modifié en partie pour faciliter et multiplier les relations économiques entre la Métropole et ses colonies.

Le programme de mise en valeur précédemment esquissé suppose, au préalable, l'abandon des méthodes surannées suivies jusqu'à ce jour, et l'adoption d'une politique qui assure, même au prix de sacrifices pécuniaires considérables, l'exploitation intensive du sol et du sous-sol colonial.

La prospérité économique de notre pays est intimement liée à cette conception, et il importe que tous les Français, à quelque classe sociale qu'ils appartiennent, prennent conscience de leurs responsabilités et qu'ils travaillent soit par eux-mêmes, soit par le concours de leurs capitaux, à l'œuvre de reconstruction qui s'impose. Quels avantages, en effet, la France retirerait-elle de sa victoire militaire si elle se trouvait dans l'impossibilité de se relever de ses ruines et de surmonter la crise économique qu'elle traverse ?

La condition primordiale de sa renaissance et de son relèvement réside dans une collaboration plus étroite avec ses possessions lointaines et, grâce à cette entraide plus effective, la Métropole et ses colonies, unies en un bloc compact, seront en mesure de lutter avantageusement sur tous les marchés contre la concurrence étrangère.

BIBLIOGRAPHIE

- Alphand-Belot, etc.* — L'avenir de la France. 1918.
- Aubert Louis.* — L'assimilation Douanière dans les rapports de la France et de ses colonies. Thèse Paris. 1911.
- Augier et Renard.* — Régime Douanier Colonial. Etude de la Loi du 5 Août 1913, et du projet du 12 Décembre 1912.
- Bernard (Fr).* — Pourquoi et comment coloniser.
- Cario et Regismanset.* — Concurrence des colonies à la Métropole.
- Dewavrin, Delibert et Houdard.* — Comment mettre en valeur notre domaine colonial. 1920.
- Doucet R.* — Colonies Françaises. Avenir Economique. Mise en valeur.
- Du Vivier de Streel.* — Le rôle de nos colonies dans l'après-guerre.
- Du Vivier de Streel.* — Matières premières et Colonies. (Institut Colonial 1918. Conférence d'Inauguration de la Quinzaine Coloniale de Bordeaux).
- Dybowski Jean.* — Notre force future.
- Girault Arthur.* — Principes de Colonisation et de Législation Coloniale.
- Guy C.* — Les Colonies Françaises. La mise en valeur de notre domaine colonial.
- Humbert Charles.* — L'œuvre française aux Colonies.
- Hubert Lucien.* — Une politique coloniale. Le salut par les Colonies. 1918.
- Lebrun.* — Les Colonies dans notre vie nationale de demain Conférence. 1917.

Leroy Beaulieu. — Colonisation chez les peuples modernes.

Lhoste. — Régime douanier des colonies françaises. Thèse. Paris. 1907.

Lorin Henri. — La France, puissance coloniale.

Maginot A. — Conférence Coloniale instituée par M. A. Maginot. Ministre des Colonies. 1917.

Merignhac A. — Précis de Législation et d'Economie Coloniales.

Paulin Honoré. — L'outillage économique des Colonies françaises.

Paulin Honoré. — Régime minier des colonies françaises et pays de protectorat. 1920.

Perreau. — Régime commercial des Colonies Françaises.

Perreau-Pradier et Maurice Besson. — Effort Colonial des Alliés. 1919.

Regismanset. — Questions Coloniales.

Regismanset François et Rouget. — Ce que tout Français devrait savoir sur les colonies.

Rondet-Saint. — Rapport à la semaine du Commerce extérieur. 1921.

Riols de Fouclare. — Les Diverses Politiques coloniales et leurs applications pratiques à l'Algérie. Thèse Toulouse. 1919.

Sarraut Albert. — Projet de loi (n° 2.449) portant fixation d'un programme général de mise en valeur des colonies françaises.

Sauvaire Jourdan. — Vitalité économique de la France avant et après la guerre. 1918.

Seiler A. (Editeur). — Les Colonies Françaises (Imprimerie du Journal des Internés Français. 1918).

Sémars. — Relations Economiques des colonies avec la Métropole. Thèse Nancy 1905.

Truchy. — Cours d'Economie Politique. Tome. II.

Union Coloniale Française. — Indo-Chine, Madagascar, Côte des Somalis. Esquisse d'un programme de mise en valeur. 1920.

Vignon Louis. — Un programme de politique coloniale. Questions indigènes.

Vignon Louis. — Exploitation de notre Empire Colonial.

Zolla D. — Compte Rendu des travaux du Congrès d'Agriculture Coloniale. 21-25 Mai 1918, publié sous la Direction de M. J. Chailley. Tome I.

Bulletin de l'Agence Générale des Colonies. 1921.

Bulletin Economique de l'Indo-Chine 1920 et 1921.

Bulletin Mensuel du Comité de l'Asie Française.

Bulletin Mensuel du Comité de l'Afrique Française.

Bulletin Mensuel du Comité de l'Océanie Française.

Bulletin Mensuel de l'Office du Protectorat Français de Tunisie.

Bulletin de l'Office Colonial.

Bulletin de l'Office du Gouvernement Général de l'Algérie,

Journaux Officiels.

L'Economiste Français.

Revue Economique et Financière. Statistiques.

Revue mensuelle des Questions Coloniales et Maritimes. (organe mensuel de la Société des Etudes Coloniales et Maritimes).
Années 1916 à 1921.

Documents statistiques du Commerce de la France. (Publiés par l'Administration des Douanes). Annuaire statistique de la France.

Bulletin de statistique et de Législation comparée (Ministère des Finances).

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

Choix d'une politique coloniale

AVANT-PROPOS	5
CHAPITRE PREMIER. — <i>Diversité des politiques suivies par la France dans ses colonies</i>	9
<i>Section I.</i> — Politique de la France à l'égard des indigènes	10
<i>Section II.</i> — Politique douanière de la France	15
CHAPITRE II. — <i>Des différentes considérations qui doivent déterminer notre politique coloniale</i>	21
<i>Section I.</i> — Ce que la France doit à ses colonies	21
<i>Section II.</i> — La France et ses colonies ont intérêt à développer leurs relations économiques	25
§ 1. — Avantages pour la Métropole	25
§ 2. — Avantages pour les Colonies	28
<i>Section III.</i> — Nécessité vitale pour la France au lendemain de la guerre de faire appel à ses colonies pour équilibrer et améliorer sa balance commerciale ...	29
§ 1. — Ce que nous révèle notre balance commerciale	32
§ 2. — Matières premières dont l'achat grève le plus lourdement notre balance commerciale	38

DEUXIÈME PARTIE

Ressources des Colonies Françaises. Leur mise en valeur

CHAPITRE PREMIER. — <i>Possibilités économiques de nos colonies</i>	43
<i>Section I.</i> — Produits végétaux	44
<i>Section II.</i> — Produits animaux	72
<i>Section III.</i> — Produits minéraux	77
CHAPITRE II. — <i>Comment développer notre agriculture coloniale ?</i>	88
<i>Section I.</i> — Quelles sont les cultures indigènes à encourager ?	90
<i>Section II.</i> — Comment assurer à nos colons la main-d'œuvre nécessaire et initier les indigènes aux nouvelles méthodes de culture	95
CHAPITRE III. — <i>L'avenir de nos richesses minières</i>	100

TROISIÈME PARTIE

Notre politique coloniale au lendemain de la guerre et les différents problèmes qu'elle soulève

CHAPITRE PREMIER. — <i>Le Crédit colonial</i>	108
<i>Section I.</i> — Les Banques coloniales	110
<i>Section II.</i> — Sociétés de Crédit agricole	114
CHAPITRE II. — <i>Moyens à mettre en œuvre pour attirer des colons dans nos possessions d'outre-mer</i>	120
<i>Section I.</i> — Moyens de propagande	121
<i>Section II.</i> — Régime des concessions aux colonies ..	125
§ 1. — Concessions territoriales	126
§ 2. — Concessions minières	134

CHAPITRE III. — <i>Les grands travaux publics dans les colonies</i>	139
<i>Section I.</i> — Travaux d'irrigation	141
<i>Section II.</i> — Construction de routes, canaux, aménagement des ports et développement du réseau ferré colonial	144
CHAPITRE IV. — <i>Nécessité d'une flotte coloniale</i>	154
CHAPITRE V. — <i>Réformes à apporter dans le régime douanier colonial</i>	165
CONCLUSION	177
BIBLIOGRAPHIE	181

Vu : Le Doyen,
F. LARNAUDE.

Vu : Le Président de thèse,
TRUCHY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPELL.

NIORT - IMP. NOUVELLE - G. CLOUZOT
